

Centre international pour la prévention de la criminalité



# PRÉVENIR la DÉLINQUANCE en MILIEU URBAIN et AUPRÈS des JEUNES

Recueil international de  
pratiques inspirantes



**Centre international pour la prévention de la criminalité**

465, rue Saint-Jean, bureau 803  
Montréal (Québec) H2Y 2R6  
Canada

Téléphone: (1) 514-288-6731  
Télécopieur: (1) 514-288-8763

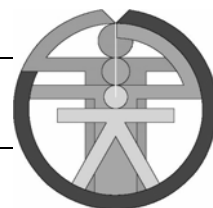
Courriel: [cipc@crime-prevention-intl.org](mailto:cipc@crime-prevention-intl.org)  
Site Internet: [www.crime-prevention-intl.org](http://www.crime-prevention-intl.org)

ISBN 2-921916-15-0

Copyright CIPC 2005

La reproduction de sections ou de la totalité de cette publication  
(ou son transfert depuis le Site Internet du CIPC) est permise sans autre forme d'autorisation  
à condition qu'elle soit à des fins non lucratives et qu'il soit fait mention du CIPC.

**Canada**



# PRÉVENIR la DÉLINQUANCE en MILIEU URBAIN et AUPRÈS des JEUNES

Recueil international de  
pratiques inspirantes

## **Remerciements**

Ce recueil a été préparé par le Centre International pour la Prévention de la Criminalité (CIPC) pour *L'Atelier sur les stratégies et les meilleures pratiques de prévention du crime, en particulier pour ce qui a trait à la délinquance urbaine et les jeunes à risque* dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Congrès des Nations Unies sur la prévention de la criminalité et la justice pénale à Bangkok en Thaïlande du 18 au 25 avril 2005.

Cet atelier a été organisé par le Centre International pour la Prévention de la Criminalité (CIPC), en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, ONU HABITAT, et grâce au généreux soutien financier qui nous a été accordé par la Stratégie Nationale Canadienne pour la Prévention du Crime, (Ministère de la Sécurité Publique et de la Protection Civile du Canada).

Nous souhaitons remercier en particulier le gouvernement du Canada de son appui à l'organisation de cet événement et à l'impression de ce recueil. Nous remercions également l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, ONU HABITAT, ainsi que tous les gouvernements qui sont représentés au sein du Comité consultatif d'orientation du CIPC, qui soutiennent nos efforts et nos ambitions pour promouvoir la prévention de la délinquance au niveau international.

Plusieurs gouvernements, personnes, et organisations ont contribué à la préparation et à la traduction de ce recueil. Nous souhaitons les remercier de leur intérêt, de leur patience et de leur précieuse collaboration, notamment les participants à la *réunion du groupe d'experts* qui s'est tenue à Paris les 3 et 4 décembre 2004, les gouvernements membres et le Comité exécutif du CIPC, ainsi que tous ceux et toutes celles qui ont préparé les fiches descriptives de leurs projets.

Le recueil a été préparé et révisé par Margaret Shaw et Kathryn Travers, avec les contributions de Marisa Canuto, Laura Capobianco, Chantal Valade, Annie Khalil et Daniel Sansfaçon.

## ***Avant propos***

Forum international de débats, d'échanges et d'apprentissages pour les gouvernements nationaux, les autorités locales, les organismes publics, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales, le CIPC a pour mission d'aider les pays et les villes à améliorer la sécurité des collectivités et à réduire la criminalité et la violence par la mise en œuvre de politiques, stratégies et actions de prévention efficaces et durables. Il favorise aussi le dialogue et les échanges d'expertise et de savoir-faire entre les pays développés et ceux en voie de développement. Quel meilleur témoignage du caractère de forum international du CIPC que l'organisation de l'Atelier sur la prévention de la délinquance et la préparation de ce répertoire international de pratiques pour le 11<sup>e</sup> Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale.

En 1999, le CIPC publiait la deuxième édition de son répertoire des 100 meilleures pratiques de prévention. Toujours d'actualité, cette publication résultait d'un travail considérable de documentation et de validation de pratiques provenant de dizaines de pays. Ce répertoire a des ambitions plus modestes. Mais nous ne doutons pas qu'il saura inspirer praticiens et décideurs dans la mise en œuvre d'actions innovantes de prévention en milieu urbain et auprès des jeunes.

La prévention a évolué considérablement depuis le dernier Congrès des Nations Unies à Vienne en 2000. Les lignes directrices adoptées par l'Assemblée générale en 2002 en témoignent. Néanmoins, la délinquance et l'insécurité demeurent des enjeux importants dans nos villes et dans nos pays, de même que la recherche d'un meilleur équilibre entre les actions de justice pénale et de prévention.

Souhaitons que les cinq prochaines années verront encore plus de pays adhérer aux objectifs nobles et essentiels à la bonne gouvernance et au développement durable qu'incarne le CIPC.

Raymonde DURY  
Présidente du Conseil d'administration  
Centre international pour la prévention de la criminalité

## ***Table des matières***

|                                               |           |
|-----------------------------------------------|-----------|
| <b>Remerciements</b>                          | <b>i</b>  |
| <b>Avant propos</b>                           | <b>ii</b> |
| <b>Introduction</b>                           | <b>1</b>  |
| <b>SECTION 1: Stratégies en milieu urbain</b> | <b>3</b>  |
| Afrique du Sud                                | 4         |
| Angleterre & Pays de Galles                   | 6         |
| Argentine                                     | 8         |
| Australie                                     | 9         |
| Belgique                                      | 10        |
| Brésil                                        | 12        |
| Canada                                        | 14        |
| Chili                                         | 15        |
| Estonie                                       | 16        |
| Finlande                                      | 17        |
| France                                        | 18        |
| Madagascar                                    | 20        |
| Nigeria                                       | 21        |
| Norvège                                       | 22        |
| ONU Habitat & CSIR                            | 23        |
| Pérou                                         | 24        |
| Philippines                                   | 25        |
| République Tchèque                            | 27        |
| Tanzanie                                      | 30        |
| <b>SECTION 2: Jeunes</b>                      | <b>31</b> |
| Afrique du Sud                                | 32        |
| Allemagne                                     | 35        |
| Angleterre & Pays de Galles                   | 37        |
| Australie                                     | 39        |
| Brésil                                        | 42        |
| Cambodge & Vietnam                            | 44        |
| Cameroun                                      | 45        |
| Canada                                        | 46        |
| Chili                                         | 50        |
| États-Unis                                    | 52        |
| Finlande                                      | 53        |
| France                                        | 54        |
| Inde                                          | 56        |
| <b>SECTION 3: Outils complémentaires</b>      | <b>57</b> |
| Sites Internet                                | 58        |
| Prix                                          | 59        |
| Autres publications de bonnes pratiques       | 59        |

## Introduction

Ce recueil a été préparé par le Centre International pour la Prévention de la Criminalité (CIPC) pour L'Atelier sur les stratégies et les meilleures pratiques de prévention du crime, en particulier pour ce qui a trait à la délinquance urbaine et les jeunes à risque dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Congrès des Nations Unies sur la prévention de la criminalité et la justice pénale à Bangkok, en Thaïlande, du 18 au 25 avril 2005.

Les lignes directrices adoptées par les Nations Unies en 2002 définissent les principes de base d'une pratique efficace de prévention de la délinquance et identifient des stratégies susceptibles de contribuer à la sécurité et au bien-être des collectivités. Ces principes clé sont les suivants :

- Tous les paliers de gouvernement doivent exercer un *leadership*;
- La prévention de la délinquance doit *faire partie intégrante* de toutes les politiques et de tous les programmes sociaux et économiques, incluant l'emploi, l'éducation, la santé, le logement et la planification urbaine, la justice et les services sociaux;
- Les stratégies doivent reposer sur des *partenariats coopératifs* entre les institutions et les ministères du gouvernement, les organisations non gouvernementales, ainsi que le secteur privé et la société civile;
- Le *financement et les ressources* doivent être suffisants, et les règles d'*imputabilité* claires, pour assurer une mise en œuvre efficace et pérenne;
- Les stratégies et les interventions doivent reposer sur les *connaissances* accumulées sur les causes de la délinquance et les pratiques efficaces;
- Les actions de prévention doivent *respecter les droits de l'homme et la règle de droit*;
- Il faut tenir compte des liens entre la délinquance au *niveau local* et la *criminalité transnationale organisée*;
- Les stratégies de prévention de la délinquance doivent tenir compte des *différents besoins des hommes et des femmes*, et de groupes de la société les plus vulnérables.

Le *Document de discussion* qui a été préparé à l'occasion de cet Atelier souligne aussi la nécessité de développer des stratégies globales pour la prévention de la délinquance en milieu urbain et auprès des jeunes à risque. Il note l'accumulation des connaissances démontrant que des interventions préventives sont à même de réduire et de prévenir la délinquance et l'insécurité, qu'elles sont aussi importantes que des systèmes de justice justes et équitables, et qu'elles sont plus rentables à long terme que les réponses réactives.

Ce Recueil illustre de manière concrète comment des villes et des pays mettent ces stratégies et interventions en œuvre - *ce qui est fait* - et ce qu'elles accomplissent - *leurs résultats tangibles*. Il présente, sous forme de vignettes, des actions entreprises au niveau national, régional et local, par des collectivités et des associations de la société civile, susceptibles d'inspirer les gouvernements et les collectivités de par le monde. Le Recueil présente également des exemples concrets d'assistance technique et d'échange d'expertise, réalisés ou appuyés par le *Programme des Villes plus Sûres* de ONU-HABITAT, la *Open Society Foundation*, le *CSIR South Africa*, et *Children without Borders*, qui contribuent à développer le savoir-faire des pays et des villes.

Les contraintes de temps ne nous ont pas permis de compiler un éventail exhaustif d'exemples des quatre coins du monde. De même, afin d'assurer une représentation équitable des régions et des approches utilisées dans différentes municipalités et différents pays, nous avons sélectionné parmi les nombreux exemples qui nous étaient soumis. Nous avons tenté de valider auprès de nos sources chaque description d'action contenue dans ce Recueil avant son impression, et nous espérons que nous n'avons pas mal interprété certains projets lors de la préparation du résumé ou de la traduction. Nous assumons la responsabilité des erreurs qui se seraient glissées.

Les descriptions de stratégies et de pratiques que propose ce Recueil ne peuvent qu'être de brèves introductions, mais souhaitons qu'elles sauront stimuler d'autres pays, municipalités et collectivités, à démarrer leurs propres stratégies. Certaines interventions sont encore récentes, mais même si elles ne proposent pas de résultats concrets issus d'évaluations rigoureuses, elles reflètent néanmoins une bonne approche stratégique. D'autres ont déjà une longue histoire, ont fait l'objet d'évaluations et ont été reproduites ailleurs, démontrant leur efficacité.

Malgré les similarités entre les villes et les pays en ce qui a trait aux facteurs de risque de délinquance et de violence, les circonstances et conditions locales jouent un rôle déterminant dans la réussite ou l'échec des projets. Il est donc toujours nécessaire d'adapter les interventions aux contextes locaux. De même, des projets isolés peuvent permettre des succès à court terme, mais la pérennisation de ces résultats dépend de la capacité à intégrer ces interventions au sein de stratégies locales s'inscrivant dans une approche globale et équilibrée de prévention de la délinquance, de la violence et de l'insécurité.

*La première partie* du Recueil porte sur la délinquance urbaine. Elle inclut des stratégies de gouvernements nationaux visant à soutenir le développement de programmes par les gouvernements locaux et les collectivités, des initiatives des gouvernements régionaux ou provinciaux, ainsi que des stratégies pour la planification et l'intégration stratégiques d'actions de prévention dans une région spécifique. Certains exemples montrent comment des municipalités et des associations locales ont réussi à établir et à maintenir des structures de partenariats efficaces, et à réduire les niveaux de délinquance et de violence par des approches de développement urbain coordonnées et participatives.

*La deuxième partie* du Recueil est consacrée aux jeunes à risque. Certains projets répondent aux besoins spécifiques des jeunes à risque, notamment les enfants des rues ou les jeunes qui font partie des gangs violents, ou alors les victimes de l'exploitation sexuelle et du trafic des êtres humains. D'autres projets font partie de stratégies nationales intégrées sur les enfants et les jeunes à risque, ou sur les jeunes contrevenants. L'implication et la participation des jeunes eux-mêmes dans la planification et le développement des initiatives est une caractéristique forte de plusieurs de ces actions.

Enfin, *la troisième partie de ce Recueil* propose une liste de sites Web et de ressources provenant de diverses parties du monde, sur les bonnes pratiques et divers prix accordés en matière de prévention de la délinquance.

Ce Recueil est disponible en français et en anglais, et peut être consulté sur le site du CIPC (<http://www.crime-prevention-intl.org/>). La version espagnole est en cours de préparation.

Section 1 :

# STRATÉGIES en MILIEU URBAIN

## **Contexte**

---

*Warwick Junction* fait partie de la municipalité *eThekwini* (anciennement Durban) en Afrique du Sud. C'est un lieu de passage en périphérie du principal quartier commercial, où se trouvent les stations de bus et de trains et les taxis. Près de 300 000 personnes traversent cette région chaque jour. Sous le régime de l'apartheid, les bus transportant les Noirs et les Indiens étant interdits d'accès au centre ville devaient s'arrêter à *Junction*, en faisant le lieu principal du commerce informel au sein de la municipalité – quelque 500 commerçants y vendant des remèdes à base d'herbes – et donc une source de revenus pour les collectivités urbaines et rurales. En 1996, la région a connu une importante dégradation urbaine et de sérieux problèmes de délinquance et de maintien de l'ordre. Les marchés informels étaient en pleine expansion, les échanges commerciaux se faisaient dans les rues et sur les trottoirs, les conditions de vie étaient insalubres, beaucoup dormant dans les rues; les problèmes liés à l'environnement, à la santé, et à la planification urbaine étaient criants.

## **Buts**

---

- Améliorer la protection, la sécurité, et la qualité de vie de la région *Warwick Junction*.
- Promouvoir la participation des citoyens et de la collectivité à la prise de décisions avec la municipalité.
- Améliorer la propreté et la qualité de l'environnement physique.
- Encourager le commerce, l'employabilité et les opportunités d'investissement.

## **Description**

---

Le *Warwick Junction Urban Renewal Project* (Le Projet de Renouveau Urbain *Warwick Junction*) a été lancé en 1997. Initiative globale de renouvellement urbain impliquant plusieurs organismes, il a fait de cette région problématique un centre commercial et une destination touristique populaire. Plutôt que de déloger les commerçants informels, et reconnaissant l'importance de ces échanges économiques informels, la municipalité a décidé de collaborer avec eux, ainsi qu'avec d'autres parties concernées, en négociant de manière participative pour améliorer leurs conditions de vie. Le bureau de projets a été établi à *Junction* plutôt qu'à l'hôtel de ville. Un dépôt abandonné a été transformé en salle communautaire servant de lieu de rencontre, d'échanges et de consultation entre les équipes de projets, les membres de la collectivité et les représentants municipaux. Un

comité regroupant les comités de commerçants des rues a été mis en place pour faciliter les discussions sur leurs besoins et l'espace requis. La municipalité a ensuite identifié une partie inutilisée de l'autoroute où ont été construits un pont et un accès piétonnier, créant ainsi un espace pour le marché aux herbes. Les limites de cet espace ont mené les commerçants informels à négocier entre eux, et au terme de ce processus chacun disposait d'un bail formel et d'un espace réservé. Des centres multifonctionnels ont également été créés à l'attention des commerçants des rues afin de leur permettre de mener leurs activités commerciales. La totalité des coûts pour le développement des marchés, de l'infrastructure et des services été d'environ 500 000 US \$.

Par la suite, d'autres zones de marché ont été créées, munies de dépôts verrouillés pour garder les marchandises le soir, et dont la ville assure le nettoyage régulier. Le projet a aussi permis de rénover les rues et d'améliorer l'éclairage et les conditions sanitaires. Enfin, la municipalité a mis en place des stations de taxis et des zones d'attente afin de limiter les embouteillages causés par les taxis privés.

## **Résultats**

---

Depuis la mise en oeuvre du *Warwick Junction Renewal Project*, le commerce, la sécurité et les conditions de vie ont connu une nette amélioration. Le nombre de meurtres est passé de 50 en 1997, à 6 en 2002, diminution partie attribuable au travail des commerçants qui ont formé une association contre la délinquance, qui a recours à la résolution de conflits pour régler les disputes. Les gains annuels du Marché d'herboristes ont considérablement augmenté. En plus de devenir une vraie destination touristique, la région a vu la création d'une chaîne de quelque 14 000 emplois à Durban. La sécurité demeure une préoccupation des résidents. La municipalité a récemment lancé le programme *Inner Thekwini* de renouvellement et de gestion urbaine afin de mettre en oeuvre des projets similaires dans d'autres quartiers de la ville.

## **Partenaires**

---

La municipalité et l'association de commerçants.

## **Contact**

---

**Richard Dobson**  
Project Leader, iTrump  
City Hall, West Street, Durban  
[www.durban.gov.za/eThekwini](http://www.durban.gov.za/eThekwini)

# AFRIQUE DU SUD

## Une stratégie communautaire pour réduire la criminalité

### Contexte

---

Les services de police d'Afrique du Sud (SPAS) ont mis en place le programme de développement de la prévention du crime en 1999 à la suite d'une demande du président en faveur d'un plan d'action intégré pour réduire la criminalité, la violence et la pauvreté dans le pays. Cette initiative nationale a permis aux administrations locales et au SPAS, en association avec des organismes locaux, d'élaborer et de mettre en oeuvre des stratégies communautaires de prévention du crime, reposant sur des interventions multisectorielles et une meilleure intégration des services, pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité et de la violence. L'idée de base est que la collectivité doit s'approprier de sa situation, déterminer ses besoins et participer aux activités de réduction et de prévention du crime.

### Buts

---

- Appuyer, promouvoir et favoriser l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies intégrées de prévention du crime à l'échelle locale.
- Stimuler et encourager la participation aux activités stratégiques de prévention du crime à l'échelle de la collectivité.

### Description

---

Puisque les causes des crimes sont variées, il est essentiel d'élaborer des solutions locales qui tiennent compte du contexte propre à chaque collectivité. Une stratégie communautaire de prévention du crime devrait inclure des mesures qui visent à réduire, dissuader ou prévenir certains crimes en agissant sur l'environnement, en changeant les conditions qui les favorisent et en améliorant l'efficacité du système de justice pénale pour les décourager.

Le programme de développement de la prévention du crime offre un soutien stratégique et technique aux municipalités, aux services de police et aux autres organismes d'application de la loi, aux entreprises, aux ONG, aux organismes communautaires et aux autres intervenants pour les aider à élaborer et à mettre en oeuvre une stratégie intégrée. Cette approche reconnaît le savoir local des communautés et favorise leur participation à l'élaboration des mesures de réduction et de prévention. Les administrations locales sont souvent les mieux placées pour diriger le processus, d'autant qu'elles ont la responsabilité de fournir les services à la collectivité. Des experts externes peuvent également faciliter la mise en oeuvre des interventions.

Le processus inclut les étapes suivantes : identifier les structures communautaires pour s'assurer que le programme est inclusif, participatif et transparent; réaliser un diagnostic local de sécurité afin de bien connaître les conditions socioéconomiques, les tendances de la délinquance et les points chauds, les problèmes de criminalité liés à la planification et à l'aménagement du cadre de vie, les initiatives de développement social, économique et physique, et les programmes de prévention et de police existants (capacité institutionnelle, etc.); élaborer une stratégie communautaire basée sur le diagnostic de sécurité; assurer l'interface avec les organismes locaux dans le but d'influencer la prestation des services; faciliter l'obtention de capitaux de démarrage pour financer les projets clés; identifier les principaux domaines d'intervention et les priorités pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité; identifier les organismes locaux qui seront responsables de la mise en oeuvre des initiatives de prévention à la lumière des priorités définies dans la stratégie; développer les capacités de ces organismes et les aider à mettre les initiatives en oeuvre; suivre et évaluer la mise en oeuvre de tous les éléments de la stratégie; et développer les capacités des structures locales, des organisations et du SPAS pour appuyer la mise en oeuvre durable du programme de développement de la prévention du crime. La Division de la prévention du crime - *Prévention de la criminalité sociale* du SPAS offre un appui technique et des conseils stratégiques, mais le succès des stratégies repose sur l'engagement et la participation des collectivités.

### Ressources

---

*Making South Africa Safe – A Manual for Community Based Crime Prevention; Designing Safer Places – A Manual for Crime Prevention through Planning and Design; Community Safety Projects: Promising Crime Prevention Practices in South Africa.*

### Contact

---

#### Philip Nel

Directeur national du programme  
SPAS – Prévention de la criminalité sociale  
Private Bag X241, Pretoria, 0001, AFRIQUE DU SUD  
Tél. : (012) 421 8287  
Télec. : (012) 421 8274  
Courriel : [cplocalcrime@saps.org.za](mailto:cplocalcrime@saps.org.za)

# ANGLETERRE & PAYS DE GALLES

## Stratégie pour l'amélioration des quartiers

### Contexte

En Angleterre et dans les Pays de Galles, on a établi l'existence d'une corrélation forte entre le niveau de défavorisation des quartiers, mesuré notamment par la qualité de l'environnement, de l'emploi et de la santé, et des taux élevés de délinquance. Ainsi, 40 % des délits se produisent dans le 10 % des quartiers les plus défavorisés. Lancée en 1998, la *National Strategy for Neighbourhood Renewal* (la stratégie nationale pour l'amélioration des quartiers) a été reconduite en 2001 avec le *New Commitment to Neighbourhood Renewal* (le nouvel engagement pour l'amélioration des quartiers) pour proposer des solutions à long terme à ces problèmes incluant la délinquance. Plutôt qu'une approche traditionnelle consistant à financer des projets pilotes à court terme, il s'agit d'une stratégie globale et intégrée de l'ensemble du gouvernement.

### Buts

- Réduire la délinquance et améliorer l'éducation l'emploi, le logement et la santé dans les 88 quartiers les plus défavorisés.
- Réduire durablement l'écart sur ces indicateurs entre les quartiers les plus défavorisés et le reste du pays.

### Description

La *stratégie nationale pour l'amélioration des quartiers* vise à améliorer de façon durable la qualité de vie des citoyens à long terme. Quelques 900 millions £ sur trois ans ont été alloués en 2004 pour cette stratégie qui est dirigée par le *Neighbourhood Renewal Unit* qui relève de l'autorité du Vice Premier Ministre. Son objectif est d'améliorer la qualité des services publics et ceux de cinq autres ministères pour soutenir le développement des 88 districts et 841 quartiers les plus pauvres, en enchâssant des modifications aux politiques publiques et aux modes d'allocation des ressources et en introduisant des objectifs minima, de sorte à fixer des standards de service public et de résultat pour chacun des grands domaines prioritaires, soit l'éducation, la santé, le logement et la délinquance. La diminution de la délinquance et des comportements anti-sociaux et l'amélioration de l'environnement immédiat sont vues comme des moyens de stabiliser ces collectivités en difficulté et de restaurer la confiance nécessaire aux améliorations dans les autres secteurs. Le *New Deal for Communities*, qui inclut la prévention auprès des jeunes, la sécurisation des lieux et des biens, une gestion plus efficace de l'habitat, des stratégies de lutte contre les comportements anti-sociaux, ainsi que des équipes de police de proximité et des projets de surveillance de quartier, est l'un des programmes

les plus efficaces. Près de 300 projets de surveillance des quartiers ont été mis en oeuvre jusqu'à présent, soit un investissement de 91M £ (ou l'équivalent de 174M\$US) échelonné sur sept ans. Vêtus d'un uniforme et dûment formés, les surveillants assurent une présence dans les rues et travaillent avec la police et d'autres acteurs pour prévenir la délinquance. En contribuant à la sécurité et à la propreté des rues, ils visent à améliorer la cohésion de la collectivité et à améliorer la qualité de vie des citoyens. Les responsabilités des équipes de surveillance sont déterminées par la collectivité locale, et peuvent inclure des patrouilles de surveillance, des améliorations à l'environnement, les relations avec les locataires, le développement et l'information communautaires, la surveillance des logements vacants, la réponse aux incidents mineurs, et des visites aux personnes vulnérables, aux victimes ou aux témoins victimes d'intimidation etc. Les résidents peuvent leur faire état d'incidents et discuter de questions qui concernent la communauté. Ces surveillants complètent le travail de la police mais ne peuvent en aucun cas s'y substituer (par exemple, ils n'ont pas de pouvoir d'arrestation).

### Résultats

L'évaluation du *New Deal for Communities* montre que l'insécurité a diminué, que les cambriolages, agressions et vols de véhicules ont légèrement régressé et que le niveau de satisfaction et de confiance envers la police s'est amélioré. Une évaluation nationale de 84 *Neighbourhood Wardens Schemes* entre 2001 et 2003 a montré qu'il s'agit d'un investissement rentable au regard de la diminution des coûts de la délinquance. Ils reçoivent un appui très favorable parmi la population locale. Ils ont contribué à une diminution significative de l'insécurité, surtout parmi les personnes âgées, entraîné une baisse du taux de délinquance (de 28 %), eu un impact sur les comportements anti-sociaux, et augmenté le niveau de satisfaction des résidents. Plus de 70% disposent d'un financement pérenne. La qualité de vie des résidents s'est nettement améliorée depuis leur mise en place.

### Partenaires

*Neighbourhood Renewal Unit*, (Office of the Deputy Prime Minister), *Home Office*, Departments of Work and Pensions, Education & Skills and Health; les autorités locales, *Crime Concern* et autres organisations.

### Contact

**Jon Bright**  
Neighbourhood Renewal Unit  
Courriel: [jon.bright@odpm.gsi.gov.uk](mailto:jon.bright@odpm.gsi.gov.uk)  
[www.neighbourhood.gov.uk](http://www.neighbourhood.gov.uk)

# **Birmingham, ANGLETERRE & PAYS DE GALLES**

## **Le programme des quartiers sécuritaires de Birmingham**

### **Contexte**

---

Le programme des quartiers sécuritaires de Birmingham est mis en oeuvre dans huit quartiers défavorisés où le taux de délinquance est très élevé. Le fond consacré au réaménagement des quartiers a permis de financer le programme jusqu'à mars 2004. Ce programme a été une des composantes essentielles de la stratégie de partenariat pour les collectivités sécuritaires adoptée par la ville. Cette stratégie doit être renouvelée tous les trois ans. Les partenaires clés sont l'organisation nationale pour la réduction de la délinquance (Crime Concern) et le partenariat pour les collectivités sécuritaires de Birmingham, qui représente toutes les agences statutaires. Le Programme a reçu le prix européen pour la prévention de la délinquance pour l'année 2004.

### **Buts**

---

- Réduire la délinquance en général.
- Améliorer la qualité de vie pour les citoyens de Birmingham.
- Encourager activement la participation des collectivités à la sécurité communautaire.

### **Description**

---

Cette initiative se base sur le succès du programme pilote des quartiers sécuritaires géré par Crime Concern. Utilisant l'approche de résolution des problèmes 'Connaître pour agir', un diagnostic des problèmes de délinquance, de sécurité et liés à l'environnement est réalisé, en ayant recours aux statistiques disponibles dans les quartiers, une enquête auprès des résidents et une consultation avec un large éventail d'organisations locales et d'organismes communautaires. Les résultats sont rédigés et les principaux thèmes identifiés. Des groupes d'action sont ensuite formés par le groupe de gestion lui-même constitué de représentants des collectivités et des agences, auxquels s'ajoutent les autres partenaires intéressés. Ces groupes formulent un plan d'action détaillé sur les priorités d'action. À Birmingham, les priorités sont le comportement anti-social, les jeunes, les stratégies de communication et la formation. Les actions mises en œuvre découlent donc d'une analyse des problèmes prioritaires à partir de données objectives.

Pour répondre aux diverses priorités, chaque groupe d'action devait soumettre au moins trois projets d'intervention portant sur les délinquants, les lieux et les victimes. Plus de soixante projets ont ainsi été soumis, incluant des sessions de formation pour les leaders communautaires sur les

méthodes de repérage des délits liés à l'environnement et la formulation d'un plan d'action en fonction des priorités; un travail avec les agents de référence lors d'arrestations pour dresser un portrait de la délinquance et de l'usage de la drogue dans les régions ciblées; l'élaboration de programmes de surveillance de quartier; des initiatives pour réduire le cambriolage résidentiel et le vol de véhicules; et un éventail d'interventions pour le soutien aux familles, la déjudiciarisation, l'éducation et le travail communautaire avec les jeunes ainsi que la répression.

### **Résultats**

---

L'évaluation a montré que le taux de délinquance des mineurs a diminué en moyenne de 29 % contre 12 % dans des régions similaires. La criminalité totale dans les zones ciblées a diminué de 14 % contre 7 % dans des régions similaires. Au bout de la première année de sa mise en œuvre, le Programme des quartiers sécuritaires avait entraîné des économies de plus de 6 millions £ pour un investissement de 600 000 £.

Grâce aux sommes épargnées évaluées à 78,000 £ suite à la diminution des coûts de réparation résultant des actions de prévention du cambriolage résidentiel, deux nouveaux projets ont été financés. D'autres projets sont actuellement financés par les fonds de renouvellement des quartiers, tandis que d'autres ont été intégrés aux dispositifs en place. Plus de 300 000 £ ont ainsi été engagés. Les huit projets seront financés pour une année supplémentaire, soit jusqu'à mars 2006.

Le programme repose sur une méthodologie et des actions éprouvées et fiables, et être *reproduit* partout à un coût minime. Le modèle de sécurité communautaire reconnaît l'importance d'un cadre de travail bien défini, d'une approche issue de la base, d'un leader déterminé, de partenariats efficaces, et de la poursuite assidue de résultats tangibles.

### **Partenaires**

---

Les partenaires principaux sont Crime Concern et le Birmingham Community Safety Partnership.

### **Contact**

---

**Chris Dyer**  
Consultant senior, (Crime Concern)  
21, Bennetts Hill, Birmingham, B2 5QP  
Tél. : +44 (0)121 643 3343  
[www.crimeconcern.org.uk](http://www.crimeconcern.org.uk)

# ARGENTINE

## Programme des communautés vulnérables

### Contexte

---

Ces dernières années, l'Argentine a été confrontée à une crise économique sans précédent, affectant le développement général et la qualité de vie de la population. Un des indicateurs en a été l'augmentation de la violence dans les zones urbaines, à laquelle s'est ajouté l'accès limité à l'emploi, à l'éducation et à l'hébergement, entre autres. Dans les régions métropolitaines, ceux qui habitent au sein des communautés les plus vulnérables, notamment les jeunes, sont particulièrement touchés. Le Programme des Communautés Vulnérables (PCV) a été développé pour promouvoir l'intégration sociale et prévenir la délinquance et la violence, en tant que partie intégrante du Plan national pour la prévention de la délinquance (NCPD) mis en œuvre en 2003, et en application de la Déclaration Universelle des Droits de l'Enfant.

### Buts

---

- Mettre en œuvre une stratégie globale pour la prévention de la délinquance dans les zones ciblées en consultation avec la communauté.
- Renforcer le soutien social et les réseaux familiaux au sein des communautés locales.
- Promouvoir et soutenir les jeunes des communautés vulnérables par le biais de programmes axés sur la culture et les loisirs, l'éducation, la formation professionnelle et le développement des petites entreprises.

### Description

---

Lancé par le Ministère de la Justice en 2001 comme projet pilote, le programme PCV cible les communautés socio-économiques les plus vulnérables dans l'agglomération de Buenos Aires. Recourant à une approche participative de recherche-action il vise à développer des partenariats entre et à renforcer les gouvernements locaux, les groupes communautaires et les organisations, afin de promouvoir l'intégration sociale et réduire la délinquance et la violence. Ce programme est basé sur un principe d'intervention minimale, tenant compte des coutumes propres à chaque communauté. Les bénéficiaires sont les jeunes présentant des risques de délinquance et de violence, surtout ceux qui sont au chômage, et indirectement, leurs familles et les réseaux communautaires locaux. Le programme inclut actuellement dix communautés vulnérables. Il est financé par les ministères du Développement Social et de l'Emploi et de la Sécurité du Revenu.

Des équipes d'agents de prévention sont identifiées dans chaque zone pour travailler avec les organisations communautaires locales, les églises, les écoles, les jeunes, et les municipalités. Le PCV

permet d'organiser des ateliers ainsi que des réunions de groupes et individuelles sur la formation à l'emploi, la réinsertion dans le système d'éducation nationale, les habiletés sociales et la santé, et de soutenir des projets commerciaux prometteurs. En outre, le programme a permis l'organisation d'activités de loisirs auto ou co-gérées dans les domaines de la formation aux métiers de l'art et de l'artisanat, des sports, des loisirs, de la musique, des débats sur les films, etc. Un soutien au social et légal est accordé à ceux qui ont des démêlés avec la justice pénale. Les projets de micro entreprise sont financés par le Programme d'emploi communautaire du Ministère de l'Emploi et de la Sécurité du Revenu. Ils comprennent des activités comme la boulangerie-pâtisserie, l'agriculture, la menuiserie, le travail des métaux et du cuir, les travaux mécaniques, la couture, l'entretien des résidences pour personnes âgées, le recyclage et l'informatique. Vu le faible engagement des gouvernements locaux, le PCV a été développé et mis en œuvre simultanément par les équipes locales et l'équipe nationale sur une base de co-gestion. Depuis 2003, les équipes chargées des projets locaux ont été formées par l'équipe nationale, pour assurer la surveillance et l'évaluation des projets et garantir leur continuité. L'équipe nationale évaluera le programme dans son ensemble.

### Résultats

---

Depuis sa mise en œuvre en 2001, plus de 366 jeunes, leurs familles et communautés ont directement bénéficié du PCV. Une liste d'attente a dû être préparée suite à la demande croissante des jeunes de participer au programme. Le programme s'est élargi, assurant 400 bourses supplémentaires sous le Programme d'emploi des collectivités, entraînant le doublement des bourses accordées et son extension à d'autres quartiers de l'agglomération de Buenos Aires. En 2004, cinquante nouveaux agents ont été formés dans les domaines du développement de projets sur le terrain et du suivi de leur mise en œuvre.

### Partenaires

---

Ministère de la Justice, Ministère de l'Emploi et de la Sécurité du Revenu, Ministère du Développement Social, gouvernements municipaux, universités, associations locales de jeunes, organismes et entreprises communautaires.

### Contact

---

Plan Nacional de Prevención del Delito  
Sarmiento 329 - Piso 4to C.P.: C1041AAG  
Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentina  
Tél. : (54 11) 4328-3015 al 19  
Courriel : [info@pnpd.gov.ar](mailto:info@pnpd.gov.ar)  
[http://www.pnpd.gov.ar/Prog\\_Com\\_Vul.htm](http://www.pnpd.gov.ar/Prog_Com_Vul.htm)

# AUSTRALIE-OCCIDENTALE

## Stratégie de lutte contre les vols avec effraction

### Contexte

---

La stratégie de lutte contre les vols avec effraction de l'Australie-Occidentale a été mise en oeuvre par le premier ministre en 2003, à la suite de la montée en flèche des taux de vol avec effraction, particulièrement dans les zones urbaines. D'après les chiffres du Bureau de la statistique de l'Australie pour l'année 2002, l'Australie-Occidentale a un taux de vol avec effraction 54 % plus élevé que la moyenne nationale. Certains éléments de la stratégie ont été mis en oeuvre à l'échelle de l'État alors que d'autres l'ont été à l'échelle locale, notamment à Bentley et Morley, deux banlieues de Perth où les besoins sont particulièrement importants. La stratégie sera progressivement appliquée au district du Sud-Est, puis à l'ensemble de l'État.

### Buts

---

- Réduire les vols avec effraction dans les résidences, les commerces et les industries en adoptant des stratégies coordonnées à l'échelle de l'État et à l'échelle locale.

### Description

---

La stratégie de lutte contre les vols avec effraction mise en place en 2003 englobe différentes initiatives qui sont mises en oeuvre soit à l'échelle de l'État, soit à l'échelle locale. Au niveau de l'État, on note la création d'un *groupe de travail* sur la réduction des vols avec effraction. Ce groupe est formé de représentants des ministères de l'État, de la police ainsi que des industries de l'assurance, de la construction et de la sécurité. Le groupe de travail est responsable de l'élaboration et de la coordination de la mise en oeuvre de la stratégie de lutte contre les vols avec effraction. De plus, une importante *campagne de sensibilisation* et d'éducation du public a aussi été lancée. Le Service de police de l'État a mis en place, en collaboration avec l'organisme Crime Stoppers WA, un *service d'assistance téléphonique* pour faciliter l'échange de renseignements. Une stratégie a été adoptée pour offrir un *meilleur soutien aux victimes et aux collectivités*. Des audits de sécurité et des renseignements utiles sont offerts aux victimes pour qu'elles ne deviennent pas à nouveau la cible de voleurs. Enfin, on utilise maintenant les *techniques d'analyse de l'ADN* pour arrêter les délinquants et réduire la récidive.

À l'échelle locale, divers projets de réduction des vols avec effraction dans les résidences ont été mis en oeuvre à Bentley et Morley, deux banlieues de Perth où la situation est particulièrement difficile,

ainsi qu'à Carnarvon. Les villes de Welshpool, Kewdale et Carlisle ont démarré un programme de réduction des vols dans les entreprises. Une autre initiative porte sur le recel des biens volés. Finalement, une campagne de surveillance a été lancée pour recueillir l'information de manière coordonnée en utilisant les ressources des administrations locales qui sont sur le terrain, tels les *rangers* et les gardiens de parcs et des jardins publics.

### Résultats

---

De façon générale, la stratégie a eu un impact considérable sur le nombre de vols avec effraction. Ainsi, on a observé une diminution de 16 % en 2003-2004, de 28 % pendant le trimestre qui a pris fin en septembre 2004 et de 23 % le trimestre suivant. Le nombre de vols dans les zones urbaines a diminué de 25 % en moyenne.

Les projets mis en oeuvre à Bentley et Carnarvon ont connu beaucoup de succès. À Bentley, sur une période de 12 mois, les vols ont diminué de 45 % alors qu'à Carnarvon, pendant les six premiers mois du projet, ils ont diminué de 61 %. La diminution de 24 % enregistrée à Morley sur une période de 12 mois correspondait à la moyenne observée dans les zones urbaines, bien que des réductions plus importantes aient été notées pendant trois trimestres consécutifs. Il est important de souligner qu'on n'a pas observé d'effet de déplacement dans les localités situées à proximité des villes où le projet a été mené, et que même si les chiffres varient d'un endroit à l'autre, elles ont soit bénéficié de retombées positives, soit obtenu des résultats semblables à la moyenne de l'État.

### Partenaires

---

Bureau de la prévention du crime, ministère du Développement communautaire, ministère de la Justice, ministère du Logement et des Travaux publics, ministère de l'Éducation et de la Formation, administrations locales, Service de police de l'AO, groupes religieux, entreprises et industries locales.

### Contact

---

Trudi Angwin  
Bureau de la prévention du crime  
Cabinet du premier ministre  
L5 197 St George's Tce, Perth  
Tél. : +61 8 9222 9733  
[www.crimeprevention.wa.gov.au](http://www.crimeprevention.wa.gov.au)  
[www.burglarbeware.wa.gov.au](http://www.burglarbeware.wa.gov.au)

# **BELGIQUE**

## ***Les Contrats de sécurité et de prévention***

### **Contexte**

---

En 1992, le Gouvernement belge s'est accordé pour définir un « programme d'urgence sur les problèmes de société » dont les objectifs étaient de garantir la sécurité des citoyens dans les villes et communes, de restaurer une qualité de vie décente dans les entités urbaines ainsi que de rétablir la confiance de la population envers les autorités. Les politiques préventives, rassemblées sous le vocable des contrats de sécurité et de prévention tentent de répondre aux besoins de sécurité réclamés par de nombreux citoyens. Les Contrats de sécurité et de prévention doivent contribuer à la réalisation des priorités du Gouvernement fédéral en matière de politique de sécurité et de prévention.

### **Buts**

---

- Garantir la sécurité des citoyens dans les villes et les communes.
- Répondre aux besoins locaux en matière de sécurité et de protection des citoyens.
- Lutter contre le sentiment d'insécurité.
- S'intégrer dans une politique de sécurité communale globale.

### **Description**

---

Aujourd'hui, 73 villes et communes bénéficient d'un contrat de sécurité et de prévention répartis dans les trois régions de la Belgique : 13 contrats en région bruxelloise, 35 en Flandre et 25 en Wallonie. Ces contrats, conclus entre l'État représenté par le Ministre de l'Intérieur et la ville/commune représentent une masse budgétaire globale de 33 080 231,54 € (45 millions \$ US) allouée aux villes et communes pour le développement d'initiatives préventives. Les villes/communes bénéficient ainsi d'une subvention annuelle pour le développement d'initiatives qu'elles jugent prioritaires sur base d'une analyse de leur situation locale en matière de sécurité et de prévention.

Les contrats de sécurité et de prévention sont constitués de différents axes dans lesquels les communes peuvent s'inscrire : renforcement de la politique communale de prévention ; meilleure intégration des groupes cibles ; surveillance fonctionnelle ; technoprévention et approche du sentiment d'insécurité ; approche du phénomène de la toxicomanie ; et approche de phénomènes de criminalité spécifiques.

### **Résultats**

---

Il apparaît dès le départ que l'objectif du Ministère de l'Intérieur était de dépasser une vision uniquement sécuritaire et répressive de la criminalité en introduisant le concept d'une dimension préventive mettant en interaction les différentes composantes de la société, notamment les composantes sociale, sanitaire et environnementale.

L'ensemble des dispositifs a amené une réelle impulsion positive et une approche nouvelle en matière de politique de sécurité. En effet, l'engagement de personnel, ainsi qu'une gestion plus intégrée (intersectorielle) et décentralisée de la sécurité (par délégation à l'autorité communale), ont conduit à une profonde modification de la vision existant jusque là en cette matière.

Le Gouvernement belge souhaite donner une nouvelle impulsion positive vers une stabilisation des contrats par la conclusion de ceux-ci pour plusieurs années (2006-2009), et un renforcement de la politique, par une augmentation des moyens.

### **Partenaires**

---

Les autres départements fédéraux, les entités fédérées, les villes et communes et la police.

### **Contact**

---

**Yves Van de Vloet**  
Secrétaire permanent  
Secrétariat permanent à la Politique de Prévention  
Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention  
Service Public Fédéral Intérieur  
Boulevard de Waterloo 76  
1000 Bruxelles, Belgique  
Tél. : 02/557.35.74  
Courriel : [Info.spp@ibz.fgov.be](mailto:Info.spp@ibz.fgov.be)

# **BELGIQUE**

## ***Lutte contre le cambriolage via la technoprévention***

### ***Contexte***

---

Le cambriolage est, depuis plusieurs années déjà, une des formes de criminalité les plus importantes en Belgique. La lutte contre ce phénomène est dès lors une priorité majeure du Gouvernement et du Ministre de l'Intérieur. Pour faire face à ce phénomène, le Ministre de l'Intérieur a lancé un plan d'action fédéral de technoprévention. Prévoyant notamment l'embauche de conseillers en technoprévention (CTP). Le rôle du CTP consiste principalement à prodiguer gratuitement des conseils de sécurisation au citoyen.

### ***Buts***

---

- Prévention du cambriolage par une augmentation du niveau de sécurisation des immeubles.
- S'assurer que les citoyens investissent de manière appropriée dans la sécurisation de leur habitation pour éviter que l'argent du citoyen ne soit investi dans des mesures inefficaces.
- Diminuer le sentiment d'insécurité et d'impuissance du citoyen.
- Responsabiliser le citoyen qui a aussi un rôle à jouer vis-à-vis de sa propre sécurité.

### ***Description***

---

Le rôle du conseiller en technoprévention (CTP) dans la politique de prévention du cambriolage est essentiel. Le CTP prodigue sur le terrain des conseils adaptés aux spécificités des immeubles qu'il s'agisse des d'habitations, de locaux professionnels, ou de bâtiments publics et semi-publics, par exemple.

Le cambriolage est un délit partiellement généré par l'occasion. Il est possible de faire face à cet aspect du phénomène en encourageant les victimes potentielles de cambriolages à prendre des mesures préventives. Dans de nombreux cas, les cambriolages peuvent être évités. De nombreuses habitations sont en effet peu ou pas suffisamment sécurisées contre le cambriolage.

Le conseiller en technoprévention se rend gratuitement sur place et étudie l'immeuble, y analyse les faiblesses spécifiques et propose des solutions. Il donne avant tout des conseils organisationnels, techniques ou architecturaux qui sont à la portée de tout un chacun.

Ces Conseillers reçoivent une formation spécifique. Ils font partie soit du personnel du corps de police locale soit du personnel de la ville ou de la commune. Les CTPs ne sont pas liés à des sociétés ou marques et les conseils qu'ils prodiguent sont objectifs et indépendants. Ils recommandent certains types de portes, fenêtres, serrures et autres systèmes de sécurité, et il appartient à l'habitant de décider quelle marque il choisira, chez quel vendeur et par qui il fera placer le système.

### ***Résultats***

---

Actuellement, près de 900 Conseillers en technoprévention sont reconnus par le Ministre de l'Intérieur dans l'exercice de leur fonction. Ils offrent un service visible, positif et populaire. De plus, les statistiques montrent un net recul dans le phénomène du cambriolage. Par ailleurs, les conseils en technoprévention ont également un impact sur le sentiment subjectif et objectif d'insécurité.

### ***Partenaires***

---

La police, les Villes et communes, les Écoles de Police, et Assurances.

### ***Contact***

---

Service public fédéral Intérieur  
Boulevard de Waterloo, 76  
B-1000 Bruxelles  
Courriel : [Info.spp@ibz.fgov.be](mailto:Info.spp@ibz.fgov.be)

# *Diadema, BRÉSIL*

## *La politique de sécurité publique*

### **Contexte**

---

Diadema est une ville de 350 000 habitants située dans l'agglomération de São Paulo. Pendant plusieurs années, la ville a enregistré le taux d'homicide le plus élevé de la région. Entre 1995 et 1998, le taux d'homicides a augmenté de 49 %, passant de 238 à 355 cas et en 1999 Diadema avait le taux d'homicide le plus élevé du pays, dépassant 140 pour 100 000 habitants.

### **Buts**

---

- Réduire la délinquance dans la municipalité de Diadema.
- Réduire le nombre d'homicides.
- Instaurer une "culture de la paix" parmi les enfants et les jeunes pour influencer les générations futures.

### **Description**

---

Depuis 2000, la municipalité de Diadema a développé une stratégie globale comprenant un large éventail d'initiatives afin de réduire la violence. Le projet le plus connu est le *Programme Diadema Legal*, (dont le titre joue sur les deux sens du mot *legal* qui signifie à la fois légal et agréable), vise à réduire le nombre d'homicides. En 2002, la ville a adopté une nouvelle loi exigeant la fermeture des bars à 23 heures, sauf permis spécial. Cette loi, également connue sous le nom de *Loi Sèche*, était au cœur de la stratégie locale.

De plus, plusieurs interventions à court terme ont été mises en oeuvre. La ville a ainsi créé le projet *Opérations Intégrées*, une initiative commune impliquant la garde municipale et la police nationale pour assurer la surveillance des véhicules, des bars, des espaces vacants et des autres zones à risque. Le projet *Block Angels*, inspiré du modèle français de police d'îlotage a été mis en place pour améliorer la sécurité dans les quartiers. La ville a également installé des caméras en circuit fermé pour surveiller des zones spécifiques qui connaissent un taux de délinquance important.

La municipalité a mis en oeuvre diverses interventions sociales à moyen et à long terme, visant les jeunes et les enfants. Le projet *Apprenti Adolescent* a pour objectif d'offrir une expérience pratique de travail aux jeunes âgés de 14 à 15 ans habitant des quartiers à fort taux de délinquance. Le projet *Club de Vacances (Clubinho de Férias)* vise à améliorer les relations entre les enfants et les agents de police en organisant des jeux et des activités dans les quartiers pendant les vacances scolaires. Le projet *Désarmement des enfants*

invite les jeunes à échanger des armes jouets contre des bandes dessinées. Le projet *Éducation à la Vie* est un cours de six mois donné par des agents de la police dans les écoles de la ville sur la prévention de l'usage des drogues illicites. Selon le Secrétaire chargé de la protection de la ville de Diadema, les initiatives prises en faveur des enfants et des jeunes visent à instaurer et à consolider les bases d'une "culture pour la paix" pour les générations futures de citoyens.

Enfin, d'autres mesures ont été introduites par la municipalité pour établir et soutenir la politique de sécurité publique, y compris la réorganisation de la garde municipale (entre autres la formation continue des agents), la création du poste de Secrétaire à la protection sociale, et le développement d'un projet de cartographie de la délinquance.

### **Résultats**

---

Depuis la mise en oeuvre de ces initiatives, la ville de Diadema a connu une diminution du nombre des crimes violents comme les homicides et les vols avec violence. Le nombre d'homicides a diminué de 57 % (de 389 cas en 1999 à 167 cas en 2003) et le nombre de vols avec violence a été réduit de 16 % (de 5 192 cas en 1999 à 4 368 cas en 2003).

### **Partenaires**

---

Ministère de la Justice – le Secrétaire national de la sécurité publique; le Secrétaire de la Sécurité publique de la ville de São Paulo; la Police d'investigation de la ville de São Paulo; la Police de la ville de São Paulo; la Fondation Florestan Fernandes; Editora Abril; l'Association nationale pour la prévention de l'usage illégal de drogues (*Associação Nacional de Prevenção do Uso e Abuso de Drogas* – ANPUAD).

### **Contact**

---

**Regina Miki**

Secrétaire municipale de la défense sociale  
Ville de Diadema

Courriel : [remiki@zipmail.com.br](mailto:remiki@zipmail.com.br)

## **Contexte**

---

L'absence d'échanges et d'interactions entre les élus locaux ainsi qu'entre les administrations locale, régionale et fédérale, est l'un des problèmes majeurs de la région de São Paulo, au Brésil, en matière de prévention et de contrôle de la délinquance et de la violence. La région métropolitaine de São Paulo comprend la ville, comptant environ 10 millions d'habitants, et 38 municipalités avoisinantes qui comptent 7 millions d'habitants. Convaincus de la nécessité de mettre en oeuvre des démarches efficaces de prévention de la délinquance afin de réduire les niveaux de délinquance et de violence dans la région métropolitaine de São Paulo, les 39 maires ont convenu de se réunir et de travailler ensemble pour rendre la région métropolitaine plus sécuritaire et ont créé le Forum Métropolitain de la Sécurité Publique.

## **Buts**

---

- Réduire et prévenir la délinquance et la violence dans la région métropolitaine de São Paulo.
- Instituer un outil novateur pour faire face à la délinquance et à la violence, en intégrant les 39 mairies de la région métropolitaine de São Paulo.

## **Description**

---

En mars 2001, les 39 maires se sont réunis pour la première fois pour discuter et promouvoir des programmes de prévention de la délinquance. Les objectifs du Forum des Maires étaient de mieux intégrer les stratégies locales aux politiques régionales et fédérales, d'établir des partenariats avec les ONG pour la prévention et le contrôle de la délinquance et de la violence, et d'établir des partenariats solides entre les paliers de gouvernement.

Suite à cette première réunion, les maires se sont rencontrés chaque trimestre pour suivre l'évolution du programme et identifier les pistes d'améliorations futures. Quelques villes ont adopté une législation relative à la prévention de la délinquance, et un Plan Métropolitain pour la Prévention de la Violence a été approuvé. Des groupes de travail ont également été établis. Composés de représentants des secrétariats et des départements responsables de la sécurité publique, ils se réunissent plus fréquemment que les Maires et leur champ d'action est plus restreint, traitant des questions relatives à l'information liée à la délinquance, la police municipale, la prévention de la délinquance et de la violence, la communication sociale, et les politiques législatives, pénales et carcérales. Ces groupes ont aussi la responsabilité de mettre en oeuvre les décisions prises par les

maires au cours des sessions plénières du Forum Métropolitain de la Sécurité Publique. Un secrétariat permanent, géré par une ONG, l'Institut São Paulo contre la Violence, a été créé, et le gouvernement fédéral a accepté de soutenir la mise en place d'un système permanent.

Un partenariat avec le gouvernement de l'état permet aux gouvernements locaux d'avoir accès aux informations sur ses politiques, ainsi qu'à toutes les cartes et données du système *Infocrime* pour les villes de São Paulo, Guarulhos, Diadema, Mogi das Cruzes et São Caetano do Sul.

## **Résultats**

---

En 2003, le nombre d'homicides et de vols (y compris le nombre des vols de véhicules) par 100 000 habitants avait considérablement diminué dans la région métropolitaine de São Paulo, s'ajoutant aux diminutions qui avaient déjà été enregistrées à compter de 2000 et 2001. Le taux des homicides par 100 000 habitants est passé de 49,29 en 2000 à 39,19 en 2003, ce qui représente une baisse significative de 20,49 %. Le taux de vols et de vols de véhicules par 100 000 habitants est passé de 995,06 en 2000 à 731,37 en 2003, une diminution significative de 26,50 % (Source: SSP/SP et IBGE).

Au delà des nombreuses réunions du groupe de travail, le Forum Métropolitain des 39 maires s'est réuni à 14 reprises depuis sa création. Les maires ont une meilleure compréhension des défis auxquels ils doivent faire face, et les affrontent d'une manière plus rigoureuse. Au mois de décembre 2004, 11 des 39 mairies de la région métropolitaine de São Paulo avaient établi des bureaux pour mieux coordonner les actions locales en matière de sécurité urbaine, 26 avaient créé une police municipale, et 15 avaient adopté des lois relatives aux heures d'ouverture et de fermeture des bars.

## **Partenaires**

---

Coordination: les mairies de la région métropolitaine de São Paulo. Partenaires: l'Institut de São Paulo contre la Violence - Secrétariat exécutif, le gouvernement fédéral et les administrations centrales.

## **Contact**

---

**Carolina de Mattos Ricardo**  
Institut São Paulo contre la Violence (ONG)  
Av. Paulista, 119, 5<sup>ième</sup> étage  
São Paulo, SP, Brésil, 01311-903  
Tél. : 55 11 3179-3704  
Télec. : 55 11 3179-3708  
Courriel: [carolina@spcv.org.br](mailto:carolina@spcv.org.br)  
[www.forumsp.org.br](http://www.forumsp.org.br)

# Montréal, CANADA

## Tandem – Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine

### Contexte

---

Le programme Tandem a été créé en 1982. Il a été le premier projet pilote en prévention de la criminalité à Montréal dans la province du Québec. Tandem précise la nature préventive du Programme en vue d'une mobilisation et sensibilisation des citoyens en sécurité urbaine. En 2002, les villes de banlieue (qui comptait 800 000 habitants) se sont fusionnées à Montréal (qui comptait 1 million d'habitants), pour former la nouvelle ville de Montréal. Les acteurs sociaux, citoyens et citoyennes étaient alors conviés à un exercice de réflexion dans le cadre du Sommet de Montréal. Les participants ont convenu de doter les arrondissements de la nouvelle ville d'un programme de prévention en sécurité urbaine. C'est dans ce contexte que le programme Tandem s'est inscrit dans le nouveau *Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine* de la ville de Montréal.

### Buts

---

- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité de la population.
- Offrir aux arrondissements les moyens de promouvoir et soutenir l'action citoyenne en sécurité urbaine.
- Développer des interventions selon le modèle diagnostic : plan d'action – réalisation – évaluation.

### Description

---

Il y a présentement 14 arrondissements qui participent à ce Programme. Des partenaires, notamment les organismes sans but lucratif locaux, dédiés à la mobilisation et à la sensibilisation des citoyens en matière de sécurité urbaine sont sélectionnés par l'arrondissement. Deux axes d'intervention sont identifiés : un axe majeur en prévention de la criminalité, où les organismes partenaires du Programme ont un rôle de *leadership*; et un axe mineur : prévention incendie, premiers secours, sécurité civile, où les organismes partenaires du Programme ont un rôle de *collaborateurs*. Suite à l'analyse des besoins locaux, les activités développées permettent de faire connaître les moyens pour augmenter la sécurité des biens, des personnes et des collectivités (*informer*), de faire comprendre la nécessité d'agir, voire de changer des attitudes et des comportements (*sensibiliser*), et de créer des réseaux, associer les individus, les organismes et les institutions dans des démarches de prise en main de leur sécurité (*mobiliser*).

Ce Programme intervient comme force mobilisatrice pour initier et soutenir la prise en charge par les citoyens et citoyennes de leur propre sécurité. Les besoins des jeunes sont particulièrement pris en compte, en termes d'activités touchant la résolution de conflits, le vandalisme ou la sécurité personnelle. Les interventions développées se situent dans deux approches reconnues en prévention de la criminalité, soit la réduction des occasions (approche situationnelle) et la réduction des facteurs de risques (approche de développement social). L'approche globale du Programme confirme le partage des rôles entre la ville centre et les arrondissements selon un modèle de gouvernance fortement décentralisé. Le Programme soutient des actions de proximité, de mobilisation, de sensibilisation, d'information et de référence.

### Résultats

---

Du projet pilote Tandem en 1982 à aujourd'hui, les statistiques concernant les vols à domicile ont diminué de 50%, dû entre autres à la prise en main par les citoyens de leur sécurité. Quelque 2000 activités et projets sont réalisés annuellement, dont environ 700 pour les jeunes, pour plus de 150 000 citoyens mobilisés et sensibilisés sur divers aspects de la sécurité. Une expertise locale s'est développée au sein des organismes partenaires, avec quelque 45 intervenants sur le terrain et l'engagement social de bénévoles pour une moyenne annuelle de 2200 heures de bénévolat. En plus, suite aux visites d'évaluation sécuritaire des domiciles, les citoyens modifient à 80% leurs habitudes de sécurité quant à la protection de leurs biens.

Le programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine dans les arrondissements Tandem, a été reconnu à l'automne 2004 comme *Bonne pratique* par le programme UN-HABITAT, programme des Nations Unies pour les établissements humains et se trouve inscrit dans la banque de données des meilleures pratiques.

### Partenaires

---

Organismes communautaires locaux, Service de police (quartier général) et postes de quartiers, Société des transports de Montréal (STM), Office municipal d'habitation, Écoles et centres de la petite enfance.

### Contact

---

Direction de la sécurité du revenu et du développement social  
800, boul. de Maisonneuve Est, 3<sup>e</sup> Étage  
Montréal, Québec, Canada H2L 4L8  
Tél. : 514-872-1274  
Télec. : 514-872-9848  
Courriel : [pallard@ville.montreal.qc.ca](mailto:pallard@ville.montreal.qc.ca)

# CHILI

## *Preve Tren - Un train qui écoute, divertit et guide.*

### **Contexte**

---

La ville de Coronel fait face à un grave problème de violence, qui se manifeste dans l'espace public mais aussi au sein des ménages et des écoles. Très démunie aux plans social et économique, cette ville connaît un taux de pauvreté de 36 %, celui de violence familiale enregistre un vertigineux 60 %, tandis que le taux d'alcoolisme atteint les 38 %, problème dont la communauté est consciente qu'il affecte le développement intellectuel et émotif des jeunes. Coronel est une communauté minière qui a épuisé ses ressources économiques et le manque d'espaces publics et d'activités de loisirs en témoigne. Dans une ville comme Coronel où la violence est enracinée, les mesures préventives requièrent une action diversifiée au niveau de l'ensemble de la communauté, y compris le développement personnel, l'orientation, l'avancement, et l'éducation.

### **Buts**

---

- Créer un espace sécuritaire pour les enfants et les jeunes.
- Aider la communauté à prendre la responsabilité de sa sécurité et à participer à son renforcement.

### **Description**

---

Le *Preve-Tren* a été développé par le Ministère de l'Intérieur dans le cadre du Programme *Comuna Segura*. La première étape du projet a consisté à acheter un ancien wagon de train et à en faire un espace sécuritaire, propice à soutenir et enseigner la prévention de la violence. Il sert aussi de plateforme pour les loisirs.

Le wagon a été équipé d'ordinateurs connectés à Internet, et des cours sur l'utilisation des ordinateurs personnels sont offerts aux enfants, aux jeunes, et aux aînés. *Preve-Tren* a aussi contribué à la création d'une bibliothèque publique et à l'installation d'une ligne téléphonique gratuite 800 où un psychologue répond aux questions et donne des conseils. *Preve-tren* organise des ateliers culturels et de loisirs portant sur un large éventail de sujets comme la peinture, la guitare, la danse, le tarot, et l'aérobic, ainsi que des ateliers éducatifs sur la sexualité, la responsabilité parentale, l'avortement, la drogue, et le divorce. Les animateurs de ces ateliers ont tous reçu une formation et sont également habilités à les donner en milieu scolaire. *Preve-tren* organise aussi des ateliers pour les leaders communautaires, et mène une campagne auprès des jeunes pré-universitaires pour promouvoir la lecture d'ouvrages à caractère

préventif sur des thèmes comme le sexe et les drogues.

Ce projet a été conçu et mis en oeuvre par le *Grupo Juvenil Oro Negro*, avec le soutien de *Ferrocarriles del Estado*, et du *Consultorio de Salud*, et à l'aide des dons, notamment de livres et de films. Les fonds reçus par le programme *Comuna Segura* ont servi à l'achat du wagon et à défrayer les coûts des ateliers. Les personnes travaillant pour *Preve-tren* sont membres de l'organisation et offrent leurs services gratuitement.

### **Résultats**

---

Élaboré à l'origine pour les jeunes du quartier Nord de Coronel, la communauté toute entière, y compris les personnes originaires d'autres quartiers de la ville, a participé au développement et à la mise en oeuvre de *Preve-tren*. De fait, toute la ville en bénéficie, le wagon étant un véritable lieu de rencontre, propice aux loisirs, à la culture, à la prévention et à l'éducation. La consolidation de l'organisme et de ses ressources permet de poursuivre ce projet qui contribue à la prévention des comportements à risque chez les jeunes.

### **Partenaires**

---

Le projet a été lancé et mis en oeuvre par l'organisation *Grupo Juvenil Oro Negro*, avec le soutien de *Ferrocarriles del Estado*, *Consultorio de Salud*, et les sociétés privées qui ont assuré le matériel.

### **Contact**

---

Alfonso Danick  
Grupo Juvenil Oro Negro  
Coronel Sector Norte  
[www.seguridadciudadana.gob.cl](http://www.seguridadciudadana.gob.cl)

## **Contexte**

Depuis que la République d'Estonie (1,4 millions d'habitants) a retrouvé son indépendance, en 1991, le nombre de délits n'a cessé d'augmenter, passant de 39 570 en 1995, à 53 595 en 2003. L'Estonie a le taux d'incarcération le plus élevé (339 pour 100 000 habitants) de l'Union européenne, et un taux de récidive de 77 %. Le taux d'incidence du VIH chez les adultes est de 1,1 %, ce qui constitue le taux le plus élevé de la Région européenne de l'OMS; la situation est liée en grande partie à l'utilisation de drogues injectables (UDI). En raison du lien entre l'UDI et les délits contre la propriété, l'insécurité a considérablement augmenté chez beaucoup de propriétaires et d'entrepreneurs locaux.

## **Buts**

- Améliorer le sentiment de sécurité des résidents dans leurs maisons et leur quartier.
- Favoriser une plus grande cohésion sociale et le sentiment d'appartenance au sein des quartiers et des entreprises.
- Améliorer les relations avec les autorités locales et la police.

## **Description**

L'organisme sans but lucratif de surveillance de quartier de l'Estonie (*MTÜ Eesti Naabrivalve*) a été établi en mai 2000, en réponse à l'insécurité des habitants et leur désir de se protéger. Contrairement aux premiers programmes du genre mis en oeuvre pendant les années 1970, qui visaient essentiellement à éloigner les étrangers par la défense de l'espace et le contrôle de la délinquance ainsi que l'amélioration des relations avec la police, le programme de surveillance de quartier de l'Estonie (PSQE) est axé sur le développement communautaire et la promotion de la santé par la mobilisation. Ces éléments sont considérés essentiels pour que les effets des mesures de prévention du crime soient réels et durables et pour que les villes soient sécuritaires, inclusives et en santé. Les groupes de surveillance de quartier (GSQ) ont été transformés en associations locales qui agissent sur divers aspects des comportements antisociaux, de la délinquance et de l'insécurité, par des actions de prévention axées sur le développement social. Les préoccupations communes des résidents sont identifiées par des enquêtes et discutées lors d'assemblées locales publiques. Les groupes de surveillance de quartier rencontrent également les policiers et les autorités locales. En collaboration avec les résidents, la police, les autorités locales et d'autres organismes, les groupes élaborent des actions qui concernent aussi bien les loisirs des jeunes que les besoins des personnes âgées, visant la

réalisation d'objectifs à long terme. Lorsqu'un nouveau GSQ est formé, il y a signature d'un protocole avec la municipalité, la police et le responsable de secteur du programme, précisant les tâches et responsabilités de chacun, soulignant l'imputabilité des autorités et de la police locales, et visant à établir de meilleures relations de travail avec elles.

Alors qu'il y avait six GSQ en 2000, on en compte maintenant plus de 330 répartis dans différentes régions de l'Estonie. De plus, des programmes de surveillance ont été mis en place dans 28 écoles, et un programme de surveillance des maternelles a également vu le jour. Ces programmes portent sur la sécurité à l'école, la réduction de l'intimidation et la médiation. En 2003, le PSQE a effectué la première étude sur les délits dans le commerce au détail dans le quartier de la vieille ville de Tallinn. Quatre programmes de surveillance des commerces existent maintenant et deux autres sont en développement. Les responsables du PSQE travaillent en étroite collaboration avec la police et les autorités locales et offrent une formation théorique et pratique sur les approches de police communautaire.

## **Résultats**

En novembre 2004, l'Université de Tartu a effectué des entrevues téléphoniques auprès d'un échantillon aléatoire de 217 personnes, représentatif des GSQ. Selon l'enquête, la création d'un groupe local augmente le sentiment de sécurité et la perception d'une plus grande proximité de l'aide. Plus de 74 % des répondants travaillent avec la police et plus de 50 % avec les autorités locales, ce qui représente une amélioration significative. Enfin, plus de la moitié des répondants ont indiqué qu'ils seraient prêts à suivre une formation si elle était offerte en dehors des heures de travail. Dans le Centre et le Nord de l'Estonie, on compte maintenant plus de 10 000 ménages qui vivent dans 180 secteurs où existent des GSQ. 150 autres GSQ relèvent du Centre de surveillance de quartier de Tartu dans le Sud du pays. L'objectif du programme est d'avoir au moins 1 500 groupes actifs et 150 000 membres d'ici 2013.

## **Partenaires**

*MTÜ Eesti Naabrivalve* (Surveillance de quartier de l'Estonie), autorités locales, police et chef du groupe local de surveillance de quartier.

## **Contact**

**Tarmo Vaik**  
Président  
MTÜ Eesti Naabrivalve  
Tél. : (372) – 6 522 522  
Courriel : [tarmo@naabrivalve.ee](mailto:tarmo@naabrivalve.ee)  
[www.naabrivalve.ee](http://www.naabrivalve.ee)

# **FINLANDE**

## **Les parrains du Parc de l'Ours**

### **Réappropriation d'un parc pour la collectivité**

#### **Contexte**

---

Le parc de l'ours (Karhupuisto) est situé au centre de Kallio, un quartier surpeuplé à l'est de Helsinki. Au début des années 90, la plupart des citoyens évitaient ce parc qu'ils le considéraient comme un endroit dangereux parce que fréquenté par des alcooliques et des petits délinquants. L'environnement physique contribuait à augmenter la peur des résidents (par exemple à cause des buissons qui masquaient certaines parties du parc). Les nuisances et les actes de délinquance répétitifs dans le parc avaient retenu l'attention de la police qui recevait des plaintes quotidiennes à propos des désordres, et devait arrêter parfois plus de 20 personnes en une nuit.

#### **Buts**

---

- Modifier l'environnement physique du parc afin d'attirer les citoyens.
- Augmenter la fréquentation du parc par les citoyens.
- Réduire l'insécurité des citoyens.

#### **Description**

---

Le projet *Les Parrains du Parc de l'Ours* a été lancé en 1997, pour soutenir la réappropriation du parc par les citoyens respectueux de la loi pour qu'il puisse servir de lieu récréatif pour tous. Le projet résultait de partenariats créés entre les organisations locales de citoyens, le Service des parcs de la ville et la police. Des citoyens bénévoles ont été invités à transformer l'aménagement paysager du parc, en plantant des fleurs et entretenant les bosquets pour en faire un jardin plus agréable et plus attirant. Ils s'engagent en outre à visiter le parc d'une façon régulière. Ces volontaires, connus sous le nom de 'Parrains du Parc de l'Ours', sont au cœur de ce projet. Plus d'une centaine de parrains y consacrent une partie de leur temps et se rendent au parc quotidiennement pendant la saison estivale (de juin à octobre). Ils conviennent de se rencontrer à une heure précise chaque jour pour pouvoir s'occuper des fleurs, arroser les plantes, ramasser les ordures, etc. Les plus dynamiques étaient les femmes âgées de plus de 70 ans. Le projet a ainsi réussi à impliquer les personnes qui avaient le plus peur de se rendre au parc et de marcher dans les rues, et d'utiliser l'espace public.

Le projet a aussi favorisé la participation active du Service des parcs de la ville et de la police. Le Service a fourni aux bénévoles des semis pour les fleurs et des outils de jardinage, tandis que la police aidait à maintenir l'ordre en répondant rapidement aux plaintes des parrains et en assurant une présence pendant les rencontres des bénévoles.

#### **Résultats**

---

Le projet s'est poursuivi pendant huit ans (de 1997 à 2004). L'environnement physique du parc a été complètement modifié et il est beaucoup plus attirant pour les résidents et les usagers. Les nuisances et désordres ont considérablement diminué. Un nombre croissant de personnes utilise maintenant le parc. Bien qu'une évaluation rigoureuse n'ait pas été menée, des données circonstancielles permettent d'attribuer à cette intervention la diminution significative de l'insécurité dans le parc, surtout chez les aînés, ce qui a peut-être aidé à réduire le nombre d'actes de délits plus sérieux.

#### **Partenaires**

---

Les organisations locales de citoyens, le Département des parcs de la ville et la Police.

#### **Contact**

---

Le conseil national pour la prévention de la délinquance

*Rikoksentorjuntaneuvosto*

P.O. Box 25, FIN-00023

Gouvernement, Finlande

Tél. : +358 9 16067860

Télec. : +358 9 16067865

Courriel: [hannu.takala@om.fi](mailto:hannu.takala@om.fi)

[www.rikoksentorjunta.fi/17031.htm](http://www.rikoksentorjunta.fi/17031.htm)

**Bordeaux (Gironde), FRANCE**  
**Conseil local de sécurité et de prévention de la**  
**délinquance (CLSPD) et conseils déconcentrés (CLPS)**

## **Contexte**

---

Le territoire de la ville de Bordeaux est relativement calme du point de vue de la délinquance et de l'insécurité, du moins au regard d'autres zones urbaines sensibles. L'insécurité constatée est plutôt le fait d'une petite délinquance quotidienne qui se double parfois d'incivilités, même si quelques raids organisés mobilisent parfois les forces de police. Dans ce contexte l'articulation entre prévention et sécurité se manifeste, d'une part, par la prise en compte dans chaque convention territoriale du contrat de ville des objectifs de prévention et de sécurité spécifiques à chaque quartier et, d'autre part, dans la mise en place depuis trois ans de Conseils locaux de prévention et de sécurité présidés par le maire, en particulier sur les quartiers en contrat de ville.

## **Buts**

---

- Impliquer les acteurs de proximité ne siégeant pas en séance plénière du CLSPD.
- Rendre visible et lisible aux yeux des habitants la prise en compte par la ville, la police nationale et la justice des problèmes quotidiens qui les affectent.
- Croiser divers points de vue sur la réalité de l'insécurité constatée ou ressentie sur le quartier.
- Parvenir au consensus le plus large possible sur les problèmes à traiter et sur les solutions à apporter.

## **Description**

---

Les sept Conseils locaux de prévention et de sécurité (CLPS) visent à décliner la politique de prévention et de traitement de l'insécurité au plus près du quartier et de ses habitants. Les CLPS ont été mis en place en 2001 dans le cadre d'une délocalisation de la séance plénière du conseil communal de prévention de la délinquance sur certains quartiers, en fonction de l'acuité des problèmes de sécurité. La démarche des Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) est évolutive dans le temps en fonction de l'acuité et de l'actualité des questions d'insécurité sur les quartiers. Ainsi, certains CLPS se réunissent à la faveur d'une situation particulière sur un quartier. Ils rassemblent les principaux acteurs institutionnels concernés ainsi que les représentants des habitants et les opérateurs sociaux éducatifs du quartier.

Une rapide enquête sur le sentiment d'insécurité auprès d'un échantillon d'habitants (de 30 à 50 selon les quartiers) interrogés par deux membres de l'équipe prévention-sécurité du contrat de ville, précède habituellement les réunions semestrielles des CLPS. La restitution de cette enquête rapide sert souvent d'introduction à la séance du CLPS. Les habitants se montrent particulièrement sensibles au fait que la puissance publique se mette à leur portée et prenne le temps d'écouter ce qu'ils ont à dire en matière d'insécurité quotidienne.

Ensuite, la préfecture et les forces de police présentent leur rapport relatif aux faits constatés sur le quartier et sur les actions engagées depuis six mois. Dans un troisième temps, la parole est donnée à l'ensemble des acteurs présents pour recueillir leur avis à la fois sur l'évolution de la situation dans le quartier et sur les actions qui leur sembleraient indispensables pour faire progresser tant la réalité que le sentiment de sécurité sur le quartier. L'examen attentif de la réalité de chacun des quartiers et des troubles qui les affectent permet un ciblage des objectifs et un ajustement permanent des réponses. Cette phase est souvent l'occasion d'échanges entre opérateurs locaux et institutionnels tant sur la réalité des faits dénoncés que sur leur ampleur et la pertinence des actions envisagées.

## **Résultats**

---

Les CLSPD contribuent à adapter les réponses aux spécificités de chaque territoire, à favoriser une réassurance des habitants et à mettre en œuvre en quelque sorte une pédagogie de l'action de prévention et de sécurité en direction des citoyens. Ce travail de proximité apporte également une contribution utile au diagnostic territorialisé de sécurité préalable au projet d'actualisation du contrat local de sécurité et de prévention de Bordeaux.

## **Partenaires**

---

Contrat de ville, préfecture, ville de Bordeaux, procureur, préfet délégué à la sécurité, directeur départemental de la sécurité publique, inspection d'académie, chefs d'établissements scolaires, clubs de prévention, Centre communal d'action sociale, mission locale, associations de commerçants et de locataires et travailleurs sociaux.

## **Contact**

---

**Guy Hengen**

Coordonnateur du CLSPD

Tél. : 05 56 10 27 51

Courriel : [g.hengen@mairie-bordeaux.fr](mailto:g.hengen@mairie-bordeaux.fr)

## **Contexte**

Héritée de l'ancien district urbain fondé en 1965, la communauté urbaine d'Arras (CUA) a été créée le 1er janvier 1998 sous l'impulsion du maire d'Arras, et de 17 communes associées. Depuis 2003, elle compte 95 000 habitants et regroupe 24 communes d'un seul tenant et sans enclave, qui s'associent au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire. En référence aux dispositions de la loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale qui octroie aux communautés urbaines des compétences de plein droit en matière de politique de la ville et de dispositifs locaux de prévention de la délinquance, le poste de directeur de cabinet en charge uniquement des questions de prévention de la délinquance et de sécurité a été créé.

## **Buts**

- Coordonner la politique globale de prévention de la délinquance et de sécurité et ses outils.
- Coordonner le contrat local de sécurité de l'agglomération d'Arras.

## **Description**

Dans le cadre du contrat de ville, un diagnostic partagé a fait ressortir les problématiques liées à la prévention de la délinquance et les spécificités du territoire. Cinq priorités ont été déclinées : renforcer la sécurité en terme de protection, de surveillance et de dissuasion ; traiter la délinquance et renforcer l'aide aux victimes ; renforcer la prévention spécialisée de la délinquance et de la récidive ; développer une gestion de proximité urbaine et sociale ; renforcer l'éducation, la citoyenneté et la santé. À partir de ces orientations, les élus de la communauté ont élaboré avec les partenaires concernés un contrat local de sécurité (CLS) qui a été signé en mars 2000. Dès lors, un chargé de mission prévention de la délinquance, intégré à l'équipe maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS) du contrat de ville a été mis à disposition à temps plein.

Les outils à la disposition de cette politique sont : le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ; deux réunions plénières par an ; douze cellules de veille ; des cellules de veille thématique ; une cellule de crise « mineurs en garde à vue » ; 3 cellules de veille éducative ; un groupe local de traitement de la délinquance ; un observatoire de la délinquance ; une équipe de 8 médiateurs urbains et un médiateur rural ; un service d'aide psychologique aux victimes d'astreinte 24 heures sur 24 ; des réunions mensuelles du comité de pilotage

restreint ; et Lien avec le contrat de ville. Le volet prévention de la délinquance reste partie intégrante du contrat de ville, le cabinet a capacité à solliciter l'équipe MOUS répartie sur les territoires.

Les principales actions sont, notamment : étude sur la vidéosurveillance intercommunale et création d'un comité d'éthique ; actualisation de la convention de coordination police nationale/police municipale ; création et gestion d'un numéro de téléphone unique 24 heures sur 24 ; déclinaison d'une politique locale de lutte contre l'insécurité routière ; organisation d'un séminaire des maires sur « la place de la collectivité dans les politiques de prévention de la délinquance et de sécurité ; et mise en place d'un chantier jeunes détenus.

À disposition des 24 maires de la CUA, ce nouveau service a capacité à intervenir sur les territoires 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 afin de mettre à disposition les moyens de la collectivité en lien avec les services de police, de gendarmerie et de justice. Dans ce cadre, ce service travaille directement en relation avec ces partenaires, dans le respect des missions de chacun, en parfaite complémentarité et selon une logique de sécurité adoptée par tous. En 2003, l'ensemble du budget dédié à la politique de prévention et de sécurité de la communauté urbaine d'Arras s'élève à 762 000 euros toutes actions confondues. Sur ce budget, la part de la communauté urbaine s'élève à 316 862 euros et celle de l'État au titre de la politique de la ville à 147 149 euros.

## **Résultats**

Constitution d'un réseau actif et opérationnel de lutte contre la délinquance, Baisse de la délinquance tant en zone gendarmerie qu'en zone police. Satisfaction des partenaires et des élus. Évaluation prévue tous les 3 ans (en cours actuellement).

## **Partenaires**

Les élus, la préfecture, la police nationale et municipale, la gendarmerie nationale, la justice, l'éducation nationale, le conseil général du Pas-de-Calais, sociétés de transports en commun de la région d'Arras, ordre des avocats d'Arras, chambre de commerce et d'industrie, Pas-de-Calais habitat, et associations locales.

## **Contact**

### **Sébastien Coolzaet**

Directeur de cabinet du président

3, rue Frédéric-Degeorge

BP 345 - 62026 Arras

Tél. : 03 21 21 86 86 / 06 07 10 90 82

Téléc. : 03 21 21 87 89

Courriel : [cuacabinetdupresident@wanadoo.fr](mailto:cuacabinetdupresident@wanadoo.fr)

# **Antananarivo, MADAGASCAR**

## **Volontariat contre la violence**

### **Programme Volontaires des Nations Unies**

#### **Contexte**

---

Délinquance, insécurité et parfois violences menacent la qualité de la vie à Antananarivo (un million sept cents mille habitants) et stigmatisent certains quartiers. La délinquance, orientée principalement contre les biens est un phénomène en pleine croissance depuis la dernière décennie. A cela s'ajoutent une diffusion rapide de la consommation de drogues, les phénomènes moins visibles de violence familiale et domestique et le développement important de groupes à risques liés à la précarité de la situation socio-économique.

#### **Buts**

---

- Faciliter des mécanismes de coordination des actions de prévention à travers un processus participatif de renforcement de la cohésion sociale.
- Établir des centres de rencontre dans les quartiers défavorisés sélectionnés.
- Mobiliser les groupes de base et mettre en œuvre des activités pilotes destinées aux groupes à risque.
- Renforcer la capacité des autorités locales et des ONG en prévention de la criminalité et de la violence.

#### **Description**

---

Le projet Volontariat Contre la Violence (VCV) s'inscrit depuis 2002 dans une optique de gouvernance urbaine à l'échelle locale de quartiers de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA). La finalité du projet VCV est la lutte contre la violence au sein des communautés de base par la mise en place d'un système de coordination des activités de prévention de la criminalité urbaine. Son originalité est de combiner une double approche. D'une part, l'approche « Volontariat » qui repose sur la mobilisation communautaire, la démarche participative et partenariale ainsi que les campagnes de mobilisation contre la violence à travers des activités et des manifestations socio culturelles et sportives. D'autre part, l'approche « Villes Plus Sûres » par laquelle tous les acteurs collaborent ensemble pour améliorer la sécurité et assurer le développement local et qui promeut le rôle de leadership de la municipalité.

Des outils particulièrement originaux favorisant le développement du Volontariat ont été développés dans le cadre du projet. La *mobilisation communautaire* à travers l'émergence de Volontaires de Quartier (VQ). Les VQ sont des habitants qui se sont mobilisés pour sensibiliser leur

voisinage et participer à l'identification, au montage et à l'animation d'activités de prévention. La *démarche participative et partenariale* à travers notamment des outils comme le diagnostic participatif et la stratégie partenariale développée par le projet. Un des points forts du projet a été la dynamique de partenariat avec des acteurs divers provenant de la société civile, notamment des institutions de l'État (incluant les services de police et le secteur de la justice) et différents ministères, des représentants de la CUA, le secteur privé, et les communautés de base. Les *campagnes de mobilisation contre la violence*, à travers l'organisation de campagnes et de manifestations sportives et culturelles, le projet a contribué à sensibiliser les citoyens. En sus de s'assurer de la mobilisation communautaire, ceci a permis une visibilité du projet, une sensibilisation allant bien au-delà des quartiers d'intervention.

#### **Résultats**

---

Le projet VCV, présentement en sa troisième année, doit s'achever en août 2005 et est en phase de finalisation. Cependant les partenaires et notamment la Commune Urbaine d'Antananarivo souhaitent poursuivre et étendre ce type d'intervention sur un territoire plus étendue. Un projet plus spécifiquement basé sur le développement d'activités physiques, sportives et culturelles est également en phase d'élaboration avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

#### **Partenaires**

---

Direction Générale des Affaires Sociales et de la Sécurité, Commune Urbaine d'Antananarivo ; Cellule de prévention et de Lutte contre la Violence (CLV) réunissant divers Ministères et ONG oeuvrant dans le domaine social ; et Associations locales.

#### **Contact**

---

Projet VCV – VNU  
Projet VCV/ VNU/ CO PNUD  
BP 1348 101 Antananarivo, Madagascar  
Tél. : (261) 20 22 604 07 / (261) 20 22 366 47  
Courriel : [dagny.mjos@undp.org](mailto:dagny.mjos@undp.org)  
[http://www.unv.org/infobase/unv\\_news/2004/97/index.htm](http://www.unv.org/infobase/unv_news/2004/97/index.htm)

### Contexte

Au Nigeria, les collectivités ont l'habitude de se regrouper pour former des structures informelles de surveillance policière (IPS) – des vigiles – afin de combattre les menaces à leur sécurité. Le niveau de collaboration avec la police varie considérablement d'une localité à l'autre, allant de la bonne collaboration à l'opposition ouverte ou à la suspicion mutuelle. Bien que généralement respectueuses de la loi, ces structures informelles de surveillance policière sont reconnues pour mettre la loi en application quand elles jugent la police incapable d'agir. Plusieurs cas de violations des droits de l'homme ont été enregistrés, et certains groupes ont parfois agi à la manière de milices ethniques. Néanmoins, la plupart des Nigériens semblent satisfaits des IPS, et les soutiennent de diverses manières, notamment au plan financier.

### Buts

- Soutenir les structures informelles de surveillance policière dans l'état Enugu en améliorant leur imputabilité, leur formation, leur gestion, et la création de partenariats avec la police.
- Renforcer le IPS dans l'état de Jigawa State par la formation, la planification et l'équipement.

### Description

Le Ministère du développement international du Royaume Uni, par le biais de son programme Sécurité, justice et développement (SJD) et en collaboration avec des consultants au niveau national et local, a identifié deux groupes IPS formés et gérés par les collectivités locales dans l'état Enugu, qui assuraient la sécurité dans le respect de la loi. Des consultations préliminaires avec les acteurs clé ont permis d'identifier le type d'aide qui serait utile. Le programme SJD a d'abord subventionné une étude sur les associations de quartiers, puis encouragé la formation de partenariats avec le bureau du Commissaire pour le développement humain et la réduction de la pauvreté du gouvernement de l'État Enugu. Ce partenariat a été à l'origine d'un projet de loi qui permet la reconnaissance officielle et l'enregistrement des IPS. Pour prévenir les abus, les groupes IPS ont reçu une formation sur les droits de l'homme, un code de conduite a été développé, les structures organisationnelles renforcées, et des systèmes de gestion efficace mis en place. Une banque de données comprenant tous les groupes et les membres des IPS a été créée afin de faciliter la planification, la préparation du budget et la formulation de politiques. Le SJD a aussi fourni des ressources matérielles : imperméables, bottes, lampes électriques et lampes de poche. Une

formation pratique complémentaire est envisagée pour aborder des sujets tels que la protection du lieu du délit; l'archivage; les procédures d'arrestation et la résolution de conflits. Le groupe IPS de la collectivité *Coal Camp*, une ancienne région minière, assure aussi le soutien actif aux victimes et la lutte contre la violence domestique et commence à traiter les problèmes relatifs à la santé, à l'éducation et à la salubrité parmi les jeunes. Ils ont aussi développé des projets générateurs de revenus, et ils collaborent avec l'agence gouvernementale pour l'alphabétisation pour offrir des cours du soir. Dans l'état de Jigawa situé au Nord du Nigeria, les groupes IPS sont financés en partie par le gouvernement. Le SJD les a aidés à recevoir le soutien du Comité pour la réforme du système de justice. Ce comité soutient un projet de loi qui sera soumis au Parlement, prévoyant le financement à long terme et la coopération entre les groupes IPS et les gouvernements régional et locaux. Un système d'enregistrement des membres des IPS a été développé et adopté par le gouvernement. Les groupes IPS et la police font des patrouilles conjointes et assurent un rôle de renseignement, et un plan de prévention de la délinquance dans le cadre des foires aux bestiaux hebdomadaires est en cours de développement.

### Résultats

Avec le soutien du SJD, le service aux collectivités des structures policières informelles a été nettement amélioré. Une étroite collaboration avec le Programme de police communautaire du Service de police du Nigeria a contribué à améliorer les relations entre la police nationale et les groupes de polices informelles. Le partenariat avec le gouvernement a permis d'inclure le soutien aux IPS dans le cadre de la Stratégie de développement économique. Les groupes IPS sont plus impliqués dans les initiatives locales et plus respectueuses des droits de l'homme. A Jigawa, le financement continu des IPS est maintenant assuré.

### Partenaires

DFID, les équipes de consultants, l'état de Enugu: Governor's Office ; *Commissioner for Human Development and Poverty Alleviation*; *Nigeria Police State Command*, Enugu; *Coal Camp Neighbourhood Association*; *State Justice Reform Committee*. L'état de Jigawa : Bureau du Gouverneur; *Nigeria Police State Command*, Jigawa; Market Association.

### Contact

**Vincent Del Buono**

*Security Justice and Growth Programme*

3<sup>rd</sup> Floor, AP Plaza

Adetokunbo Ademola Crescent

Abuja, Nigeria. 234-9-523-475

Courriel : [Vince.DelBuono@sjg.britishcouncil.org](mailto:Vince.DelBuono@sjg.britishcouncil.org)

# NORVÈGE

## Les « corbeaux de la nuit »

### Contexte

---

Dans les pays nordiques, comme dans beaucoup d'autres, certains jeunes profitent des fins de semaine pour sortir et consommer de grandes quantités d'alcool. Il en résulte souvent des désordres, de la criminalité et de la violence, qui contribuent à exacerber les craintes habitants qui préfèrent alors ne pas sortir de chez eux le soir; en même temps, les policiers ne sont pas suffisamment nombreux pour assurer leur sécurité. Dans un récent sondage effectué par Opinion pour la société Vesta Insurance, 35 % des Norvégiens ont rapporté craindre la violence; plus particulièrement, les gens ont peur d'en être les victimes ou qu'elle frappe quelqu'un qu'ils connaissent. De plus, 15 % des personnes interrogées ont indiqué que cette peur affecte leur niveau de vie. Les femmes et les personnes âgées sont les plus préoccupées par la criminalité et la violence.

### Buts

---

- Réduire la criminalité, la violence et l'intoxication dans les villes et les villages.
- Sensibiliser les gens au problème de la violence et à son impact sur la santé publique.
- Sensibiliser les gens au rôle qu'ils peuvent jouer pour prévenir la violence.

### Description

---

Né en Suède à la fin des années 1980, le programme des « corbeaux de la nuit » (*Natteravnene*) est un mouvement populaire national de lutte contre la criminalité et la violence. Créée en 1993, l'organisation norvégienne recrute des adultes qui effectuent bénévolement des patrouilles dans les rues, les soirs de fin de semaine, afin de prévenir la criminalité et la violence, notamment la consommation de drogues et d'alcool, chez les enfants et les jeunes. La présence des « corbeaux de la nuit » dans les rues contribue à rehausser le sentiment de sécurité dans le quartier. L'objectif de l'organisation est de créer un environnement « sûr » et d'encourager les jeunes à la contacter en cas de problèmes. Les membres circulent à pied, par groupes de trois, et portent des vestes jaunes afin d'être bien visibles. Chaque bénévole décide de la fréquence de sa participation, laquelle peut aller de une fois par semaine à une fois par année, et suit une formation ainsi que des cours sur plusieurs sujets tels que les drogues, la psychologie des jeunes, les opérations policières et les premiers soins. Ils ne sont pas formés pour intervenir dans des situations dangereuses mais

uniquement pour observer, fournir de l'information et communiquer avec la police en cas de problèmes.

En 1995, il y avait neuf groupes de « corbeaux de la nuit » en Norvège, regroupant environ 1 000 bénévoles. Dix ans plus tard, le mouvement en compte 300 000, qui patrouillent 450 secteurs différents à travers le pays. Cela signifie que plus de 8 % de la population adulte participe au projet. Plusieurs pays d'Europe ont adopté le modèle des « corbeaux de la nuit » : le Danemark et la Suède comptent respectivement 156 et 230 groupes, tandis qu'on en retrouve dans les îles Féroé, au Svalbard, en Slovaquie, à Alicante et sur la Grande Canarie, en Espagne.

Principal commanditaire et partenaire norvégien, la compagnie privée *Vesta Insurance* offre une assistance technique et financière. Ce projet est un excellent exemple de collaboration entre les secteurs privé et public dans le domaine de la prévention de la criminalité.

### Résultats

---

L'expérience de l'organisation norvégienne des « corbeaux de la nuit » montre que la présence d'adultes aide à réduire la violence et la criminalité. Les rapports des services de police et des bureaux du shérif montrent que les taux de criminalité des fins de semaine ont chuté de 88 % dans certains cas, la moyenne se chiffrant à plus de 50 %. Environ 98 % des Norvégiens interrogés récemment dans un sondage ont affirmé qu'ils connaissent les « corbeaux de la nuit » et plus de 90 % que leur présence a permis de prévenir la violence.

### Partenaires

---

Résidents, *Vesta Insurance*, police et autorités locales.

### Contact

---

Erik Brekke

Vesta – Division des relations publiques

Courriel : [Erik.brekke@vesta.no](mailto:Erik.brekke@vesta.no)

## **Contexte**

La trousse pour la prévention locale de la délinquance (*Local Crime Prevention Toolkit*) élaborée par le CSIR Afrique du Sud et le programme des villes plus sûres de ONU Habitat a pour objectif d'aider les gouvernements locaux à mieux maîtriser les processus, approches et concepts de prévention de la délinquance, pour qu'elles puissent mettre en œuvre des programmes efficaces et améliorer la sécurité des collectivités. Cette trousse répond à l'écart entre les orientations nationales et internationales et les politiques incitant les villes à assumer le leadership, et besoins en information et en technologie nécessaires. Ces orientations demeurent souvent générales et ont tendance à être prescriptives, et ne sont donc pas facilement utilisables par les gouvernements locaux et les autres acteurs. Tenant compte de ces difficultés, la trousse met l'accent sur les processus, et propose un cadre de référence et des outils qui peuvent être facilement adaptés aux circonstances locales. Elle inclut des outils pratiques, sensibles aux contextes et aux cultures, montrant 'comment' mettre en œuvre une « bonne » prévention. Elle intéressera les gouvernements locaux, les praticiens et les partenariats de prévention de la délinquance à travers le monde.

## **Buts**

- Regrouper dans un même outil pratique les expériences des gouvernements locaux et en prévention de la délinquance au niveau international.
- Répondre à une demande accrue d'approches locales intégrées de prévention.
- Renforcer les capacités, notamment en matière de coordination et des principes de la prévention.

## **Description**

La trousse pour la prévention locale de la délinquance comprend des outils techniques pratiques et faciles d'accès, des conseils et des fiches de contrôle, provenant du savoir international accumulé au cours des deux dernières décennies, en Afrique, en Asie, en Australie, en Europe, en Amérique Latine et en Amérique du Nord. Ses diverses composantes sont étroitement inter-reliées.

Le manuel stratégique décrit un processus de planification pratique qui comprend neuf chapitres : la mise en place, l'établissement de partenariats et la prévision, la collecte et l'analyse de l'information, la formulation de la stratégie, la mise en œuvre de la stratégie, l'institutionnalisation, le suivi et l'évaluation, la gestion, ainsi que

l'information et la communication. Les chapitres examinent la mise en place et le renforcement de partenariats pluridisciplinaires, et proposent un guide de référence relatif aux outils spécifiques soutenant ce processus, la sélection des options et le modèle du processus local. Le manuel comprend également plusieurs exemples relatifs à la phase de mise en œuvre.

Le manuel de formation sur la prévention de la délinquance porte sur les connaissances pratiques et les habiletés permettant une utilisation efficace des outils et de l'information contenus dans la trousse. Ce manuel propose une méthode de formation participative, permettant ainsi aux participants d'apprendre à l'aide d'exercices pratiques de groupe. Au cours des discussions de groupe et des discussions plénières, les participants interagissent et partagent leurs expériences. Le manuel a été développé et testé en Afrique du Sud dans les villes de Johannesburg, eThekweni, Mangaung, Emalahleni, à Dar-es-Salaam en Tanzanie et à Nairobi au Kenya.

L'outil de technologie de communication interactive est un logiciel informatique qui guide le coordinateur local à travers le processus, fournissant un soutien en matière de collecte et de gestion électroniques des données. Ce logiciel assiste à l'analyse, à l'établissement des budgets, à la gestion des ressources humaines, à la production de rapports, et relie les objectifs, le plan stratégique et les résultats. Cet outil permet également d'examiner divers scénarios, pour l'analyse de recommandations et la planification de projets. Il cherche à promouvoir une communication efficace entre les différents partenaires, et à soutenir la mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation. La trousse sera disponible en 2005 en anglais, sur un CD-ROM et en version imprimée.

## **Partenaires**

ONU-HABITAT, CSIR Afrique du Sud, *Business Against Crime-South Africa*, & *Global Development Alliance*; les villes de Dar-es-Salaam; Nairobi; eThekweni, Mangaung, Emalahleni et Johannesburg.

## **Contact**

### **Laura Petrella**

Safer Cities Programme, UDB, UN HABITAT  
Tél. : +254 20 623706 / Téléc. : +254 20 623536

Courriel : [laura.petrella@unhabitat.org](mailto:laura.petrella@unhabitat.org)  
<http://www.unhabitat.org/safercities>

### **Themba Shabangu**

CSIR, P.O. Box 395 Pretoria, 0001 SA.  
Tél. : (012) 841 4041 / Téléc. : (012) 841 4750

Courriel : [tshabangu@csir.co.za](mailto:tshabangu@csir.co.za)  
<http://www.crimeprevention.csir.co.za>

# PÉROU

## Comités locaux de sécurité des citoyens

### Contexte

---

Après plus de vingt ans de conflits internes qui ont fait quelque 70 000 morts, le Pérou a commencé à réformer son système de police et à réagir à l'augmentation du sentiment d'insécurité du public en mettant en place une approche participative nationale de sécurité des citoyens. Établi en 2003, ce système prévoit la création de comités de sécurité des citoyens aux niveaux national, régional, provincial et local. Présidés par les maires, ces comités locaux sont formés de représentants des systèmes policier et judiciaire, des milieux de la santé et de l'éducation ainsi que de la société civile. Ils doivent réaliser un diagnostic local de sécurité, puis mettre en oeuvre et évaluer des plans d'action stratégiques.

### Buts

---

- Développer les capacités de la société civile en matière de sécurité des citoyens, d'actions locales de prévention et de relations avec la police.
- Développer les capacités des autorités locales, des services de police et des groupes communautaires afin d'assurer l'efficacité et la viabilité des actions des comités locaux de sécurité des citoyens.
- Améliorer les pratiques policières ainsi que les relations et la collaboration entre la police et les collectivités.
- Améliorer les perceptions de la sécurité dans certaines localités.
- Développer et consolider le capital social des groupes communautaires.

### Description

---

En vertu d'un partenariat entre l'*Open Society Justice Initiative* et l'Institut de défense juridique, et avec l'appui initial du ministère péruvien de l'Intérieur, des projets pilotes ont été mis en place dans six villes qui ont reçu des fonds et un soutien technique pour réaliser un diagnostic de sécurité (incluant un instrument d'enquête). Les plans stratégiques de sécurité incluent des mesures comme l'amélioration des espaces publics et des parcs, la mise en place de programmes pour les jeunes, la lutte contre la toxicomanie et le respect de règlements municipaux. De plus, des coordonnateurs locaux se joignent aux comités locaux de sécurité des citoyens pour offrir de l'information et de la formation aux intervenants par des publications et le développement de la capacité de formation à l'échelle locale.

Cette approche participative permet aux autorités locales et à la société civile de se familiariser avec les concepts et approches en prévention de la délinquance, les principaux enjeux structuraux et juridiques liés au nouveau système de sécurité des citoyens et les actions de prévention. Jusqu'à maintenant, des dizaines de municipalités ont communiqué avec les responsables du projet pour recevoir les outils et la formation.

Grâce à leur collaboration avec le secteur privé, les comités locaux de sécurité des citoyens ont connu passablement de succès : la ville d'Ayacucho a effectué des travaux d'embellissement d'un parc et construit, sur un terrain qui lui a été donné, un poste de police avec des matériaux fournis par le ministère de l'Intérieur et une main-d'oeuvre fournie par la collectivité; la ville de Chilca a amélioré l'éclairage dans les rues et a conclu une entente avec une entreprise de taxi locale afin que les citoyens puissent signaler les délits dont ils sont témoins par l'entremise de leur système radio; la ville de Chimbote a lancé une campagne de sensibilisation antigang et des programmes de surveillance de quartier.

### Résultats

---

À la différence d'autres initiatives de prévention de la délinquance, ce projet s'appuie sur la mesure initiale de la victimisation, de la peur du crime, de la confiance dans la police et de la volonté de participer à des activités de prévention du crime. À partir de ces données de base, l'évaluation, à la fois qualitative et quantitative, mesure les impacts des actions entreprises sur le niveau de sécurité et les perceptions des habitants, la formation du capital social et l'amélioration de la démocratie au sein des autorités et de la police locales. Les comités locaux font aussi leur auto-évaluation sur la qualité et la quantité de la participation, le respect des engagements, les mécanismes de prise de décisions, etc. Les résultats obtenus jusqu'à maintenant montrent que cette approche multisectorielle a eu un impact positif important sur le capital social.

### Partenaires

---

Ministère péruvien de l'Intérieur, Lima; Institut de défense juridique, Lima; *Open Society Justice Initiative*, New York.

### Contact

---

Rachel Neild

Courriel : [rachelmn@comcast.net](mailto:rachelmn@comcast.net)

[http://www.justiceinitiative.org/activities/ncjr/policy/peru\\_cdsc](http://www.justiceinitiative.org/activities/ncjr/policy/peru_cdsc)

# PHILIPPINES

## Une approche de police de proximité

### Contexte

---

A l'instar de nombreux pays en développement, les Philippines ont subi les effets de l'urbanisation, notamment l'augmentation de la délinquance. Depuis le changement du système politique en 1986, diverses mesures novatrices ont été prises afin de trouver des solutions à ces problèmes, menant à l'adoption en 2004 du Programme national pour la prévention de la délinquance. L'adoption d'une approche de police de proximité figure parmi ces mesures novatrices. Dès 1993, la Commission de Police nationale et la Police nationale des Philippines (PNP) avaient proposé cette approche, qui est devenue doctrine officielle en 1994, en faisant le fer de lance du Plan national d'action stratégique. La *Loi sur la réforme et la réorganisation de la police nationale* adoptée en 1998 a renforcé cette orientation en conférant à la PNP un mandat de service public à la communauté.

### Buts

---

- Mettre en place des commissariats de police adhérant à la philosophie de la police de proximité.
- Développer un partenariat tripartite entre la police, les administrations du gouvernement local, et les ONG et autres acteurs clés dans la collectivité.

### Description

---

Le Comité technique responsable de la prévention de la délinquance et de la justice pénale de la Commission de police nationale a examiné les approches de police communautaire dans certaines régions où elle semblait réussir. Il a analysé différentes approches, établi des profils, et sollicité les avis des citoyens et bénéficiaires de ces approches. Cette analyse a permis d'identifier les facteurs ayant contribué au succès ou à l'échec de l'approche, afin de mener un test dans un environnement contrôlé. Un projet pilote a donc été lancé dans la Municipalité de Valenzuela, dans la région métropolitaine de Manille, choisie parce qu'elle était représentative des caractéristiques politiques, socio-économiques et liées à la délinquance, communes aux régions urbaines et rurales à travers le pays. Le projet pilote a pris en considération les facteurs pouvant influencer positivement ou négativement les effets d'une démarche de police de proximité.

A la fin de ce projet pilote, les agents de la police de Valenzuela ont participé à un programme intensif de formation en résidence, visant à leur permettre d'internaliser et d'institutionnaliser la

philosophie de proximité et de résolution de problèmes. Le programme de formation portait notamment sur la police de proximité, les techniques de résolution des problèmes, les relations publiques, le leadership, et l'organisation et la mobilisation des collectivités.

La réussite du projet à Valenzuela a permis sa réplication dans trois régions représentatives du pays. Au début de 1999, le projet a été lancé à Valencia, Bukidnon, suivie par Mandaue City, Cebu et enfin par Tagum City, Davao. Pour assurer une compréhension et une mise en œuvre uniformes de l'approche de police de proximité, le Pôle Application de la loi du Comité technique chargé de la prévention de la délinquance et de la justice pénale a développé en 2000 un Manuel des Opérations. La formation des policiers et des ateliers pour les responsables de la mise en œuvre de la police de proximité dans toutes les régions du pays ont été dispensées entre 2000 et 2003.

### Résultats

---

Depuis 1994, 4 391 COP-KABABAYAN (stations de police communautaire) ont été créés, améliorant la visibilité de la police au niveau local et intensifiant ses efforts de lutte contre la délinquance. Le temps de réponse aux appels a aussi été amélioré.

À la fin 2004, le Pôle application de la loi de la Commission de police a débuté une étude de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la police de proximité dans quelques villes et municipalités de la région métropolitaine, sélectionnées d'une façon aléatoire, ainsi que dans les régions de Luzon, Visayas et Mindanao. Cette étude évaluera l'efficacité, l'efficience et l'équité de l'approche de police de proximité.

### Partenaires

---

National Police Commission, Philippine National Police, Department of National Defense, Dangerous Drugs Board, Philippine Public Safety College, Philippine Drug Enforcement Agency, et les Organisations Non-Gouvernementales.

### Contact

---

The Law Enforcement Pillar Secretariat  
Crime Prevention and Coordination Service  
National Police Commission  
Tél. /Télec. : 897-8902; 8976181; 8953266  
Courriel : [cpcscomm@info.com.ph](mailto:cpcscomm@info.com.ph)

# PHILIPPINES

## Plan local intégré de sécurité publique

### Contexte

---

A l'instar de nombreux pays en développement, les Philippines (pop. 76 millions) ont subi les effets de l'urbanisation croissante, un phénomène résultant d'un exode rural sans précédent, notamment au cours des années 90. Cette situation a entraîné une dégradation des conditions de vie dans les zones urbaines, qui se sont aussi retrouvées confrontées au défi de maintenir la paix et l'ordre. Pour être durable, la réponse aux problèmes de sécurité, doit être globale et intégrée, et impliquer tous les secteurs de la société. Depuis le changement du système politique en 1986, plusieurs démarches novatrices ont été mises en œuvre, notamment les Comités de maintien de la paix et de l'ordre, menant à l'établissement du Programme national de prévention de la délinquance en 2004.

### Buts

---

- Créer des organismes locaux de coordination pour promouvoir la paix, l'ordre, et la sécurité publique.
- Recourir à une stratégie globale et intégrée de prévention au niveau local.
- Renforcer la capacité de la collectivité locale à répondre aux enjeux de paix et d'ordre.

### Description

---

Les Comités de maintien de la paix et de l'ordre, mis en place au cours des années 1990 pour promouvoir la paix, l'ordre et la sécurité publique, ont la responsabilité d'intégrer les actions locales d'une manière efficace. Chaque Comité doit formuler un Plan intégré de sécurité publique, véritable canevas pour la protection des personnes et des biens au niveau local, où la collectivité est considérée un acteur clé. Loin d'être la seule responsabilité des organismes d'application de la loi, ce plan traduit une responsabilité collective qui harmonise les actions des administrations locales, du système de justice, des ministères, et de la collectivité au sens large. Chaque Comité local et provincial doit développer et assurer la mise en œuvre de son plan. Le gouverneur provincial agit comme Président du comité provincial et surveille la mise en œuvre du plan provincial de sécurité publique, qui est issu des plans intégrés de sécurité au niveau des collectivités. Le maire préside le comité local qui a la responsabilité de coordonner, développer, et mettre en œuvre le plan local, et d'identifier les priorités locales que doivent prendre en compte les commissariats de la Police nationale des Philippines. Chaque président de Comité doit assurer la gestion adéquate des organismes de bénévoles, en collaboration avec les

institutions gouvernementales concernées. Les organisations de bénévoles développent des plans et font des recommandations quant aux mesures pour promouvoir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans leurs régions respectives, rendent compte régulièrement des problèmes de délinquance dans leurs collectivités, et soumettent un rapport et des recommandations au Président du Conseil national pour la paix et l'ordre.

En 2001, un plan modèle de sécurité a été publié afin de servir de gabarit unique pour l'élaboration des plans micro locaux. Ce plan modèle comprend un *Énoncé de la vision et la philosophie* identifiant les objectifs de sécurité publique qui doivent être atteints par la collectivité, et un *Justificatif des raisons pour l'adoption d'un plan sur la sécurité publique*, qui décline le cadre juridique à partir duquel les gouvernements doivent développer des plans exhaustifs et concertés. Le diagnostic des enjeux de paix et d'ordre dans la collectivité locale constitue une partie importante du plan, et doit inclure des mesures qualitatives et quantitatives de l'ampleur des problèmes de délinquance, leur gravité, leur localisation et les tendances, et des causes. Ce diagnostic permet aux Comités d'établir leurs priorités et de planifier leurs activités.

### Résultats

---

Tous les Comités doivent suivre et évaluer la mise en œuvre de leur plan afin de savoir dans quelle mesure les objectifs ont été atteints. Cette tâche relève de la responsabilité du maire qui soumet des rapports mensuels en se basant sur les réunions et les conférences, les visites sur le terrain, les rapports rédigés par les agences concernées, et sur l'inspection des projets en cours. Le gouvernement local doit évaluer ses forces, son degré d'efficacité et l'environnement, et élaborer des programmes d'action permettant au gouvernement d'atteindre ses objectifs.

### Partenaires

---

Secretary of the Department of the Interior and Local Government, Vice-Chairperson and Executive Officer of Napolcom, Secretary General - NPOC, Napolcom Regional Directors - Head Secretariat, RPOC, DILG - Directeur-Siège, PPOC, et CPOC/MPOC.

### Contact

---

NPOC Secrétariat  
Crime Prevention and Coordination Service  
National Police Commission  
371 Sen. Gil Puyat Avenue, Makati City, Vietnam  
Tél. : 897-61-81; 897-89-02; 895-32-66  
Courriel : [cpcscmm@info.com.ph](mailto:cpcscmm@info.com.ph)

# RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

## Un système d'intervention précoce

### Contexte

---

Ces dernières années, les zones urbaines et industrielles de la République tchèque ont connu des taux élevés de délinquance des mineurs. Souvent, les mineurs impliqués n'avaient pas encore atteint l'âge de la responsabilité pénale et ne pouvaient être, par conséquent, jugés selon la loi. De plus, la coopération entre les diverses institutions était faible et leurs réactions assez lentes, avaient tendance à travailler en silo, se connaissaient mal les uns les autres, et intervenaient souvent trop tard.

### Buts

---

- Mettre en réseau les organismes pertinents travaillant avec les jeunes.
- Élaborer une stratégie d'intervention précoce pour les jeunes contrevenants.
- Mettre en oeuvre des programmes de déjudiciarisation.
- Créer une base de données sur la délinquance des jeunes dans les villes.

### Description

---

Le projet a été lancé d'abord dans la ville d'Ostrava en 2000, et il est actuellement en cours de développement dans la ville de Svitavy. Financée par des fonds gouvernementaux (250 000 dollars canadiens) et de source municipale, cette initiative implique la mise en place d'un Centre composé d'une équipe clé, formée par le Ministère de l'emploi et des services sociaux, afin d'établir un système d'information sur la délinquance juvénile et sur les cas potentiels d'abusifs perpétrés contre les mineurs. Les données de police et des institutions médicales sont recueillies chaque jour et transmises aux travailleurs sociaux. Les données sur les infractions (type, lieu, date à laquelle l'infraction a été commise etc.) et sur les caractéristiques des jeunes (son âge, sa situation familiale etc.) sont ensuite analysées afin de faciliter le développement de plans individualisés d'intervention et de réadaptation.

À partir de ces données, les travailleurs sociaux préparent des plans d'intervention sociale pour les enfants et les jeunes. De même, les agents de probation ont accès à ces données pour préparer des recommandations de sentence pour la cour.

Le Centre contribue à tisser des liens entre tous ceux qui sont impliqués le traitement des dossiers impliquant des enfants et des jeunes, notamment la police, les services sociaux, les services de protection de l'enfance, les écoles, les ONG, les

services médicaux, la liberté surveillée, les procureurs et les tribunaux de la jeunesse, afin de coordonner leurs activités d'une manière plus efficace. Il se base sur une approche d'intervention sociale précoce et cherche à promouvoir la déjudiciarisation afin d'éviter le traitement pénal, réduire la récidive et les effets négatifs d'un dossier judiciaire, ainsi que l'entrée dans une trajectoire de délinquance. Les mesures de déjudiciarisation s'appliquent seulement dans les cas où le jeune et sa famille participent activement au développement du plan correctionnel.

### Résultats

---

En 2002, le projet a été évalué par le Département de prévention de la délinquance rattaché au Ministère de l'Intérieur, en tant que partie intégrante du rapport de suivi sur la délinquance juvénile. L'évaluation montre une utilisation croissante de la base de données par tous les acteurs impliqués dans les cas concernant les enfants et les jeunes de la ville. Portant sur 7 654 entrées relatives à 3 366 jeunes entre 2000 et 2002, la base de données comprend actuellement 13 542 entrées pour 5 699 jeunes. De plus, des projets d'intervention ont été élaborés rapidement et la coopération s'est accrue entre les différents secteurs du système d'intervention.

### Partenaires

---

Ministère de l'Intérieur, la ville, la police, les autorités légales, les travailleurs sociaux, les services de mise en liberté surveillée et les ONG.

### Contact

---

#### Jitka Gjuričová

Directrice du département pour la prévention de la délinquance

Ministère des affaires intérieures de la république tchèque

CZ – 170 34 PRAHA 7, Nad Štolou 3,

CZECH REPUBLIC

#### Att. Radim Bureš

Tél. : +420.974.83.37 88

Télec. : +420.974.83.3504

Courriel : [bures@mvcv.cz](mailto:bures@mvcv.cz)

## **Contexte**

---

Au début des années 90, les grandes villes de la République tchèque ont connu une augmentation importante de la criminalité liée à la propriété, notamment le cambriolage résidentiel et les vols de véhicules. Ces incidents avaient suscité l'inquiétude des citoyens. En 1997, un programme de prévention de grande envergure a été mis en oeuvre, en lien avec les actions de police et de justice déjà en place. Ce programme consistait surtout à développer un éventail de partenariats et à mettre en oeuvre un système de contrôle de la criminalité au niveau local dans les régions ciblées.

## **Buts**

---

- Réduire le taux de criminalité, surtout liée à la propriété, et la peur dans les villes présentant un taux de criminalité élevé.
- Adopter des démarches intégrées de prévention dans les domaines principaux de la politique municipale.
- Développer l'infrastructure locale et les partenariats nécessaires pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes de prévention.

## **Description**

---

Le programme a été lancé en 1997. Les villes ayant enregistré les taux de criminalité le plus élevé et connaissant des difficultés sociales et économiques importantes ont été sélectionnées par le gouvernement national et la police, et les maires de chaque ville ont été invités à participer au programme. Les villes devaient nommer un responsable de la prévention, faire un diagnostic de la délinquance, et identifier des partenaires publics et non gouvernementaux. Toutes les villes ont reçu une formation complète, notamment aux techniques de communication et de programmation, et sur les approches éprouvées de prévention. Chaque ville a soumis un plan de prévention comprenant des actions de prévention sociale et situationnelle ainsi que de soutien aux victimes. Les propositions étaient examinées par un comité gouvernemental et des subsides couvrant jusqu'à 90 % du coût des projets sélectionnés ont été accordées. Le gouvernement national a également apporté une expertise-conseil au cours de la phase de mise en oeuvre, et pour l'évaluation.

En 2003, suite aux recommandations faites par la police, le programme s'est élargi pour intégrer les petites villes. Actuellement, 140 municipalités participent au programme, et un total de 3,188 projets ont été financés par le gouvernement, un investissement évalué à 20 millions US de dollars.

## **Résultats**

---

L'expérience a montré que la contribution financière actuelle des villes a largement dépassé les 10 %. En fait, plus les villes s'impliquaient activement, plus leur contribution financière augmentait. De plus, les villes qui ne sont plus éligibles au financement du gouvernement ont préservé leur infrastructure et poursuivi leurs activités de prévention de la délinquance.

Une évaluation menée en 2000 a montré qu'entre 1996 et 2000, le taux de délinquance global en République tchèque a diminué de 3,02 %, et de 6,49 % pour les délits liés à la propriété. Les villes ayant participé à l'origine au programme de prévention de la criminalité (un total de 66 villes) ont quant à elles enregistré une diminution de 6,89 % du taux global de criminalité, tandis que le taux de délits liés à la propriété diminuait de 12,06 %. Cette diminution a principalement été attribuée à la mise en oeuvre du programme de prévention de la criminalité.

## **Partenaires**

---

Le programme est basé sur le principe de partenariat à deux niveaux: trois partenaires au niveau national – le gouvernement, les villes (gouvernement autonome) et la police – et au niveau local, les partenaires sont les conseils municipaux, les organismes publics (les écoles, les services sociaux), le gouvernement et la police municipale, les ONG, et rarement le secteur privé.

## **Contact**

---

**Jitka Gjuríčová**

Directrice du département pour la prévention de la criminalité

Ministère des Affaires Intérieures de la République tchèque

CZ – 170 34 PRAHA 7, Nad Štolou 3,

CZECH REPUBLIC

**Att. Radim Bureš**

Tél. : +420.974.83.37 88

Télec. : +420.974.83.3504

Courriel : [bures@mvcz.cz](mailto:bures@mvcz.cz)

# RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

## Prévention du trafic d'êtres humains

### Contexte

---

Au début des années 1990, à la suite de changements politiques et de l'ouverture des frontières, la République tchèque est rapidement devenue une cible privilégiée pour le trafic d'êtres humains. Le pays s'est transformé de pays d'origine en pays de transit et, graduellement, en pays de destination. Des mesures législatives et pénales ont été adoptées, mais elles ne constituent qu'une partie de la solution. Pour être efficaces, les stratégies de lutte contre le trafic d'êtres humains doivent aussi inclure des mesures de prévention et des mesures de soutien pour les victimes.

### Buts

---

- Empêcher le trafic de citoyens tchèques à l'étranger.
- Apporter un soutien rapide et efficace aux étrangers et aux citoyens tchèques qui sont victimes du trafic d'êtres humains dans la République tchèque.
- Inciter les victimes du trafic d'êtres humains à témoigner contre les trafiquants.
- Établir des réseaux informels de lutte contre le trafic d'êtres humains.
- Soutenir les organismes locaux dans l'identification des victimes et leur renvoi vers les services appropriés.

### Description

---

Trois initiatives importantes ont été mises en oeuvre depuis 1999 pour prévenir le trafic d'êtres humains. Démarrée en 1999 avec l'aide financière du gouvernement américain, une campagne d'information a été réalisée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en collaboration avec le gouvernement de la République tchèque et un certain nombre d'ONG, notamment La Strada, qui tente depuis 1995 de mettre un terme au trafic d'êtres humains. Un autre projet important financé et géré par les Nations Unies a été réalisé entre novembre 2002 et mai 2004, menant à l'élaboration et à l'approbation par le gouvernement d'une stratégie nationale de lutte contre le trafic d'êtres humains. Enfin, un programme d'aide aux victimes et aux témoins a également vu le jour.

Le ministère de l'Intérieur travaille en étroite collaboration avec certaines unités spéciales de la police et avec des ONG afin d'identifier les victimes du trafic d'êtres humains. Les ONG régionales et d'autres membres de la société civile travaillant à l'identification des victimes ont reçu l'appui et les conseils des autorités locales et

régionales. Elles s'assurent aussi que les victimes identifiées sont ensuite dirigées vers les services appropriés. Des subsides gouvernementaux appuient ce travail d'identification, d'assistance et de protection des victimes, ainsi que des actions encourageant leur retour volontaire et leur réintégration dans leur pays d'origine.

Des ateliers de sensibilisation ont été organisés pour les administrations publiques locales et la société civile, et une campagne d'information spéciale sur la réduction de la demande en matière de services sexuels a été préparée afin de sensibiliser les clients à la question du trafic d'êtres humains et de les encourager à signaler les cas potentiels de trafic d'êtres humains aux organisations appropriées.

Plusieurs ressources sont maintenant disponibles : un feuillet d'information pour les victimes potentielles a été produit et d'autres documents sont en préparation expliquant aux différents acteurs comment agir avec les victimes. Des programmes de formation pour certaines unités de police, par exemple pour la police frontalière ou les polices des étrangers, ont également été élaborés et mis en oeuvre. Finalement, des services d'assistance téléphonique administrés par des ONG sont maintenant disponibles.

### Résultats

---

Le projet a des objectifs à long terme et n'a donc pas encore été évalué. Le projet préparatoire des Nations Unies a fait l'objet d'une évaluation indépendante et les résultats préliminaires semblent être positifs. Un autre projet financé en vertu du Programme PHARE, administré par l'Union européenne, est en cours afin de poursuivre et d'intensifier la lutte contre le trafic d'êtres humains.

### Partenaires

---

Gouvernement, police, ONG, administration publique locale et société civile locale.

### Contact

---

**Radim Bureš**  
**Hana Šnajdrová**  
Département de la prévention du crime  
**Jitka Gjuričová**  
Directeur  
Ministère de l'Intérieur de la République Tchèque  
CZ - 170 34 PRAHA 7, Nad Štolou 3  
République Tchèque  
Tél. : +420.974.83.37 88  
Télec. : +420.974.83.3504  
Courriel : [bures@mvcf.cz](mailto:bures@mvcf.cz)

# *Dar es Salaam, TANZANIE*

## *Prévention de la criminalité, de la violence et de l'insécurité urbaines*

### **Contexte**

La ville de Dar es Salaam, comme toute la Tanzanie, a une tradition de partenariat et de participation du public à l'échelon local. Au cours des vingt dernières années cependant, la taille de la ville s'est considérablement accrue, principalement à cause du développement de projets résidentiels non planifiés. Cette croissance a engendré des problèmes de surpeuplement et de congestion, les infrastructures existantes ne pouvant plus répondre aux besoins de la population. Les gens qui vivent dans ces projets résidentiels ou dans des bidonvilles ont des conditions de vie précaires. Ils peuvent être expulsés à n'importe quel moment et jusqu'à 90 % d'entre eux n'ont pas de travail formel. L'augmentation de l'insécurité et de la criminalité - notamment les vols, les vols qualifiés et l'abus de drogues - ainsi que la violence envers les femmes semblent liées à un taux de chômage élevé, à la dégradation des services, y compris dans le domaine de la justice, les personnes les plus démunies étant les plus touchées, ainsi qu'à l'absence d'opportunités de participation véritable pour les jeunes.

### **Buts**

- Renforcer la capacité des autorités locales à gérer et assurer la sécurité urbaine et à réduire la criminalité, notamment la violence faite aux femmes, aux enfants et aux autres groupes vulnérables.
- Créer une culture de prévention de la criminalité et de sécurité communautaire au moyen de projets pilotes locaux lancés par les collectivités elles-mêmes.

### **Description**

Le projet Pour des villes plus sûres de Dar es Salaam a été lancé en 1997 par HABITAT des Nations Unies, à la demande de la ville. Le projet dispose d'une équipe de coordination à plein temps et d'un bureau situé dans les locaux du conseil municipal. L'équipe travaille en collaboration avec les municipalités de Temeke, Ilala et Kinondoni, qui possèdent chacune une unité Pour des villes plus sûres et un coordonnateur. Le projet fonctionne comme un partenariat entre les autorités locales, le gouvernement central, les leaders communautaires et les institutions, les ONG locales et les résidents. Les partenaires travaillent ensemble à élaborer des solutions locales pour prévenir la criminalité dans leurs quartiers et sensibiliser les gens aux questions de sécurité. La première phase du projet a permis d'identifier deux priorités, à savoir la délinquance juvénile et la violence faite aux femmes. Des enquêtes de victimation et un sondage mené auprès de jeunes contrevenants ont fourni des données sur les problèmes et tendances en matière de criminalité. Une stratégie intégrée de prévention du crime a été élaborée. La stratégie cible trois domaines : i) application de la loi - notamment la création et la formation d'une force de police auxiliaire, l'établissement de groupes de surveillance de quartier

(Sungusungu) et de tribunaux communautaires pour accélérer le traitement des infractions mineures; ii) questions sociales et économiques, avec la création d'emplois et la formation axée sur les compétences, ainsi que des activités culturelles et récréatives pour les jeunes à risque; iii) aménagement du cadre de vie, lequel comprend l'utilisation d'audits sur la sécurité des femmes afin de définir les besoins en ce qui a trait à l'amélioration de la sécurité. Le projet fait la promotion de la sécurité et de l'autonomisation des femmes en formant les membres de la collectivité à la réalisation d'audits de sécurité et à la mise en oeuvre de leurs recommandations. Des campagnes de sensibilisation ont aidé à instaurer une culture de respect de la loi et à établir des partenariats grâce à des initiatives locales, pour le bénéfice de la prévention de la criminalité. Les *Sungusungus* sont de jeunes hommes et de jeunes femmes recrutés par la collectivité pour la surveillance de quartier. Des policiers et officiers de la milice ou de l'armée à la retraite leur offrent une formation de base afin qu'ils puissent assurer la sécurité de leurs collectivités la nuit. De plus, ils prennent part à des activités rémunératrices comme par exemple l'élevage de poulets et la culture de légumes, pour subvenir aux besoins et assurer la viabilité des *Sungusungus*.

### **Résultats**

Le projet a permis un renforcement et une meilleure coordination des capacités et moyens institutionnels liés à la prévention de la criminalité au niveau municipal. Les citoyens ont maintenant une meilleure compréhension de la prévention et des avantages d'élaborer leurs propres initiatives de prévention de la criminalité. Un programme visant à intégrer les jeunes aux processus décisionnels des autorités locales est en cours. Le projet se dirige vers une troisième phase au cours de laquelle l'on tentera d'étendre l'approche des Villes plus sûres à d'autres centres urbains de la Tanzanie; sept municipalités ont déjà demandé de l'aide en ce sens. Le projet Pour des villes plus sûres de Dar es Salaam a été couronné meilleure initiative de prévention de la criminalité au Sommet Africain 2000 à Windhoek, en Namibie, et à celui de 2003 à Yaoundé, au Cameroun, et a été désigné en 2004 « meilleure pratique » par le Prix international de Dubaï pour les meilleures pratiques.

### **Partenaires**

Gouvernement national et administrations locales, ONG, Institutions de formation, Programme pour HABITAT des Nations Unies, PNUD, CIPC. Aide financière des Pays-Bas, de la Suède, du PNUD et des autorités locales.

### **Contact**

**Anna W. Mtani**

Coordonnatrice, Pour des villes plus sûres : Dar es Salaam

Sokoine Drive/Morogoro Rd

C.P. 9084, Dar es Salaam, Tanzanie

Tél. : +255 (22) 2130959 / Téléc. : +255 (22) 2130961

Courriel : [c\\_sc@dcc.go.tz](mailto:c_sc@dcc.go.tz)

Section 2 :  
**JEUNES**

# AFRIQUE DU SUD

## *Othandweni: Aider les Enfants des Rues*

### **Contexte**

Dans les années 90, le nombre de jeunes dans les rues à Johannesburg a augmenté d'une manière significative, entraînant des problèmes de mendicité, de menus larcins, d'intoxication aux vapeurs de colle, et d'itinérance. Ces problèmes ont été exacerbés par le nombre croissant d'orphelins en raison du virus du VIH-SIDA. De nombreux enfants des rues sont séropositifs et fortement exposés au virus du SIDA. Ils souffrent de graves problèmes de santé, de malnutrition, de violence physique et de traumatismes d'ordre psychologique, subissent l'hostilité du public, et se voient souvent refuser l'accès aux services.

### **Buts**

- Agir en tant que 'protecteur' des enfants des rues.
- Promouvoir des modes de vie sains en assurant l'accès aux services de santé et à l'éducation.
- Trouver des alternatives à la rue en encourageant les activités de sports et de loisirs.
- Renforcer les capacités des jeunes à risque par le biais des programmes de formation et de placement.
- Réduire l'institutionnalisation.

### **Description**

*Othandweni*, (ou 'lieu d'amour') est une organisation à but non lucratif qui offre des services aux enfants et aux jeunes dans l'agglomération de Johannesburg. Fondée en 1994 et gérée par *Metro Evangelical Services* (MES), cette organisation, d'abord créée pour subvenir aux besoins alimentaires des enfants dans la région de Hillbrow à Johannesburg, est devenue un programme holistique de services aux enfants et aux jeunes dans les rues. Elle a pour objectif de les sortir des rues et de les aider à devenir des citoyens autonomes. À l'origine, tous les employés habitaient au sein de la collectivité pour aider à tisser des liens. Quatre programmes principaux sont offerts par *Othandweni*. Le premier assure les soins de base et la protection des droits de l'homme pour les jeunes qui vivent dans la rue. Des travailleurs de rue identifient et se rapprochent des jeunes de la rue, tandis que les locaux du Centre *Othandweni* permettent à plus de 100 jeunes d'avoir un lieu pour manger et se doucher, et un hébergement transitoire. Des campagnes de nettoyage sont également organisées pour améliorer les conditions des enfants dans les rues. *Othandweni* joue le rôle de défenseur des enfants devant les tribunaux pour veiller à la protection de leurs droits, offrir des mesures alternatives à l'emprisonnement, et soutenir ceux qui sont détenus. Un second projet propose des activités de sports et de loisirs aux jeunes des rues : formation de football et de *cricket*, camp en plein

air de deux semaines pour développer le *leadership* des jeunes, et soirée mensuelle. L'objectif est de promouvoir les habiletés essentielles et d'offrir des alternatives à la vie dans les rues. Le projet de formation en entrepreneuriat propose une formation d'un an pour les groupes de jeunes garçons et filles des rues. Ce projet permet d'assurer l'éducation de base, et aide les jeunes à acquérir des qualités en gestion d'entreprise et des aptitudes d'ordre pratique pour leur permettre de devenir indépendants. Un *counselling* en matière d'abus de substances est également offert. Les étudiants vendent divers articles pour gagner leur argent de poche. Le quatrième programme vise à promouvoir des modes de vie sains, offrant des soins de santé et post-natal, ainsi que l'éducation et les services de *counselling* aux enfants des rues, aux jeunes et aux adultes. Ce programme inclut le soutien à ceux qui sont atteints du SIDA : *counselling*, support mutuel, et soins destinés à ceux qui sont en phase terminale pour leur permettre de mourir avec dignité. Ce programme a pris une telle envergure qu'il est devenu, depuis mars 2003, un programme séparé du MES, connu sous le nom de *MES Impilo Programme*, qui inclut aussi un centre d'hébergement pour les sans abri. Les enfants *Othandweni* sont référés au MES Impilo pour qu'ils puissent bénéficier des soins de santé. *Othandweni* est une des 40 organisations au service des enfants des rues faisant partie du *Johannesburg Alliance for Street Children* (Alliance de Johannesburg pour les enfants des rues).

### **Résultats**

*Othandweni* dessert près de 600 enfants et jeunes des rues par mois. En 2004, environ 8 000 jeunes ont reçu des soins de santé. Plus des deux tiers ayant suivi les cours de formation en entrepreneuriat a trouvé un emploi. On a aussi réussi à interdire la vente de colle dans les commerces locaux. *Othandweni* est l'une des rares organisations en Afrique du Sud à aider les filles qui vivent dans les rues. Il a été choisi comme un modèle de bonne pratique par ONU HABITAT en 2002, et reconnu officiellement par le *South African Impumelo Innovations Award Programme* en 2000.

### **Partenaires**

Children of Fire, Dyambo Youth Centre, Johannesburg Alliance for Street Children, la prison de Johannesburg, Gauteng Alliance for Street Children, la prison Leeuwkop, National Alliance for Street Children, l'Université RAU, et Wits Technikon.

### **Contact**

**Siphiwe Dlamini**

Private Bag X33 Hillbrow 2038 - Afrique du Sud

Tél. : +27 11 725 6531 / Téléc. : +27 11 725 6572

Courriel : [othandweni@mes.org.za](mailto:othandweni@mes.org.za)

# AFRIQUE DU SUD

## *Khulisa : Faciliter la réadaptation, l'éducation et la réinsertion sociale des jeunes*

### **Contexte**

Environ 50 % des 180 000 délinquants que compte l'Afrique du Sud sont âgés de 14 à 25 ans. Le taux de récidive est exceptionnellement élevé, 80 % des délinquants mis en liberté commettent une nouvelle infraction. L'absence de programmes de réadaptation efficaces ainsi que de mesures de réinsertion sociale et de soutien après la sortie de prison a pour effet de perpétuer le cycle crime-châtiment. C'est dans ce contexte qu'a été créée l'organisation Khulisa, en consultation avec des délinquants et des spécialistes en pénologie, en psychologie, en travail social et en éducation.

### **Buts**

- Régler les problèmes qui mènent au crime.
- Rétablir les liens avec la famille et la collectivité.
- Modifier les comportements existants et enseigner des techniques de pensée positive pour empêcher de nouveaux démêlés avec la justice.

### **Description**

Khulisa, une organisation sans but lucratif, a été créée en 1997 pour réduire la criminalité en Afrique du Sud par la mise en place de programmes de développement pour les jeunes et les collectivités de certaines régions défavorisées, et de programmes de réadaptation et de réinsertion sociale pour les jeunes à risque ou ayant des démêlés avec la justice. Khulisa adopte une approche globale de la prévention du crime en intervenant à différentes étapes de la trajectoire de délinquance. Les quatre programmes élaborés par Khulisa s'appuient sur la conviction du potentiel humain et des principes de justice réparatrice. Le programme *Pour un avenir meilleur* permet à des jeunes qui ont quitté l'école d'acquérir des compétences de base en leadership et en organisation leur permettant d'élaborer et gérer leurs propres projets et contribuer ainsi au développement socioéconomique de leurs collectivités. La prévention du crime passe par le développement des compétences et le développement personnel. Certains jeunes sont choisis pour implanter leur projet dans d'autres régions de l'Afrique du Sud et peuvent également agir comme mentors auprès des participants au programme *Nouvelles orientations*. *Nouvelles orientations* est un programme de déjudiciarisation d'une durée de 13 semaines qui s'adresse aux primo-délinquants et aux enfants qui ont commis des délits mineurs. Il vise à résoudre les problèmes qui ont mené à la délinquance et à enseigner certaines compétences de base aux participants. Les activités incluent le développement de l'intelligence émotionnelle au moyen d'ateliers d'écriture; le service à la collectivité - prendre soin de son environnement; le

jumelage avec un mentor du programme *Pour un avenir meilleur*; des activités culturelles, sportives et récréatives; l'amélioration des compétences parentales - pour aider les parents à prendre leurs responsabilités vis-à-vis leurs enfants; la justice réparatrice - ententes résultant de la médiation; et des rencontres biannuelles de suivi ainsi qu'un *membership* à vie de Khulisa, leur permettant de bénéficier d'un soutien permanent. Le programme *Découverte*, d'une durée d'un an, est offert à de jeunes délinquants qui sont en prison afin de les aider à se reprendre en main. Ce programme s'appuie sur l'écriture créative, le développement personnel, la thérapie de groupe et la formation professionnelle, et évalue la capacité du délinquant de réparer les torts qu'il a causés à ses victimes, à leurs familles et à la collectivité. Les participants reçoivent un certificat à la fin de chacune des étapes du programme, et ceux qui le complètent accèdent au programme *Destinations*. *Destinations* aide les participants au programme *Découverte* à trouver des emplois qui sont offerts par les entreprises et les partenaires locaux. Il inclut un programme d'orientation de 3 mois après la mise en liberté ainsi que de la formation sur la préparation à la vie active, de la formation professionnelle, des séances de counselling familial, des activités de mentorat, la création d'un portfolio pour rendre compte des programmes suivis, la rédaction d'un CV, une évaluation psychologique et des activités de suivi et de soutien.

### **Résultats**

Les programmes de Khulisa ont fait l'objet d'évaluations qualitatives et quantitatives internes et externes. Ces évaluations analysent les tendances ainsi que les impacts. Selon les évaluations, jusqu'à 70 % des jeunes qui suivent avec succès les programmes de réadaptation de Khulisa ne récidivent pas. Le fondateur de Khulisa et les programmes eux-mêmes ont reçu de nombreux prix, notamment une bourse de l'*Ashoka Society*, le *Nicro Offender Reintegration Award* et le *Elle Elizabeth Arden Visible Difference Award*.

### **Partenaires**

Khulisa a établi des partenariats avec de nombreux ministères du gouvernement : Services correctionnels; Éducation; Affaires étrangères; Santé; Justice; Sécurité sociale et Développement de la population; Sécurité et Liaison; Logement; Travail. L'organisation reçoit également des fonds d'autres sources.

### **Contact**

**Lesley Ann van Selm, Directrice générale**  
342, avenue Jan Smuts, 2<sup>e</sup> étage  
Craigshall, Gauteng - 2196, AFRIQUE DU SUD  
Tél. : +27 (0)11 788 8237 / Téléc. : +27 (0)11 788 3353  
Courriel : [info@khulisaservices.co.za](mailto:info@khulisaservices.co.za)  
[www.khulisaservices.co.za](http://www.khulisaservices.co.za)

# **Westbury, AFRIQUE DU SUD**

## **Conquest for Life :**

### **Aider les jeunes au présent pour un avenir meilleur**

#### **Contexte**

Le township de Westbury près de Johannesburg a profondément souffert de l'apartheid, de la discrimination et de la pauvreté. Avec un taux de chômage de 80 %, et des taux élevés d'abandon scolaire, de difficultés familiales et d'abus de substances, les jeunes de Westbury ont une faible chance de réussir par des moyens légitimes. L'affiliation aux gangs et les drogues, qui minent la région depuis plus de 50 ans, sont les seules voies que les jeunes perçoivent comme accessibles. Les familles monoparentales sont monnaie courante, les modèles masculins positifs sont rares, et le virus du VIH/SIDA en Afrique du Sud se répand le plus rapidement parmi les jeunes entre 15 et 24 ans, qui disposent de ressources limitées et qui ont à peine accès aux services de santé et aux services sociaux de base.

#### **Buts**

- Aider au développement de l'identité chez les jeunes en leur offrant un environnement sécuritaire et des alternatives prosociales.
- Renforcer les structures familiales.
- Renforcer les structures au niveau des collectivités et faciliter le dialogue.
- Offrir aux jeunes les aptitudes, expériences et opportunités leur permettant de trouver des solutions aux problèmes auxquels ils doivent faire face.

#### **Description**

*Conquest For Life* (CFL) a été créé en 1995 par un groupe de jeunes qui voulaient changer l'environnement social et revitaliser leur collectivité, sans être identifiés à une organisation à caractère politique ou religieux. Les jeunes d'aujourd'hui font partie de la solution et sont capables de mettre en oeuvre des programmes répondant aux diverses facettes des problèmes et ciblant différentes tranches d'âge parmi les jeunes.

Le Projet d'enrichissement des jeunes de CFL soutient, aide et renforce les capacités des jeunes en milieu scolaire. Il leur offre des plats chauds après l'école et leur enseigne des habiletés de résolution pacifique des conflits au moyen de jeux et de visites régulières à l'école. CFL a aussi produit *Just For Kids Peace Games* (Jeux de paix pour les enfants), qui permet aux enfants provenant de milieux conflictuels de jouer ensemble. Le programme *Youth at Risk* (Jeunes à risque) donne l'opportunité aux jeunes de 14 à 25 ans de faire trois semaines de camping en solitaire pour apprendre à penser par eux-mêmes. Pour renforcer les leçons apprises lors de ces séjours et les mettre en application au quotidien, un

*Mentorship Programme* (Programme de mentorat) associe chaque jeune à un mentor au sein de la collectivité locale au moyen d'échanges qui ont lieu au moins une fois par mois et qui sont maintenus pendant un an environ.

D'autres programmes de CFL incluent : *Life-Skills* programme (formation aux habiletés de base) pour les jeunes référés par le Centre d'aide et de réadaptation ou par les tribunaux locaux, le *Young Mothers Project* (Projet de jeunes mères) qui vise à renforcer les capacités des femmes et soutenir celles qui ont besoin d'une aide sociale et financière, *Exchange programme*, un programme d'échange avec d'autres pays, *Men For Life* (Hommes pour la vie) dont l'objectif est d'aider les hommes à affronter leurs problèmes au quotidien, *Parent and Community Workshops* (Ateliers pour les parents et les collectivités), et *Computer Training* (une formation en informatique) pour les membres de la collectivité.

#### **Résultats**

Depuis sa mise en oeuvre en 1995, le soutien de la collectivité à ce programme n'a cessé d'augmenter, incitant la collectivité à identifier les problèmes, à prendre des décisions et à mettre en oeuvre des projets. L'évaluation en continu permet au programme d'évoluer au rythme des besoins de la collectivité.

Depuis sa création, le CFL a travaillé avec 14 000 jeunes, 1 000 parents, et 12 écoles, et impliqué 700 participants dans les camps *Life-Skills*. Parmi eux, plus de 120 sont devenus des bénévoles du CFL et 40 y ont travaillé à plein temps. 50 % des anciens participants ont suivi le cours d'informatique, avant ou après avoir participé au Projet des jeunes à risque. En 2001, 45 % des jeunes ayant suivi la formation en informatique ont trouvé un emploi. 80 % des jeunes ne retournent pas aux gangs ou à la délinquance. Le projet est actuellement mis en oeuvre au sein d'autres townships situés autour de Johannesburg.

#### **Partenaires**

Ashoka, South African Region Peace-Building, Centre for Study of Violence and Reconciliation, De Rots, North Eastern Education and Library Board, Peace Games, Restorative Justice Centre, Skillshare International and Winners Unlimited.

#### **Contact**

**Glen Stevyn, Directeur**  
21 Price Street, PO Box 88378  
Newclare 2112, Afrique du Sud  
Tél.: +27 (0) 11 473 1651  
Courriel: [Info@conquest.org.za](mailto:Info@conquest.org.za)  
[www.conquest.org.za](http://www.conquest.org.za)

## **Contexte**

---

La prévention de la violence parmi les enfants et les jeunes est l'un des défis majeurs des sociétés contemporaines. Des données probantes provenant de l'étude de divers programmes de réduction de la violence chez les jeunes montrent que les jeunes disposant de bonnes capacités de résolution de problèmes ont moins tendance à réagir d'une façon violente aux conflits d'ordre affectif, puisque leur estime de soi n'est pas remise en cause dans ces situations. Le développement de compétences d'ordre social et affectif est ainsi devenu une composante essentielle des programmes de prévention. En Allemagne, une adaptation du programme *Second Step* des États-Unis, a été mise en œuvre. *Faustlos* est une intervention rigoureuse et bien évaluée de prévention des comportements agressifs chez les enfants à la maternelle et dans les écoles primaires.

## **Buts**

---

- Réduire le nombre d'actes d'intimidation à la maternelle et dans les écoles primaires.
- Améliorer les compétences d'ordre social et affectif chez les enfants.
- Renforcer les valeurs démocratiques au sein des institutions et de la société.

## **Description**

---

La maltraitance, l'abus sexuel et affectif, et la négligence à l'enfance contribuent au développement du comportement agressif et délinquant, ainsi qu'au développement de troubles d'ordre psychologique et psychosomatique. Les programmes de réduction de la violence permettent de réduire l'intimidation et la délinquance, et d'améliorer la santé mentale. Les interventions psychosociales contribuent à soutenir le développement social et à promouvoir les compétences d'ordre affectif. La théorie du développement psychologique a montré que les dimensions centrales de la croissance psychologique telles le fonctionnement réflexif, la résolution de problèmes et la visualisation peuvent être enseignées par une formation socio-émotive.

Le programme *Faustlos* prévient les comportements agressifs chez les enfants. Il s'adresse aux enfants de la maternelle et des écoles primaires, et on l'enseigne au sein des écoles sous forme de leçons. Il comprend 28 leçons proposées aux enfants de la maternelle et 51 leçons aux enfants des écoles primaires, données par des enseignants ayant suivi une formation préalable. *Faustlos* est centré sur les trois dimensions centrales du développement des compétences d'ordre social et affectif :

l'empathie, le contrôle des pulsions, et la gestion de la colère. Les professeurs ont recours à plusieurs techniques propres à chaque leçon, telles le dialogue avec les enfants pour discuter de conflits spécifiques, ou des jeux de rôle portant sur les compétences en matière de résolution des problèmes, et l'échange d'idées pour appliquer ces compétences à d'autres circonstances. Plus de 2 000 professeurs de la maternelle et des écoles primaires en Allemagne ont déjà été formés à l'utilisation de ce programme dans leurs institutions, et des travaux de recherche sont actuellement en cours pour évaluer les changements de comportement chez les enfants et les enseignants.

## **Résultats**

---

Des études ont montré un changement significatif dans les compétences d'ordre affectif, et dans le développement pro-social des enfants qui ont complété le programme *Faustlos*. Dans la région de Heidelberg/Mannheim, une étude sur 3 ans avec groupe de contrôle sur 44 classes différentes (30 classes formant le groupe expérimental et 14 le groupe de contrôle) a observé des changements significatifs au niveau des compétences d'ordre affectif et du développement pro-social des enfants de 6 à 9 ans. L'état d'anxiété chez les jeunes avait diminué et ils avaient moins tendance à interioriser leur comportement en comparaison avec les autres enfants du groupe de contrôle. Les auto-évaluations des parents à partir de la Liste de contrôle du comportement des enfants montrent aussi une amélioration du comportement à l'extérieur de l'école.

Le programme de maternelle a aussi fait l'objet d'une évaluation avec groupe de contrôle (7 écoles à titre expérimental et 7 de contrôle), comparant les élèves avant et après le programme. Les résultats de cette étude ont montré une nette amélioration des compétences d'ordre social et affectif chez les enfants, ainsi que des diminutions significatives du comportement agressif au sein des groupes *Faustlos*, en comparaison avec le groupe de contrôle.

## **Partenaires**

---

Les partenaires principaux sont le Centre de prévention de la ville de Heidelberg, chargé d'organiser et de mettre en œuvre la formation *Faustlos*; *Committee for Children* à Seattle, qui a développé le modèle original de *Second Step*, et le *Buendnis fuer Kinder*, à Munich, qui accorde le soutien financier nécessaire à la mise en œuvre du projet.

## **Contact**

---

**Manfred Cierpka, Prof. Dr.**  
University of Heidelberg  
Courriel : [Manfred.Cierpka@med.uni-heidelberg.de](mailto:Manfred.Cierpka@med.uni-heidelberg.de)

# **Quartier de Viersen, ALLEMAGNE**

## **Programme de lutte contre l'intimidation dans les écoles**

### **Contexte**

---

Les comportements agressifs et violents chez les jeunes et l'intimidation dans les écoles sont devenus des problèmes majeurs ces dernières années. L'intimidation constitue un vrai problème social, non seulement par sa fréquence mais aussi parce que ses effets sur les victimes peuvent se révéler permanents. De plus, on observe une relation entre l'agressivité à l'école et la délinquance ultérieure. Dans le quartier de Viersen, Nordrhein-Westfalen (NRW) en Allemagne, le Département pour la prévention de la délinquance de la police (*'Kommissariat Vorbeugung'*) a lancé un projet conjointement avec les écoles de lutte contre l'intimidation. Ce projet est adapté du programme efficace *Antibullying-Programme* (Programme de lutte contre l'intimidation) qui a été mis en oeuvre avec succès en Norvège par Dan Olweus.

### **Buts**

---

- Réduire l'intimidation et la délinquance chez les jeunes, surtout dans les écoles.
- Sensibiliser à ce problème et impliquer les étudiants, les professeurs, et les parents dans le développement du projet et la création d'un environnement non violent.
- Soutenir les victimes de l'intimidation.

### **Description**

---

Initié en 2001 par le Département de la Police Préventive, le programme porte actuellement sur 27 écoles. Il est mis en oeuvre par les écoles en partenariat avec les professeurs, les élèves, les parents, et occasionnellement avec d'autres partenaires de la collectivité locale comme les clubs sportifs. Les principes du programme consistent à impliquer *l'ensemble de l'école*, les classes, ainsi que les élèves à titre individuel. Ainsi, toutes les écoles participantes organisent une journée spéciale sur la 'violence à l'école', au cours de laquelle se fait une enquête anonyme auprès des élèves au sujet de leurs expériences en matière d'intimidation. Au niveau de chaque classe, les élèves ont développé leurs propres règles pour lutter contre la violence, surveiller les comportements des élèves, et organiser des réunions régulièrement afin de discuter de ces règles. Au niveau individuel, une discussion menée par le professeur entre les délinquants et les victimes est organisée lorsque les élèves soumettent des rapports écrits sur les cas d'intimidation. Ces rapports sont également envoyés aux parents. Actuellement, 20 % des écoles du quartier de Viersen sont impliquées dans ce

projet. On espère pouvoir inclure toutes les écoles du quartier d'ici la fin de 2005.

### **Résultats**

---

Les effets positifs du *Programme de lutte contre l'intimidation* ont fait l'objet de plusieurs études dans de nombreux pays. Une diminution significative du comportement agressif et violent au sein des écoles participantes a pu être observée, sans effet de déplacement à l'extérieur de l'école. De plus, une diminution générale des comportements antisociaux comme l'alcoolisme et les actes de vandalisme a été enregistrée, en plus d'une amélioration générale de l'environnement social au sein de l'école. Dans le quartier de Viersen, la délinquance des jeunes en général – et pas seulement dans les écoles – a enregistré une baisse de 20 % en 2003. Supérieur à la baisse enregistrée dans les autres quartiers, ce résultat est aussi le meilleur dans tout le lander. Une évaluation plus détaillée est actuellement en cours, et toutes les écoles impliquées enregistrent des effets positifs.

### **Partenaires**

---

Département de Police *'Kommissariat Vorbeugung'* à Viersen et les écoles, surtout *Erasmus-von-Rotterdam Gymnasium* à Viersen.

### **Contact**

---

**Michael Heimes Kommissariat Vorbeugung**  
Kreispolizeibehörde Viersen  
41751 Viersen, Allemagne  
Tél. : 0049-2162-3771708  
Courriel : [michael.heimes@viersen.polizei.nrw.de](mailto:michael.heimes@viersen.polizei.nrw.de)

# ANGLETERRE & PAYS DE GALLES

## Commission pour l'inclusion et le soutien des jeunes

### Contexte

---

Depuis 2003, les autorités locales en Angleterre et au Pays de Galles sont tenues d'adopter des stratégies de prévention pour les jeunes âgés de 0 à 19 ans, et de mettre en œuvre des démarches ciblées pour les jeunes à risque. Chaque autorité locale doit former une *Youth Offending Team* (équipe sur la délinquance des mineurs), sous la direction du *Youth Justice Board* (YJB) (Conseil de la justice des mineurs) qui a le mandat de réduire la délinquance des mineurs, à la fois par de mesures alternatives à la détention et le renforcement des programmes de réinsertion et de soutien, mais aussi par des mesures de prévention primaire. Les *Youth Inclusion and Support Panels* (Les commissions pour l'inclusion et le soutien des jeunes), sont l'un des programmes de mesures alternatives pour les jeunes.

### Buts

---

- Prévenir la délinquance ou la récidive et les comportements à risque chez les jeunes à haut risque.
- Réduire les facteurs de risque et augmenter les facteurs de protection pour ces jeunes.
- S'assurer que ces jeunes fréquentent l'école à plein temps.
- S'assurer que les enfants et leurs familles sont satisfaits de l'intervention et qu'ils reçoivent une assistance rapide.

### Description

---

Les Commissions pour l'inclusion et le soutien des jeunes regroupent diverses agences telles les *Youth Offending Teams* (YOT) (équipes de jeunes contrevenants), la police, les écoles, les services de santé et de services sociaux, pour planifier les interventions auprès des jeunes âgés de 8 à 13 ans ainsi que leurs familles. Leur objectif est de s'assurer que les jeunes à risque de délinquance ou de comportements anti-sociaux, ainsi que leurs familles, ont accès aux services publics. La participation des jeunes se fait sur une base volontaire, et nécessite le consentement écrit du jeune et de ses parents. A ce jour, 122 commissions ont été établies, représentant 78 % de tous les *Youth Offending Teams*. Les enfants sont référés aux commissions en fonction de leur niveau de risque, antécédents de comportements à risque ou de délinquance, et d'une recommandation faite au moins par deux agences qui confirment la nécessité d'intervenir. Une évaluation complète s'ensuit pour formuler un plan de soutien intégré couvrant une période de 3 à 6 mois, et défini en fonction des besoins de l'enfant et de sa famille. Ce plan est

approuvé par le jeune et sa famille, ainsi que par l'intervenant. Les commissions révisent le plan régulièrement pour garantir son efficacité et la satisfaction des familles et des enfants. Au-delà de l'accès aux services publics, certaines commissions proposent des activités pour des jeunes choisis : réunions de groupes, sorties et ateliers organisés au cours de l'année scolaire ou pendant les vacances d'été.

Des 122 Commissions, 13 zones pilotes ont reçu l'appui de *Crime Concern* afin de développer les procédures, les pratiques et un système de gestion de l'information. *Crime Concern* est une organisation à but non-lucratif qui gère 40 programmes locaux. L'organisation est chargée par le YJB d'accorder un soutien technique et des conseils à plus de 700 initiatives du YJB en Angleterre et au Pays de Galles.

### Résultats

---

L'université de Newcastle mène une évaluation des 13 projets pilotes qui doit arriver à terme en octobre 2005. Cette évaluation vise, entre autres, à identifier les modèles de bonnes pratiques ayant donné des résultats positifs, qui pourraient être adoptés dans d'autres lieux où l'on cherche à former une commission d'inclusion et de soutien des jeunes, ou alors pour modifier les projets qui ont été déjà mis en œuvre.

### Partenaires

---

La Police, les services de probation, les services sociaux, les services de la santé, l'éducation, les organisations de volontaires et les services d'hébergement.

### Contact

---

**Andy Robinson**

Senior Policy Adviser ASB/YISP

Youth Justice Board for England and Wales

Tél. : 0207 271 2982

Courriel : [andrew.robinson@yjb.gov.uk](mailto:andrew.robinson@yjb.gov.uk)

[www.youth-justice-](http://www.youth-justice-board.gov.uk)

[board.gov.uk/YouthJusticeBoard/Prevention/YISP/](http://board.gov.uk/YouthJusticeBoard/Prevention/YISP/)

## **Contexte**

---

Depuis 2003, les autorités locales en Angleterre et au Pays de Galles sont tenues d'adopter des stratégies de prévention pour les jeunes âgés de 0 à 19 ans, et de mettre en œuvre des démarches ciblées pour les jeunes à risque. Le *Youth Justice Board* (YJB) a le mandat de réduire la délinquance des mineurs, à la fois de mesures alternatives à la détention et le renforcement des programmes de réinsertion et de soutien, mais aussi par des mesures de prévention primaire, dont le *Youth Inclusion Programme* (programme d'inclusion des jeunes), qui cible les difficultés que vivent les jeunes.

## **Buts**

---

- S'assurer qu'au moins 75 % du groupe ciblé de jeunes à risque soient rejoints et reçoivent au moins cinq heures d'intervention par semaine.
- Réduire le nombre d'arrestations des jeunes ciblés de 70 % par rapport aux 12 mois précédents.
- Voir à ce que 90 % des jeunes ciblés poursuivent leur éducation ou sont employés à plein temps.

## **Description**

---

Le programme d'inclusion des jeunes (YIP) s'adresse aux jeunes âgés de 13 à 16 ans. Lancé en l'an 2000, il comprend 72 projets centrés sur les quartiers connaissant des taux élevés de défavorisation et de délinquance. Sur la base d'une évaluation des besoins des 50 mineurs considérés le plus à risque, ces projets visent à prévenir la délinquance dans ces quartiers en proposant des interventions ciblées pour remédier aux facteurs à risque. La participation se fait sur une base volontaire. Les projets offrent aux jeunes un environnement sécuritaire où ils peuvent acquérir de nouvelles habiletés, participer à des activités et obtenir de l'aide pour poursuivre leur éducation ou leur orientation professionnelle. Des modèles de rôles positifs, tant chez les employés que chez les mentors les amènent à modifier leurs attitudes face à l'éducation et à la délinquance. Afin d'impliquer les 50 jeunes les plus à risque dans le quartier, chaque projet travaille avec une centaine de jeunes, principalement des pairs ou des membres de la fratrie. Au total, 7 300 jeunes à haut risque ont été impliqués depuis le début du YIP, et 2 545 étaient impliqués dans un programme local au cours d'une période récente de quatre mois. Au niveau national, 72 % sont des garçons et 28 % des filles, 72 % sont des blancs, 9 % des noirs, 7 % des asiatiques. Près de 23 % avaient été arrêtés avant de rejoindre leur YIP local.

Au niveau local, le programme est mis en œuvre par des institutions et des associations qui veillent à une gestion rigoureuse, incluant la gestion de cas détaillés, un soutien régulier de la part d'experts en matière de réduction de la délinquance, des visites annuelles du *Youth Justice Board* pour le contrôle de qualité, et la soumission à chaque trimestre de données relatives à la réalisation des objectifs fixés. Un des principaux organismes concernés est l'organisation à but non lucratif *Crime Concern* qui gère près de 40 programmes locaux. Elle est chargée par le YJB d'accorder un soutien technique et de donner des conseils relatifs aux 700 initiatives YJB à travers l'Angleterre et l'Écosse. Un montant de sept millions £ par année est alloué à ce programme jusqu'en 2006.

## **Résultats**

---

L'efficacité de ce programme à impliquer les jeunes les plus à risque et à leur offrir des interventions améliorant leurs perspectives d'avenir a été bien établie. Une évaluation externe du programme menée en 2003, a démontré que le taux d'arrestation du groupe ciblé de jeunes a diminué de 65 %, et la gravité des délits de 68 %. Ces résultats sont d'autant plus impressionnants que ces interventions s'adressent principalement aux quartiers les plus défavorisés qui connaissent le taux de délinquance les plus élevés, qu'elles ciblent les jeunes les plus à risque, et que la participation aux projets se fait sur une base tout à fait volontaire. La gestion rigoureuse des projets est à juste titre considérée comme l'une des clés de ces succès.

## **Partenaires**

---

La Police, les services de probation, les services sociaux, les services de la santé, l'éducation, les services d'hébergement et le secteur privé.

## **Contact**

---

**Joe Hayman**

Youth Justice Board Prevention Section

Tél. : 020 7271 3095

Courriel : [Joseph.Hayman@yjb.gsi.gov.uk](mailto:Joseph.Hayman@yjb.gsi.gov.uk)

[www.youth-justice-](http://www.youth-justice-board.gov.uk/YouthJusticeBoard/Prevention/YIP/)

[board.gov.uk/YouthJusticeBoard/Prevention/YIP/](http://www.youth-justice-board.gov.uk/YouthJusticeBoard/Prevention/YIP/)

### Contexte

---

La plupart des vols de véhicules en Tasmanie – dont 90 % sont commis par des jeunes – sont opportunistes, c'est-à-dire pour se balader, se déplacer ou afin de commettre un autre délit. Les vols de véhicules sont un puissant indicateur d'autres formes de délinquance, la plupart des jeunes contrevenants en Australie ayant au moins une accusation de vols de véhicules. Des initiatives menées au Royaume Uni et en Australie montrent que les programmes de mesures alternatives mettant l'accent sur la mécanique et le sport automobile réduisent le nombre des vols de véhicules, et ont un meilleur rendement que l'incarcération.

### Buts

---

- Réduire le nombre de vols de véhicules et d'autres formes de délinquance commis par les jeunes.
- Éviter la récidive et l'entrée dans une carrière délinquante persistante.
- Traiter le comportement anti-social.
- Traiter les problèmes des participants et établir des liens avec des réseaux de soutien.
- Aider les jeunes à optimiser leurs capacités pour apporter une contribution positive à la société.

### Description

---

Basé sur une approche de 'bonne pratique' – U-Turn est un programme développé par le Conseil national pour la réduction des vols de véhicules (*National Motor Vehicle Theft Reduction Council - NVMTRC*), destiné aux jeunes délinquants récidivistes qui commettent des vols de véhicules, et lancé en 2003. Près de 15 % des jeunes qui commettent des vols de véhicules et sont arrêtés deviennent des multi-récidivistes. U-Turn cible en premier lieu ces délinquants, âgés de 15 à 20 ans, et dans un deuxième temps les jeunes qui présentent des risques. Capitalisant sur l'intérêt que portent ces jeunes aux automobiles, ce programme leur offre une formation technique et professionnelle de dix semaines en atelier sur la mécanique et la carrosserie. Le programme inclut aussi un suivi individuel et le développement des aptitudes personnelles; une aide à l'emploi et à l'éducation; l'alphabétisation; l'éducation à la sécurité routière; des activités de loisirs et un suivi post-formation. Le programme met l'accent sur les mesures de justice réparatrice, les participants assurant la réparation des véhicules endommagés.

Offert à Hobart, la capitale de Tasmanie, par Mission Australie, un organisme communautaire sous contrat avec la police de Tasmanie, le programme comprend aussi un service d'hébergement qui permet aux jeunes d'autres régions de l'État d'en bénéficier. U-Turn a d'abord été offert sur une base expérimentale grâce à un financement accordé par le NVMTRC et le Centre national de prévention du crime du gouvernement australien. Au cours de la période d'expérimentation, huit cours ont été offerts et 52 jeunes ont complété le programme. Le Gouvernement de Tasmanie a accordé les fonds nécessaires pour permettre au programme d'opérer pendant deux ans et demi au-delà de la période de mise en œuvre qui s'est terminée en 2005.

### Résultats

---

U-Turn a gagné le respect de la collectivité et des intervenants, qui s'est traduit par un don de véhicules, de matériel et d'équipement, au profit du programme. U-Turn Tasmanie est l'un de quatre projets pilotes, trois autres étant mis en œuvre dans les États du Queensland, New South Wales et Western Australia. Le Ministère du procureur général en Australie finance une évaluation globale des quatre projets pilotes qui doit être complétée en septembre 2005. Une évaluation du projet pilote U-Turn en Tasmanie préparée par le *Tasmanian Institute of Law Enforcement Studies*, et remise en février 2005 conclut que la mise en œuvre de U-Turn en Tasmanie a enregistré un niveau élevé de succès. En plus d'une formation technique professionnelle et d'une expérience pratique dans le secteur de l'automobile, le programme offre d'autres bénéfices, notamment la réduction de la délinquance et du comportement anti-social et l'amélioration des habiletés sociales et des aptitudes personnelles. En outre, il permet de regagner confiance en soi et d'améliorer les relations familiales.

### Partenaires

---

Département de la police et de la sécurité publique, Mission Australie, le Conseil national pour la réduction des vols de véhicules et le Programme national de prévention du crime (the *National Crime Prevention Program*).

### Contact

---

#### Vanessa Goodwin

Directrice de projets

Département de la police et de la sécurité publique

GPO Box 308 C, Hobart Tasmanie 7000, Australie

Tél. : (03) 6230 2884

Télec. : (03) 62302601

Courriel : [Vanessa.goodwin@police.tas.gov.au](mailto:Vanessa.goodwin@police.tas.gov.au)

# AUSTRALIE

## Deadly Treadlies

### Contexte

---

Les collectivités urbaines et aborigènes situées dans les Territoires au Nord de l'Australie sont souvent considérées comme des collectivités 'défavorisées' en termes de pauvreté, de logement, de chômage, d'éducation et de santé. Les jeunes à risque connaissent souvent des problèmes d'abus de substances et d'alcoolisme, ainsi que de délinquance. Un défi majeur consiste donc à nouer des relations avec ces jeunes et à leur assurer les services de soutien nécessaires, auxquels ils n'auraient pas accès autrement.

### Buts

---

- Répondre de manière participative aux besoins des jeunes à risque par le biais d'activités créatives.
- Assurer aux jeunes un espace sans alcool, drogues et violence.
- Assurer aux jeunes l'accès à la formation et à l'emploi et faire de ce projet une petite entreprise durable.

### Description

---

Alice Springs Youth Accommodation Services (ASYASS) (Les services d'hébergement Alice Springs) est un organisme local qui offre aux jeunes sans abri et à risque un hébergement de crise, un soutien et la défense de leurs droits. Mis en oeuvre en Australie centrale depuis janvier 2003, 'Deadly Treadlies' est un projet de reconstruction de bicyclettes qui a été lancé suite à une idée lancée par des jeunes du ASYASS. Il consiste à aider les jeunes à construire leur propre bicyclette, et une autre dont la vente permettra de couvrir une partie des coûts. Cette activité permet de faire du tutorat et une gestion individualisée de chaque cas, tout en encourageant la pratique d'une activité de loisirs saine. *Deadly Treadlies* est officiellement reconnu comme programme de mesures alternatives, tant pour les jeunes qui sont déjudiciarisés que pour ceux qui ont été condamnés à effectuer des travaux d'intérêt général. La construction de bicyclettes est un moyen d'intéresser les jeunes garçons, en particulier ceux qui n'auraient pas autrement accès aux services. *Deadly Treadlies* constitue un lieu où canaliser l'énergie de manière positive, et est un espace sans alcool, drogues ou violence, qui favorise les contacts avec la collectivité et qui prohibe l'agressivité. Il tient à la fois des activités typiquement autochtones et non autochtones, qui transcendent les barrières linguistiques. Il inclut une composante externe au sein des camps locaux, et des ateliers d'une semaine au sein de communautés autochtones éloignées.

La création d'emplois et les opportunités de formation sont essentielles pour briser le cercle de la dépendance à l'assistance sociale. Le fait de consulter et d'impliquer les jeunes contribue à augmenter leur confiance en soi et leur fierté. De même, la conjonction de travail pratique et de l'alphabétisation, et des cours de soudage et de mécanique automobile, sont des ajouts importants à *Deadly Treadlies*. Les dons de bicyclettes et de pièces d'occasion sont essentiels. Un point de ventes de bicyclettes usagées a été créé à *Bowerbird Tip Shop* (recyclage/retour de marchandise). De plus, les jeunes ont repeint les cadres des bicyclettes qui allaient être reconstruites et revendues. L'argent recueilli sert à payer les salaires des jeunes qui reconstruisent ces bicyclettes. Plusieurs sources de financement contribuent à soutenir le projet, notamment le *Northern Territory Crime Prevention Grant Scheme*. La partie urbaine du projet coûte près de \$ 65,000 USD par an, et la recherche de financement à long terme est actuellement en cours.

### Résultats

---

Depuis sa mise en oeuvre en 2003, plus de 600 jeunes âgés entre 12 et 24 ans ont bénéficié du projet *Deadly Treadlies*, dont près de 35 % sont des filles, et plus de 95 % sont des Autochtones. Plusieurs sont retournés vivre avec des amis ou leur famille; plusieurs aussi ont construit une bicyclette pour des membres de leurs familles trop jeunes pour pouvoir y participer. Les membres du personnel confirment que les jeunes renoncent à leur pratique d'usage de solvants pour avoir accès au projet *Deadly Treadlies* et les membres du Conseil de la collectivité, les jeunes travailleurs et les résidents ont remarqué la diminution de la consommation de drogues et d'alcool au cours des ateliers. La violence, le vandalisme et les atteintes à la propriété ont aussi diminué voire cessé. On observe aussi une augmentation de l'assiduité scolaire et de la confiance manifestée à accomplir des tâches. Le projet a obtenu le *2004 Givewell Best Practice Charity Project Award* et le *Annual Ethical Investor Corporate Sustainability Awards*.

### Partenaires

---

ASYASS, la communauté et services du gouvernement.

### Contact

---

ASYASS  
BP 9094, Alice Springs NT 0871  
Tél. : 61-8- 8953 4200  
Télec. : 61 8 8952 4168  
Courriel : [asyass@ozemail.com.au](mailto:asyass@ozemail.com.au)  
<http://www.asyass.org.au>

# Queensland, AUSTRALIE

## Projet « Pathways to Prevention »

### Contexte

Le projet *Pathways to prevention – developmental and early intervention approaches to crime in Australia* (Les chemins de la prévention – approches de développement et d'intervention précoce pour la prévention de la délinquance en Australie), a débuté à l'initiative du gouvernement australien en 1997. La première phase a été mise en œuvre par le *Consortium pour la prévention par le développement* et a mené à la publication du rapport *Pathways to Prevention* en 1999. Le rapport soulignait l'importance des approches d'intervention précoce axées sur le développement de l'enfant pour prévenir la délinquance et les autres formes de comportements à risque. Il a constitué la base de plusieurs programmes lancés par les administrations australiennes, notamment le projet d'intervention précoce *Stronger Families and Communities Strategy*. La deuxième phase, basée sur un partenariat entre *Mission Australia* et *Griffith University* consiste à mettre en œuvre ce projet d'intervention précoce à Inala, au Queensland.

### Buts

Influencer les facteurs de risque de délinquance des jeunes et des problèmes afférents par la :

- Promotion de conditions favorisant l'adaptation au milieu scolaire et l'acquisition de compétences nécessaires à la réussite scolaire.
- Promotion de la capacité de la famille à soutenir le développement des enfants.
- Promotion de relations équitables entre les familles et les écoles.

### Description

*Pathways to Prevention* a débuté à Inala, près de Brisbane, au Queensland, en juillet 2000. Il s'adresse aux jeunes âgés de 3 à 6 ans, à leurs familles, à leurs écoles et à leurs collectivités. L'un des premiers en son genre en Australie, ce programme repose sur le concept de la prévention précoce, agissant sur les facteurs de risque reliés à la délinquance et aux problèmes connexes. Ce programme cible tous les enfants habitant la région urbaine la plus défavorisée du Queensland, au moment de leur passage en milieu scolaire. Il inclut des interventions centrées sur la famille et d'autres sur l'école. Ce modèle novateur d'intervention repose sur le partenariat entre plusieurs intervenants pour aider les familles à assurer le développement cognitif, social, et émotif de leurs enfants. La composante de soutien aux familles, *Family Independence Programme*, aide les parents, les gardiens, et les familles dans 9 écoles maternelles locales, à créer un environnement familial stimulant, harmonieux et propice à l'apprentissage, par divers services respectueux de la diversité culturelle. Les interventions en milieu scolaire incluent un *Programme de Communication* visant à améliorer les habiletés de langage et de communication des enfants, et un

*Programme d'amélioration des habiletés sociales* visant à réduire l'incidence et la gravité des problèmes de comportement, et à augmenter les comportements prosociaux. L'équipe est composée de professeurs, de travailleurs sociaux, de psychologues, de spécialistes du soutien familial et de la petite enfance, ainsi que d'universitaires et de chercheurs. Le Projet s'adresse également aux collectivités autochtones et ethnoculturelles, et emploie des travailleurs communautaires capables de mener ces interventions dans la langue maternelle de ces groupes, et bénéficiant d'un soutien culturel et linguistique. Au total, le projet a mené à la mise en œuvre d'interventions dans 7 écoles, rejoignant environ 760 enfants de maternelle et leurs familles. Plusieurs parents ont reçu plus d'une intervention. Les activités et les programmes mis en œuvre à l'échelle de la collectivité ont été développés à la demande de la collectivité, et avec sa participation. Plus de 200 parents et personnes aidant les familles dans des familles du Vietnam, en Samoa, du Tonguien et autochtones ont aussi bénéficié de ces services, notamment de terrains de jeu qui facilitent les interactions avec leurs enfants et l'accès aux services.

### Résultats

L'*University Griffith* à Brisbane mène l'évaluation du projet, et les résultats disponibles montrent une amélioration du comportement, des compétences sociales, et des habiletés de communication chez les enfants dont les familles ont participé aux projets. L'impact est d'autant plus significatif lorsque l'enfant a participé à un programme préscolaire, et que l'un de ses parents a participé à au moins un programme axé sur les familles. D'autres indicateurs montrent une nette amélioration de l'efficacité parentale et une meilleure satisfaction des parents et des gardiens qui ont complété le programme sur le parentage, ou qui ont reçu une aide individuelle. Une diminution de la violence familiale et une amélioration du fonctionnement familial ont été également observées. En 2004, *Mission Australia* a reçu un financement du gouvernement national de l'Australie pour étendre le projet sur deux ans. En 2004, le Projet a également reçu le premier prix pour la prévention de la délinquance et de la violence en Australie.

### Partenaires

Mission Australia, Griffith University, Gouvernement du Queensland, les foundations Barnes et Westpac, Australian Research Council, et Australian NCCPP.

### Contact

**Marie Leech**

Directrice générale, Services à la collectivité  
Mission Australia

Courriel : [LeechM@mission.com.au](mailto:LeechM@mission.com.au)

**Ross Homel**

Directeur, Key Centre for Ethics, Law, Justice & Governance, Griffith University

Courriel : [r.homel@griffith.edu.au](mailto:r.homel@griffith.edu.au)

# *Belo Horizonte, BRÉSIL*

## *Programme « Rester en vie »*

### **Contexte**

---

Au cours des dix dernières années, le taux d'homicide de la ville de Belo Horizonte et d'autres capitales brésiliennes a connu une forte augmentation. Il a augmenté de 100 % entre 1997 et 2001, et 3 256 morts violentes ont été recensées entre 1998 et 2002. Dans beaucoup de cas, les personnes en cause étaient des jeunes hommes, âgés de moins de 24 ans; de plus, ces morts violentes sont survenues plus souvent qu'autrement dans des quartiers pauvres, où vivaient les victimes et les agresseurs. Il y a un lien évident entre les zones les plus socialement désavantagées et les régions connaissant le taux de violence le plus élevé. La situation s'est dégradée à un point tel que la question des morts violentes est maintenant au centre de l'agenda politique du gouvernement brésilien, à qui la population demande d'agir.

### **Buts**

---

- Diminuer les crimes avec violence au sein des groupes les plus vulnérables, notamment les jeunes.
- Élaborer des stratégies d'intervention efficaces basées sur une approche de résolution de problèmes.
- Élaborer et mettre en oeuvre des programmes et projets publics mettant l'accent sur une plus grande mobilisation sociale.

### **Description**

---

Le programme « *Rester en vie* » a été mis en oeuvre en 2002, dans le cadre d'un plan d'intervention pour la réduction du nombre d'homicides reposant à la fois sur la répression du crime et la mobilisation sociale. Ce plan a été élaboré par le Centre d'études sur le crime et la sécurité publique de l'Université fédérale de Minas Gerais et mis en oeuvre par l'Université en partenariat avec le conseil municipal; les polices municipale, fédérale et militaire; le Bureau du procureur public; des associations de gens d'affaires; des ONG; les collectivités locales. Le programme a été mis à l'essai dans l'un des quartiers défavorisés les plus violents de la ville, où vivent environ 150 000 personnes.

Pour élaborer des stratégies d'intervention efficaces, le programme recourt à une approche de résolution de problèmes (analyse, cartographie de la criminalité, évaluation des priorités). Des réunions de tous les partenaires coordonnées par le Bureau de défense sociale de l'État du Minas Gerais ont lieu à intervalles réguliers menant à la mise en oeuvre de divers projets axés sur les jeunes. Ces projets portent sur le soutien social, l'éducation,

les loisirs et les sports. Toujours dans le cadre du programme, des ateliers ont été offerts sur des sujets qui touchent les jeunes, tels la violence, les drogues, les maladies transmises sexuellement, les sports, les arts et l'informatique. Environ 3 000 jeunes ont participé à ces ateliers; de ce nombre, 200 ont reçu une formation professionnelle.

Des policiers, des membres des collectivités, des éducateurs, des directeurs d'écoles, des travailleurs sociaux et des travailleurs de la santé ont reçu une formation sur la prévention du crime et de la violence. La police militaire effectue des patrouilles dans chaque bidonville. Un forum communautaire a été mis en place, qui organise chaque mois des rencontres permettant de discuter de différents problèmes, par exemple de prévention du crime, de chômage et d'éducation. Ces rencontres contribuent aussi à diminuer l'insécurité des habitants et à mobiliser la collectivité dans l'élaboration des solutions.

### **Résultats**

---

Trente mois après le début du programme, on observe une diminution du nombre de crimes violents dans les zones ciblées : le nombre d'homicides a diminué de 47 % et celui des tentatives d'homicides de 65 %; le nombre de vols avec effraction commis dans des boulangeries a chuté de 46 % dans l'un des quartiers pauvres. Pendant la même période, le nombre de crimes avec violence a augmenté de 11 % dans d'autres quartiers de la ville réputés non violents. Le succès du programme est dû en grande partie à l'approche intégrée qui a été utilisée ainsi qu'à l'engagement et à la participation des membres de la collectivité. Grâce à ce succès, le gouvernement de l'État et le gouvernement fédéral soutiennent l'extension de ce programme à quatre autres zones de la région métropolitaine de Belo Horizonte aux prises avec d'importants problèmes de violence.

### **Partenaires**

---

Ville de Belo Horizonte; Bureau de défense sociale de l'État; police militaire, civile et fédérale; Bureau du procureur public; Université fédérale de Minas Gerais; SEBRAE – Service d'appui aux très petites et aux petites entreprises; Association des propriétaires de magasins; et organisations non gouvernementales.

### **Contact**

---

**Andrea Silveira**

Centre d'études sur le crime et la sécurité publique  
Université fédérale de Minas Gerais  
Courriel : [andrea@crisp.ufmg.br](mailto:andrea@crisp.ufmg.br)

# Rio de Janeiro, BRÉSIL

## Lutter pour la paix

### Contexte

Le nombre de jeunes à Rio de Janeiro touchés par la violence urbaine, soit comme agresseurs soit comme victimes, continue d'augmenter. La plupart des bidonvilles de Rio sont dominés par des clans rivaux de trafic de drogues dont la violence a mené à un taux de mortalité causée par les armes à feu de plus de 100 pour 100 000 habitants chez les garçons âgés de 15 à 24 ans. Une étude récente menée par Viva Rio estime qu'entre 5 000 à 6 000 enfants et adolescents sont mêlés activement dans le trafic de drogues à Rio. Recrutés et armés par les trois principaux clans de trafic de drogues, ils sont souvent impliqués dans des confrontations violentes avec des bandes rivales et les forces de sécurité de l'État - y compris la police. À plusieurs égards, leur rôle est semblable à celui des enfants soldats. Entre décembre 1987 et novembre 2001, 3 937 personnes de moins de 18 ans ont été tuées par une arme à feu dans la seule municipalité de Rio.

### Buts

- Offrir aux enfants et aux jeunes des milieux à risque élevé des solutions de rechange à la délinquance et au milieu du trafic de drogue au moyen d'une série d'activités éducatives, sportives et de formation à l'emploi.

### Description

*Lutter pour la paix (Luta Pela Paz)* est un projet de Viva Rio conçu en 2000 dans le bidonville de *Complexo da Maré* qui offre aux enfants et aux jeunes des solutions de rechange à la délinquance et au commerce de la drogue. Le projet reconnaît que pour traiter adéquatement le problème des enfants et des jeunes impliqués dans la violence organisée à Rio et ailleurs, les problèmes structurels doivent être éliminés, et que des interventions communautaires comme *Lutter pour la paix* peuvent aider les enfants et les jeunes à résister à se joindre aux groupes armés en leur offrant un soutien, des options et des influences de rechange. Le projet offre des cours de boxe, de *capoeira* et de lutte pour attirer les enfants et les jeunes. Il offre également un plan intégré et personnalisé en six points fondé sur la formation sportive, l'éducation, les habiletés sociales, la promotion d'une culture de la paix, l'accès au marché du travail officiel et le développement de jeunes leaders. *Lutter pour la paix* incite les jeunes à jouer un rôle actif dans l'ensemble de la coordination du projet, au moyen du Conseil des jeunes. Tous les participants intéressés et qui bénéficient de l'appui du groupe peuvent participer à ce conseil dont les membres sont élus par un scrutin secret. Ceux qui reçoivent le plus de votes peuvent se joindre au Conseil des jeunes et rencontrer l'équipe du projet afin de discuter du rendement général du projet. Le

Conseil représente les participants pendant les réunions de gestion et se joint à l'équipe du projet pour l'élaboration, la planification et la mise en œuvre de stratégies, ainsi que pour l'évaluation des actions menées. Les membres du Conseil des jeunes sont un exemple pour les autres jeunes du projet *Lutter pour la paix*, par leurs attitudes et leurs expériences personnelles. Le projet *Lutter pour la paix* fait partie du programme *Les enfants, les jeunes et la violence organisée (Children and Youth in Organised Armed Violence - COAV)* conçu par Viva Rio, qui œuvre à promouvoir la reconnaissance nationale et internationale du sort des enfants et des jeunes impliqués dans la violence armée organisée.

### Résultats

Le projet compte actuellement 150 participants, et depuis sa création, environ 400 jeunes personnes y ont directement participé. En plus de son action préventive, le projet a également permis la réinsertion d'adolescents et de jeunes sur le marché du travail officiel après qu'ils aient quitté leur clan de trafic de drogues. Le projet met l'accent sur le leadership des jeunes. L'équipe de coordination du personnel rémunéré comprend maintenant des jeunes qui ont d'abord été des bénéficiaires. Le projet comprend également une académie de sports qui compte 100 membres adultes de la collectivité qui paient une cotisation, permettant ainsi d'assurer l'autonomie financière du projet et la participation des résidents à ses idéaux et objectifs. Un nouvel édifice (actuellement en construction) doit ouvrir ses portes en 2005, et permettre ainsi au projet d'accroître sa capacité, notamment le nombre de bénéficiaires, et d'offrir de nouveaux services comme l'éducation de niveau primaire, des technologies de l'information, la formation en emploi et des activités musicales et culturelles. Depuis 2004, le projet travaille avec le gouvernement municipal de Resende à la conception, la mise en œuvre et la coordination d'un programme de mesures alternatives pour les jeunes ayant des démêlés avec la justice.

### Partenaires

Laureus Sports for Good Foundation, Save the Children-Suède, ambassade de la Grande-Bretagne, ambassade du Canada, Dreams Can Be, Fondation Stuart et Hillary Williams, ISER, et le gouvernement municipal de Resende.

### Contact

Luke Dowdney

Tél. : +55 (21) 2555 3750

Télec. : +55 (21) 2555 3753

Courriel : [luke@vivario.org.br](mailto:luke@vivario.org.br)

[www.lutapelapaz.org.br](http://www.lutapelapaz.org.br) / [www.vivario.org.br](http://www.vivario.org.br)

[www.vivario.org.br](http://www.vivario.org.br) [www.coav.org.br](http://www.coav.org.br)

## **Contexte**

---

La globalisation, ainsi que la prolifération du crime organisé et du trafic de drogues, font des jeunes une main d'œuvre bon marché, et entraînent une augmentation de la délinquance. Si les jeunes contribuent à la délinquance urbaine, ils sont aussi victimes de la délinquance, de la violence, de la pauvreté, de l'exploitation et du VIH/SIDA. Ils se considèrent comme des enfants des rues "sans abri et sans origines – sans toit ni racines", victimes de l'insécurité et de circonstances qui leur échappent. Nombre d'entre eux sont orphelins, abandonnés par leurs familles ou fuyant la violence, les conflits ou la pauvreté qui sévit dans leurs maisons ou dans les institutions qu'ils fréquentent, ou ont émigré de la campagne pour gagner leur vie et celle de leur famille. Ils manquent de soutien social, économique, moral et familial, et leur protection est une nécessité. Mais dès qu'ils atteignent l'âge de 16 ans, ils sont vus comme des adultes. Ce projet vise à fournir un soutien psychologique et éducatif aux jeunes âgés de 15 à 19 ans, qui leur permettra de retrouver leur dignité et de réintégrer la société. L'éducation et la formation en emploi sont soutenues par le gouvernement local et par les Ministres nationaux.

## **Buts**

---

- Soutenir les enfants des rues et les jeunes victimes du trafic des êtres humains.
- Faciliter leur réintégration au sein de la société par l'éducation et la formation professionnelle.

## **Description**

---

*House for Youth* (la Maison de la Jeunesse) à Battambang, au Cambodge, a été créée en 2000 pour les garçons et en 2001 pour les filles. L'établissement a permis d'héberger 72 jeunes en 2003, leur offrant des opportunités dans les domaines de l'éducation et de la formation (11 personnes ont obtenu leur diplôme). La plupart des enfants sont amenés par des ONG locales. Conçu à l'origine pour les enfants des rues, ces centres d'hébergement acceptent un nombre croissant d'enfants victimes du trafic des êtres humains. En plus de la Maison de la Jeunesse, 19 ateliers de sensibilisation sur les jeunes défavorisés ont été organisés dans 3 quartiers ainsi que 15 sessions vidéo, rejoignant plus de 11 000 personnes. Un atelier provincial a aussi été organisé en coopération avec les partenaires locaux et l'UNICEF. Cet atelier a recommandé au Comité provincial pour la protection de l'enfance l'élaboration d'un plan d'action pour les jeunes à risque.

À Ho-Chi-Minh Ville, au Vietnam, deux Maisons de la jeunesse ont été créées entre 2003 et 2004, une pour les garçons et une pour les filles. Elles permettent d'héberger 19 garçons et 12 filles, leur assurant une éducation de base, une formation pour acquérir les qualifications professionnelles et un environnement sécuritaire. Un centre d'hébergement de transition a également été établi en 2004 pour les garçons plus âgés sortant de la Maison de la Jeunesse, afin de leur accorder un soutien complémentaire et leur permettre de compléter leur éducation et leur formation professionnelle. Dans le cadre de ce projet, 'des consultations dans les rues' ont été menées et des visites d'études aux Philippines (au KnK) ont été organisées. Un atelier regroupant 80 participants des gouvernements, des associations locales, des travailleurs sociaux et des groupes cibles a également été organisé.

## **Résultats**

---

La mise en place et le soutien de Maisons de la Jeunesse dans ces deux villes a aidé les jeunes à risque à devenir des membres actifs au sein de la société, en encourageant leur réintégration plutôt que leur 'protection' ou la 'ségrégation', comme il était d'usage dans le passé. Il en résulte aussi une meilleure conscience des enjeux relatifs aux jeunes des villes, un environnement plus propice à leur réintégration, une amélioration de la sécurité et une diminution de la pauvreté dans les villes. Au Cambodge, l'atelier de sensibilisation organisé dans un village a entraîné une nette diminution du trafic des êtres humains. Le projet a également permis d'entamer un changement de politique pour permettre la réintégration des enfants des rues et des jeunes au Vietnam.

## **Partenaires**

---

Kokyonaki Kodomotachi (KnK), les ministères concernés, les gouvernements locaux et les ONG au Cambodge et au Vietnam, le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine et ONU-HABITAT.

## **Contact**

---

### **Ayako Otake**

Directeur de projets

Kokkyo naki Kodomotachi

(KnK, *Children without Borders*)

No. 807, 10A, Tran Nhat Duat, District 1

HCMC, Vietnam

Tél. /Téléc. : +84-8-848-2348

Courriel : [ayakootake@hotmail.com](mailto:ayakootake@hotmail.com)

## **Contexte**

NKOL-BIKOK est un quartier spontané, peuplé, qui compte une population estimée à 75 000 habitants avec plus de 60% de la population jeune. Situé à l'ouest de Yaoundé, ce quartier se caractérise par un chômage endémique, les déperditions scolaires importantes, la délinquance juvénile, l'habitat insalubre, la prostitution et les grossesses précoces entraînant un taux élevé de la pandémie du SIDA, la pauvreté des populations et les conflits de génération entre les jeunes et les adultes. Ces facteurs contribuent entre autre à la désagrégation familiale, aux violences diverses, à l'émergence des familles monoparentales, à l'insuffisance de qualification professionnelle des jeunes du quartier, etc. Tous ces phénomènes sont autant de fléaux qui freinent l'épanouissement de la jeunesse du quartier et l'essor économique et humain de ces habitants.

## **Buts**

- Promouvoir l'insertion sociale des jeunes en danger moral par la formation et l'aide à la création des petits emplois générateurs de revenus.
- Promouvoir l'alphabétisation des jeunes en déperdition scolaire et le soutien scolaire aux jeunes élèves de familles en difficulté.
- Sensibiliser les jeunes contre le VIH/SIDA et les fléaux sociaux récurrents.
- Contribuer à l'éducation de la population et améliorer l'habitat dans le quartier.

## **Description**

C'est pour apporter des solutions pertinentes aux problèmes sus-évoqués que le gouvernement, avec l'appui du PNUD et ONU-HABITAT, développe actuellement au niveau des villes de Yaoundé et Douala des stratégies locales de prévention de la criminalité. C'est dans ce cadre que le projet apporte son expertise à l'*Amicale des JEunes du PArc National* (A.JE.PA.N) créée en 1998.

Depuis sa création, AJEPAN a entrepris plusieurs initiatives visant à atteindre ses objectifs. Entre autres initiatives on peut évoquer : la Promotion des petits métiers à travers la formation des jeunes désœuvrés à la production des briques de terre stabilisée et à la fabrication économique des matériaux locaux de construction ; la création de petites et moyennes entreprises par les jeunes désœuvrés du quartier ; le curage des caniveaux et l'aménagement des points d'eau communautaire du quartier ; la sensibilisation des jeunes contre les fléaux sociaux : toxicomanie, alcoolisme, MST et SIDA ; la publication d'un bulletin d'information

(A.J.E.P.A.N News) qui constitue une tribune d'expression pour près de 5 000 jeunes du quartier ; la création d'une bibliothèque communautaire d'accès gratuit au profit des jeunes scolarisés ou non.

Ces différentes initiatives ont été menées grâce à l'appui financier des partenaires ci-après : l'Union européenne a financé 18 000 \$ US ; l'Union européenne et la Mairie de Yaoundé VI, ont financé 8 000 \$ US ; et AJEPAN a aussi reçu un fond documentaire de la coopération française d'une valeur de 10 000 \$ US.

## **Résultats**

AJEPAN a contribué, ces deux dernières années, à la formation de 200 jeunes désœuvrés à travers l'initiative de production des briques de terre stabilisée et la fabrication à faible coût des matériaux locaux de construction soutenu par l'Union européenne depuis 2003 et la Mission de Production des matériaux locaux (MIPROMALO). AJEPAN a également facilité la création de deux écoles primaires et d'un collège secondaire privé dans le quartier. Près de 10 000 jeunes du quartier y sont scolarisés en majorité. L'association contribue à l'amélioration du cadre de vie des 75.000 habitants du quartier à travers le curage des caniveaux et des campagnes d'hygiène et salubrité impliquant les jeunes désœuvrés du quartier tous les jeudis de la semaine. L'association a aménagé une borne fontaine à NKOLBIKOK II en vue de faciliter l'accès à l'eau potable des populations environnantes. Les différentes initiatives d'AJEPAN ont permis de créer, en 2 ans, près de 200 emplois temporaires au profit des jeunes désœuvrés du quartier et une dizaine d'unité de production des matériaux locaux de construction. Cette association est de plus en plus sollicitée par d'autres jeunes des quartiers environnants et la Commune d'arrondissement de Yaoundé VI qui leur confie certaines missions d'aménagement et de développement. Cette activité a également permis à AJEPAN de construire 11 maisons privées et d'acquérir des machines semi-industrielles de production de brique de terre stabilisée.

## **Partenaires**

La Mairie de Yaoundé 6, Le Programme Fourmi II (U.E), La MIPROMALO, Le M.SORAD, Le G. PROSACC, Le projet « Villes Plus Sûres ».

## **Contact**

**NGAH MBALLA Marius**  
BP 8410 Yaoundé II  
Tél. : (237) 963-83-73  
Courriel : [markuskabulie@yahoo.fr](mailto:markuskabulie@yahoo.fr)

# Montréal, CANADA

## CYBERCAP- Intégration socioprofessionnelle et prévention du décrochage scolaire par le multimédia

### Contexte

CyberCap est un organisme de bienfaisance créé en 2000 qui a pour mission d'offrir à des jeunes en difficulté la possibilité de découvrir et d'expérimenter des métiers reliés aux médias numériques afin de les aider à améliorer leur situation sur les plans personnel, social et professionnel. Les actions de CyberCap reposent sur plusieurs valeurs dont l'innovation et le leadership. Des valeurs reliées au développement global des participants (respect, valorisation, engagement, persévérance et créativité) sont intégrés dans les activités de CyberCap.

### Buts

- L'intégration socioprofessionnelle des jeunes de 18 à 25 ans, sans diplôme d'études secondaires et sans emploi, intéressés par le multimédia et prêts à se prendre en main.
- Prévention du décrochage scolaire par le multimédia chez des jeunes de 15 à 17 ans dites à risque.

### Description

Le mission de CyberCap s'appuie sur le multimédia et se réalise à travers deux volets : l'intégration socioprofessionnelle (parcours TransiTlon) et la prévention du décrochage scolaire (Défi Interaxion).

Le *parcours TransiTlon* vise l'intégration sociale et professionnelle de jeunes décrocheurs, que ce soit par un accès au marché du travail ou un retour aux études. D'une durée de six mois, TransiTlon favorise le développement de compétences en employabilité des participants en les immergeant dans un environnement semblable à celui préconisé par l'industrie du multimédia. Les participants élaborent un plan de développement personnel intégré à leurs activités de production et réalisent des projets multimédias, notamment de site Web, DVD, animation 2D, et vidéo numérique, qui sont réalisés pour de vrais clients sous la supervision quotidienne des professionnels de CyberCap. Lors des trois derniers mois, le participant définit davantage ses objectifs personnels et approfondit ses connaissances techniques par la mise à jour du plan de développement de compétences personnelles, réalisation du portfolio, réalisation de projets à partir de commandes externes (projets-clients), acquisition de notions techniques spécifiques et choix d'un axe d'intérêt : scénarisation, imagerie, animation, sonorisation, vidéo numérique ou intégration. C'est également à ce moment qu'il entreprend des démarches post-

parcours visant la recherche d'emploi ou le retour aux études.

En prévention du décrochage scolaire, CyberCap a mis sur pied le *Défi Interaxion*, une action de neuf mois visant à aider des jeunes à risque de décrochage scolaire en les encourageant et en les stimulant à poursuivre leurs études à travers la réalisation de projets multimédias. Ils découvrent les techniques de production vidéo numérique et sont sensibilisés à l'entrepreneuriat ainsi qu'aux valeurs qui y sont liées. Les jeunes ont la chance d'être jumelés à des entrepreneurs qui les familiarisent à leur profession. Le Défi Interaxion se compose de quatre étapes clés : l'acquisition à distance des connaissances techniques, la réalisation de reportages vidéo, la présentation des reportages et de l'expérience vécue ainsi que le camp de perfectionnement. Par la suite, une activité de reconnaissance est organisée afin de rendre un hommage aux participants.

### Résultats

CyberCap contribue à diminuer le nombre de jeunes en difficulté, ce qui a un impact sur la réduction de la pauvreté, du chômage, de la criminalité et de l'exclusion sociale ainsi que sur l'amélioration de la qualité de vie de ces jeunes et sur l'alphabétisation aux nouvelles technologies. Par le biais de ses activités en intégration socioprofessionnelle, CyberCap est intervenu auprès de plus de 300 jeunes et les résultats d'intégration dépassent les 70 %. Plus d'une cinquantaine de jeunes ont bénéficié à ce jour des activités de CyberCap par leur participation au Défi Interaxion. De plus, ils développent de la confiance en eux et sont conscients de leur capacité à entreprendre et réussir de nouvelles activités.

### Partenaires

Emploi-Québec, Ville de Montréal, Microsoft, TQS, La Fondation Mise sur toi, Station Mont-Tremblant, INGENIO, Ubi Soft, YMCA du Grand Montréal, Locations Michel Trudel et plusieurs autres partenaires publics et privés.

### Contact

**Christian Grégoire**

Directeur général

33, rue Prince, bureau 301

Montréal (Québec) H3C 2M7

Tél. : (514) 861-7700, poste 321

Télec. : (514) 861-7700

Courriel : [cgregoire@cybercap.qc.ca](mailto:cgregoire@cybercap.qc.ca)

[www.cybercap.qc.ca](http://www.cybercap.qc.ca)

# CANADA

## « Faire l'école dehors »

### Une action adaptée à la culture autochtone

#### Contexte

Les communautés autochtones de Gwich'in du delta du McKenzie aux Territoires du Nord-Ouest (TNO) subissent les impacts de l'abus de substances, du chômage chronique, de la violence juvénile, du suicide, et enregistrent un nombre croissant d'enfants ayant des besoins spécifiques (syndrome d'alcoolisme fœtal, problèmes de comportement et du développement). La délinquance chez les jeunes, notamment les vols, cambriolages résidentiels, actes de vandalisme et agressions ne cessent d'augmenter au sein de ces communautés. Des délits (incendies, vols et actes de vandalisme) commis par les jeunes entre 1995 et 1997, ont causé des dommages estimés à 15 millions de dollars. Dans ces communautés, seulement 1 ou 2 élèves en moyenne sur 200 terminent leurs études secondaires, près de 50 % des enfants du primaire arrivent à l'école avec 1 à 2 heures de retard tous les jours, et certains élèves de maternelle assistent uniquement à 30 % des cours.

#### Buts

- Offrir aux jeunes un environnement d'enseignement alternatif et mieux adapté, en faisant 'l'école dehors'.
- Fournir aux professeurs, parents et autres personnes clés, soutien et orientation pour intégrer les actions de prévention de la délinquance.
- Favoriser le développement des habiletés sociales chez les jeunes.
- Intégrer les stratégies de prévention de la délinquance dans la programmation communautaire existante pour les enfants et leurs familles.

#### Description

« Faire l'école dehors », un programme de prévention de la délinquance adapté à la culture autochtone, a été financé par le Centre national pour la prévention du crime de 1999 à 2004. Il cible les jeunes autochtones âgés de 6 à 12 ans considérés à risque ou primo-délinquants, habitant des communautés isolées et défavorisées du grand Nord qui sont confrontées à de multiples facteurs à risque associés à la délinquance, tels : un manque d'intérêt vis-à-vis de l'école et un taux élevé de décrochage scolaire; des modèles de rôle faibles; un taux élevé de suicide et de dépendances; une augmentation importante des bandes de jeunes et des actes de délinquance; peu d'interventions structurées; et un manque d'engagement familial et communautaire au quotidien. Le projet a fait suite à des consultations approfondies menées avec la communauté en 1999. Le projet prévoit notamment un camp en plein air, un programme de petit déjeuner, un programme en milieu scolaire impliquant les Anciens, et des activités centrées sur les habiletés sociales, les

communications et l'apprentissage traditionnel. Des activités extérieures à TI'oondih, un gîte de 2000 mètres carrés situé au bord de la rivière Fort McPherson, d'une durée d'une semaine, permettent aux étudiants, enseignants et autres membres du personnel de conjuguer travail académique, activités traditionnelles et culturelles, prévention de la délinquance et stratégies de lutte contre l'intimidation. De leur côté, les Anciens visitent les écoles chaque semaine afin de rapprocher la communauté des écoles. Ce programme conjugue la tradition Gwich'in avec la méthode éducative Dene Kede: une perspective Dene avec un enseignement axé sur les aptitudes sociales modernes.

#### Résultats

Une évaluation menée par un consultant externe, a montré que le projet avait donné des résultats prometteurs, mais que dans l'ensemble, il bénéficiait davantage aux garçons qu'aux filles. Comparativement aux jeunes d'une autre communauté, les garçons de 9-12 ans ayant participé à ce programme montraient des habiletés sociales positives plus élevées. On a aussi observé une différence statistique significative chez les garçons et les filles au niveau de leur réussite scolaire (lecture, maths et orthographe). Le programme du matin a également eu un impact positif sur l'assiduité scolaire, révélant une différence de 20 % entre les écoles d'intervention et les écoles de comparaison. En outre, l'évaluation a démontré que 75 % des élèves ayant des résultats scolaires peu satisfaisants en classe, obtenaient des résultats dépassant ceux des autres élèves quand ils faisaient "l'école en plein air." Un enseignant participant à l'intervention a clairement indiqué que c'était "comme si l'air frais les calmait et les rendait prêts à apprendre, même les maths et la lecture.

#### Partenaires

Le Conseil Gwich'in, le Département de l'éducation de Beaufort-Delta, le Conseil Tetlit Gwich'in, Gendarmerie Royale du Canada, *Community Wellness*, *Community Counselling*, le gîte TI'oondih, leader spirituelles, Ressources renouvelables TNO, les départements de loisirs Hamlet, les Conseils des Revendications Territoriales et les Conseils de la Bande, les travailleurs luttant contre l'usage de l'alcool et de la drogue, *Association Hunters & Trappers*, et l'Institut Social et Culturel Gwich'in

#### Contact

Le centre national pour la prévention du crime  
Sécurité publique et protection civile  
222 rue Queen Street, 11<sup>ème</sup> étage  
Ottawa, ON, Canada, K1A 0P8  
Tél. : 1-877-302-6272 (Numéro gratuit)  
[www.prevention.gc.ca](http://www.prevention.gc.ca)

## Contexte

En 1991, une petite école située dans une région de l'Ontario défavorisée au plan socio-économique avec un taux de chômage et de migration élevé, a connu des problèmes de délinquance et de violence familiale. Les commerces locaux étaient la cible d'actes de vandalisme et de délinquance commis par les jeunes, l'école enregistrait les plus faibles résultats scolaires de la région et risquait de voir ses portes fermées. Le programme *Ensemble nous guidons la voie* (Together We Light the Way) (TWLW) initié dans une école d'Oshawa a obtenu des résultats tels que le *Centre pour la Prévention du crime* a financé son expansion dans quatre autres écoles de l'Ontario en 1999. Ce programme s'inscrit dans une initiative de plus grande envergure pour soutenir, évaluer et diffuser les connaissances sur des pratiques efficaces de réduction des comportements anti-sociaux chez les jeunes et de développement de la résistance chez les enfants et les jeunes à risque.

## Buts

- Développer chez les enfants le respect pour eux-mêmes et pour les autres.
- Soutenir la motivation à la réussite des études.
- Interagir et coopérer avec les pairs, et apprendre à respecter les membres de la communauté.
- Réaliser l'importance des styles de vie sains.

## Description

TWLW est un modèle global de prévention de la délinquance en milieu scolaire visant à prévenir les comportements anti-sociaux en créant des communautés d'apprentissage sécuritaires et solidaires permettant aux jeunes de se développer sur les plans académique, social et affectif. Ciblent les enfants de 4 à 14 ans, ce modèle vise à les rendre plus respectueux, plus responsables et plus résistants, à diminuer les facteurs à risque associés à la délinquance, et à augmenter les facteurs de protection, notamment les facteurs suivants: la réussite et les résultats scolaires; la connaissance de soi; l'environnement; le style de vie; les relations familiales et scolaires; le respect et la solidarité; et la qualité des relations avec les adultes significatifs.

Basé sur le partage actif par la collectivité de la responsabilité pour la sécurité, le bien-être et l'éducation des enfants, ce modèle repose sur le partenariat entre des représentants de la ville, des entreprises, de la police et des organismes communautaires d'une part, et les personnels

scolaires, les étudiants et les parents d'autre part. Les actions proposées permettent un travail sur la personnalité et les relations avec les autres, et tentent de réduire l'intimidation aussi bien que les autres formes de comportement violent, en enseignant aux étudiants le respect de soi et des autres dans les écoles et les communautés.

## Résultats

Une évaluation externe sur une période de trois ans au sein de trois milieux scolaires de l'Ontario a notamment examiné les impacts sur les résultats scolaires et les cas d'intimidation. Les résultats ont démontré un progrès considérable dans l'acquisition de qualifications relatives à l'emploi; une diminution de 76 % de la violence et de l'intimidation; des comportements plus sains, des valeurs plus sûres, et de meilleures attitudes envers l'école; ainsi que la création de partenariats fructueux. Mesurée sur le Test Canadien pour les Qualifications de Base, la performance scolaire des participants était égale ou supérieure au niveau équivalent moyen. Ces résultats étaient confirmés par les écoles aussi bien que par les collectivités environnantes. Une augmentation de 92 % a été enregistrée au niveau de l'implication des parents, des entreprises et de la communauté auprès des enfants et dans la vie scolaire et communautaire.

Le modèle est actuellement en cours de réplification dans plusieurs communautés diversifiées aux plans social, économique et culturel dans les provinces de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, et du Manitoba, afin d'en évaluer l'efficacité. Le Royaume Uni a aussi implanté cette approche dans trois écoles, et à la demande du Ministre de l'Éducation de Trinidad & Tobago et des Antilles, il a été mis en oeuvre dans 150 écoles.

## Partenaires

La commission scolaire de la région de Durham, la fondation GE, et le Gouvernement fédéral du Canada – Ministère de la sécurité publique et de la protection civile.

## Contact

**Sandra Dean**

Directeur exécutif

*Ensemble nous guidons la voie*

Tél. : +1-905-666-6479

Télec. : +1-905-666-6966

Courriel : [dean\\_sandra@durham.edu.on.ca](mailto:dean_sandra@durham.edu.on.ca)

[www.togetherwelighttheway.com](http://www.togetherwelighttheway.com)

# CANADA

## Projet d'intervention précoce

### Contexte

---

Banff/Ledbury et Heatherington sont deux communautés hautement désavantagées d'un quartier d'habitat social dans la région d'Ottawa-Carleton (Ontario). À la concentration d'habitat social, s'ajoutent des niveaux élevés d'interventions policières, et des taux de délinquance des mineurs, de vandalisme, de violence et de comportements anti-sociaux nettement supérieurs à la moyenne régionale. Inversement, ces communautés disposent de peu de programmes pour les jeunes.

Les participants au projet présentent de nombreux facteurs précoces généralement associés au développement ultérieur de la délinquance : l'absence de surveillance familiale; des résultats scolaires peu satisfaisants; une situation de crise et de stress au sein de la cellule familiale; un passé marqué par les problèmes de comportement; et la fréquentation de pairs ayant connu des situations similaires.

### Buts

---

- Développer la résistance aux facteurs de risque associés au comportement délinquant.
- Augmenter l'assiduité scolaire.
- Réduire les délits signalés et les appels à la police.
- Diminuer le nombre des actes de violence et de comportement anti-social.

### Description

---

Le Projet d'Intervention Précoce (PIP) est axé sur les enfants et les jeunes à haut risque âgés de 6 à 12 ans dans un quartier défavorisé d'habitat social dont une large proportion de la population est issue de l'immigration. Financé par le Centre national pour la prévention du crime de 1999 à 2003, le PIP visait à augmenter la résistance des participants aux facteurs de risque relatifs. Relevant à l'origine du Centre de la jeunesse du Service de police d'Ottawa, le projet est maintenant dirigé par le *Boys and Girls Club* d'Ottawa.

La priorité a été accordée aux jeunes dont la fratrie ou un membre de la famille avait des démêlés avec la justice pénale; qui étaient confrontés à la violence intra familiale; ou qui avaient commis des actes pouvant mener à des accusations pénales s'ils avaient l'âge de la responsabilité pénale (12 ans). 267 enfants ont

participé au PIP, mais seulement 100 composaient le groupe d'évaluation.

Le PIP est un programme complet de quatre composantes d'interaction et d'engagement social, incluant un programme de formation axé sur le développement des habiletés sociales, les sports et loisirs, ainsi que l'aide aux devoirs.

### Résultats

---

Les résultats de l'évaluation menée par Astwood, un évaluateur indépendant, montrent que l'intervention du PIP a eu un impact positif sur les enfants et les jeunes, garçons et filles à titre égal, notamment une nette diminution du nombre d'agressions et de comportements anti-sociaux, une amélioration des interactions sociales. Les rapports des enseignants indiquent aussi une amélioration des habitudes de travail, des attitudes des apprentissages et de l'attitude générale parmi les participants.

Des tests mesurant les compétences sociales des participants ont révélé des progrès significatifs au moment où le groupe de comparaison qui était sur la liste d'attente a rejoint le programme. Cependant, le groupe de comparaison avait également connu des résultats positifs avant de recevoir la formation sur les habiletés sociales.

Ces résultats montrent que même si l'enseignement des habiletés essentielles est une composante importante de l'intervention précoce, et peut, en lui-même, constituer une intervention efficace, il est encore plus efficace de le jumeler avec les activités de sports/loisirs et d'autres programmes de soutien.

### Partenaires

---

*Crossroads Child and Family Treatment Centre*, les écoles locales de la région, les associations locales de locataires, la municipalité d'Ottawa, la *Children's Aid Society of Ottawa Carleton*, Le Journal *Ottawa Sun*, Le Club de hockey des Sénateurs d'Ottawa et l'Association des joueurs de la Ligue nationale de hockey.

### Contact

---

Le centre national pour la prévention du crime  
Sécurité publique et protection civile  
222 rue Queen Street, 11<sup>ème</sup> étage  
Ottawa, ON, Canada, K1A 0P8  
Tél. : 1-877-302-6272 (Numéro gratuit)  
[www.prevention.gc.ca](http://www.prevention.gc.ca)

# CHILI

## L'École des jeunes pompiers - San Pedro de La Paz

### Contexte

---

Les jeunes de San Pedro de la Paz forment un groupe vulnérable comme en témoignent les taux de délinquance, de décrochage scolaire et d'usage abusif de drogues et d'alcool. Ils commencent à en consommer dès leur plus jeune âge, la consommation de drogues est estimée à 67,8 %, et celle d'alcool est également élevée. Des niveaux de violence, tant psychologique que physique, ont également été enregistrés chez les jeunes de San Pedro de la Paz. Leur participation à la vie communautaire demeure très faible, et les problèmes locaux ne font qu'augmenter le niveau de risque pour ces jeunes.

### Buts

---

- Améliorer l'intégration sociale des jeunes à risque de San Pedro de la Paz.
- Encourager l'adoption d'une attitude positive et promouvoir les qualités de *leadership* des jeunes à risque.

### Description

---

Développé par la mairie de San Pedro de la Paz et lancé en 2001, le programme des pompiers cadets partie de la stratégie nationale *Comuna Segura* du Ministère de l'Intérieur. Il découle des engagements pris par la collectivité de renforcer les valeurs de la communauté et du service public, considérés comme des facteurs clés de prévention. Ce programme de formation au service à la collectivité s'adresse aux jeunes âgés de 12 à 16 ans, et permet d'augmenter le nombre de pompiers au sein de la communauté.

Durant 8 mois, les cadets participent à des séminaires de formation portant sur le développement personnel et le soutien psychologique; la sécurité résidentielle et les états d'urgence; l'alcoolisme; les drogues et la violence familiale; et les techniques relatives à l'usage des lances à incendie, des voitures de pompiers, des extincteurs, et des techniques de secourisme, à titre d'exemple.

Cette formation a été entièrement développée par les pompiers de San Pedro de la Paz, et mise en application avec le soutien des douaniers, de la municipalité, et des services de santé, et un psychologue a également été embauché. En plus de fournir les locaux et les ressources nécessaires au déroulement de cette formation, les pompiers ont donné la majorité des séminaires. Les fonds provenant du programme *Comuna Segura* ont été

utilisés pour acheter de l'équipement neuf et régler les honoraires du psychologue.

### Résultats

---

Le projet a bénéficié à 80 jeunes originaires de différents secteurs marginalisés de la commune. Des changements de comportement, dont une amélioration de la réussite scolaire, ont été observés chez les jeunes participants. Certains jeunes sont devenus des pompiers et travaillent actuellement pour la communauté de San Pedro de la Paz. De plus, des liens importants ont été tissés au cours de ce processus, notamment entre les pompiers, les enseignants et les autres membres de la communauté. Le projet des pompiers cadets de San Pedro de la Paz sera poursuivi grâce au financement du programme *Comuna Segura* et d'autres corps de pompiers cherchent actuellement à reproduire cette initiative.

### Partenaires

---

La Police du Chili (*Policía de Carabineros de Chile*), la municipalité de San Pedro de la Paz, Services de Santé (*Servicio de Salud*), le programme *Comuna Segura*, et le Ministère des Affaires Intérieures (*Ministerio del Interior*).

### Contact

---

**Manuel Salgado**

Cuerpo de Bomberos,  
San Pedro de La Paz.  
VIII Región de Chile

[www.seguridadciudadana.gob.cl](http://www.seguridadciudadana.gob.cl)

# CHILI

## École d'aviron pour les jeunes à risque

### Contexte

---

Les autorités de la municipalité de Valdivia considèrent que l'intervention auprès des jeunes à haut risque est l'une des priorités de la stratégie locale de sécurité. En effet, les enfants et les jeunes âgés de 0 à 30 ans, qui représentent presque 50 % de la population, font face à plusieurs facteurs de risque, notamment un taux élevé de décrochage scolaire et un taux de consommation de drogue à 22 %, commençant souvent dès l'âge de 9 ans. De plus, une enquête qualitative a montré que les jeunes déclarent être victimes d'une forte discrimination et de préjugés au sein de la communauté.

### Buts

---

- Prévenir la violence et la délinquance chez les jeunes, et réduire leur consommation de drogue.
- Inciter les jeunes défavorisés à participer à des activités souvent réservées aux groupes les plus nantis.

### Description

---

Ce projet a débuté en 2001 dans le cadre de la stratégie *Comuna Segura* du Ministère de l'Intérieur, en partenariat avec la mairie de Valdivia. En raison de son emplacement géographique au bord du fleuve, la ville de Valdivia a une riche histoire de sports nautiques, et de l'aviron en particulier. Toutefois, même si l'aviron fait partie de l'identité urbaine de la ville, cette activité est généralement associée aux catégories plus favorisées de la population. Tenant compte que les activités sportives sont un moyen efficace de prévention de la délinquance, le principe qui sous-tend cette action postule que les valeurs, défis et efforts propres à la pratique de ce sport contribueront à réduire les comportements d'abus de substances, de violence et de délinquance chez les jeunes à risque.

La première étape consiste à informer de ce projet les jeunes fréquentant les écoles publiques dans les quartiers à haut risque de la ville et à les inviter à y participer. Ceux qui s'inscrivent participent alors à des séances d'information sur les aspects théoriques et pratiques de l'aviron, à des sessions d'entraînement physique, et à des séances d'information sur la nutrition, et reçoivent aussi un soutien psychologique.

La deuxième étape porte davantage sur l'entraînement physique et la formation aux techniques de l'aviron. En parallèle, un travail se

fait avec les parents sur les principes de base d'une bonne alimentation des enfants ainsi que pour améliorer le soutien qu'ils leur apportent. Le *Club de Remeros Arturo Prat* à Valdivia assure le développement des projets, l'organisation de la formation, et fournit l'équipement. Le financement obtenu du programme *Comuna Segura*, permet d'acheter le matériel nécessaire à la formation et de payer pour l'organisation des ateliers de soutien psychologique. Des fonds supplémentaires permettent d'acheter la nourriture indispensable à ce genre d'activités pour les jeunes.

### Résultats

---

À ce jour, plus de 100 enfants âgés de 10 à 15 ans ont déjà bénéficié de ce programme et la plupart désirent poursuivre la pratique de ce sport. De plus, à mesure qu'ils apprennent à vivre au sein d'environnements plus sains et moins violents, on observe des améliorations au niveau académique et des changements de comportements positifs dans leurs relations avec leurs pairs. Ces changements pourraient devenir permanents dans la mesure où les jeunes continueront à pratiquer ce sport et où le *Club de Remeros Arturo Prat* pourra continuer à soutenir cette initiative. Cette action a également bénéficié au club d'aviron puisqu'il a recruté de jeunes talents, et grâce à eux, est en mesure de justifier la poursuite du financement pour s'assurer de la continuation du programme.

### Partenaires

---

Club de Remos Arturo Prat, Municipalité de la ville de Valdivia, *Ministerio de Interior de Chile*, *Programa Comuna Segura*, et *Red de Comercio de Valdivia*.

### Contact

---

Cristian Gómez  
Club de Remeros Arturo Prat  
Valdivia, X. Región de Chile.  
Programa Comuna Segura.  
Ministerio de Interior de Chile  
[www.seguridadciudadana.gob.cl](http://www.seguridadciudadana.gob.cl)

# ÉTATS-UNIS

## Projet Midwestern de prévention

### Contexte

L'usage ou l'abus de drogues illicites par les jeunes est un problème qui affecte la plupart des collectivités aux États Unis. La majorité des interventions reposent sur une approche unique, souvent au sein d'un seul environnement comme l'école. Mais ces programmes sont de plus en plus perçus comme étant trop restreints pour avoir un impact significatif sur l'abus de substances. On a donc développé des interventions plus exhaustives, recourant à plusieurs approches et reposant sur la participation des individus et de la collectivité.

### Buts

- Prévenir et réduire l'usage des drogues, en commençant par les drogues d'initiation, le tabac, l'alcool, et le cannabis.
- Intervenir sur les situations et les environnements qui encouragent l'abus de substances.
- Augmenter les facteurs de protection tels les aptitudes à la résistance, l'autonomie, et la prise de décisions appropriées.
- Promouvoir des attitudes, normes, politiques et le soutien communautaire contre l'usage des drogues.

### Description

Lancé au début des années 80, ce projet a d'abord été mis en oeuvre dans 16 collectivités et 9 comtés de deux régions métropolitaines du Midwest américain – Kansas City et Indianapolis. A ce jour, plus de 400 autres écoles de l'Indiana appliquent certaines composantes du programme, de même que 24 villes de 5 autres États par le biais de la formation télé interactive. Le programme repose sur l'introduction graduelle, sur une période de cinq ans, de politiques par *l'école, les parents, les associations et les organismes de santé*, tandis que la composante des *media* est utilisée tout au cours du programme. Le *programme scolaire de base* commence au niveau 6<sup>e</sup> ou 7<sup>e</sup> année (middle and/or junior high schools). Offert par des enseignants formés, et intégrant des pairs *leaders* comme facilitateurs, il consiste en une série de 10 à 13 sessions visant à renforcer la résistance chez les jeunes, complétées les années suivantes par des sessions de rappel et des activités de soutien et de counselling. Le *programme parental*, introduit en 2<sup>e</sup> et en 3<sup>e</sup> années, vise à renforcer le soutien familial et transmettre un message anti-drogue cohérent. Un groupe parents-élèves développe des politiques de prévention en milieu scolaire et des outils de formation et de communication pour les parents. La *composante communautaire* s'appuie sur les leaders du gouvernement et de la collectivité pour soutenir le développement de services de prévention complémentaires. Une association est mise en place pour assurer la mise

en œuvre de campagnes efficaces de prévention et de services *entre* les agences. Enfin, au cours des deux dernières années, une *politique de santé* est mise en oeuvre par une sous-commission gouvernementale. La composante *media* inclut une trentaine de messages télé, radio et imprimés chaque année, permettant de présenter les diverses composantes du programme et renforcer la cohérence des messages aux écoles, aux parents et à la collectivité.

### Résultats

L'évaluation du programme a permis de constater des diminutions significatives de l'usage de tabac, d'alcool et de cannabis, ainsi que de cocaïne, d'amphétamines, de LSD, et d'inhalants, variant de 20 % à plus de 67 %. De plus, dans une étude distincte sur les jeunes de 21 ans, les participants au programme avaient des taux significativement plus faibles de grossesse chez les célibataires, de décrochage scolaire, ou de perte d'emploi, que les non participants. Les effets du programme ont été observés de l'âge de 11 ans à 30 ans. Des études récentes menées sur des participants dont le tiers ont des enfants scolarisés, ont montré que la prévention précoce de l'usage des drogues, surtout de l'alcool, permet de réduire les états de colère chez les participants, se traduisant en retour par une diminution des comportements à problèmes chez leurs propres enfants. La demande de traitement semble également avoir diminué, en raison de ce programme d'intervention précoce. De même, il semble que les programme a eu des effets sur l'usage/ l'abus de substances par les parents des participants. Le programme a été sélectionné en 1997 parmi les *Blueprints for Violence Prevention* de l'Université du Colorado, programmes qui ont tous été mis en oeuvre dans différents milieux et répondent aux critères scientifiques les plus élevés pour leur mise en oeuvre et leur efficacité.

### Partenaires

Les écoles, les parents, les leaders du monde des affaires, les organismes chargés de la mise en application de la loi, les médias, les départements de la santé, et les leaders des collectivités.

### Contact

**Kami McClure, Chef de projets**

Courriel : [mmcclure@usc.edu](mailto:mmcclure@usc.edu)

**Mary Ann Pentz, Investigatrice principale**

Département de Médecine préventive

École de Médecine

Université de la Caroline du Sud

1000 S.Fremont Ave. Alhambra, CA 91803

Courriel : [pentz@usc.edu](mailto:pentz@usc.edu)

# FINLANDE

## Le Projet Ruori - améliorer le sort des jeunes à risque

### Contexte

---

Mis en œuvre dans deux districts scolaires d'Helsinki, le projet Ruori vise à réduire la marginalisation des jeunes à risque de délinquance. Il s'adresse aux jeunes hommes et aux jeunes femmes confrontés à des problèmes d'abus de substances, de troubles du comportement et d'autres comportements pouvant engendrer des actes de délinquance. Il vise à renforcer leurs liens avec leurs familles, écoles et réseaux sociaux, et s'inscrit dans une démarche pluridisciplinaire impliquant divers services scolaires et sociaux.

### Buts

---

- Réduire la marginalisation des jeunes à risque.
- Réduire les troubles du comportement et l'abus de substances chez les jeunes.
- Renforcer l'identité personnelle des jeunes, leurs liens familiaux, et leurs réseaux sociaux.

### Description

---

Lancé en 2001 pour une période de deux ans dans deux quartiers par le département de la jeunesse de la municipalité d'Helsinki, Ruori est un projet pluridisciplinaire s'adressant aux jeunes âgés de 11 à 18 ans qui fréquentent l'école mais présentent des facteurs de risque de délinquance tels les troubles de l'attention et du comportement et l'usage de substances. Les jeunes participants étaient choisis au cours des réunions conjointes de représentants des services sociaux et à la jeunesse et des écoles. Le projet Ruori repose sur un partenariat entre les intervenants, les jeunes et leurs familles, et des organismes publics comme le département pour les jeunes, les services sociaux et les écoles. Il fonctionne selon les mêmes critères et niveaux de service que les programmes universaux. Projet pilote, Ruori visait aussi à définir les orientations pratiques de travail utilisées à l'avenir, sans nécessiter des changements organisationnels.

Les objectifs à long terme du projet étaient de diminuer les troubles du comportement et d'abus de substances; renforcer l'identité personnelle et les liens familiaux; créer ou consolider les réseaux sociaux personnels chez ces jeunes; élaborer des plans personnels; s'occuper de leur bien-être et de leur santé; et la réussite scolaire afin de pouvoir poursuivre des études supérieures ou intégrer le marché du travail.

Tout au cours de sa mise en œuvre, le projet reposait sur le slogan '*Un changement de second degré*' pour désigner les modifications positives

souhaitées au sein de l'environnement des jeunes (amis, famille, école, activités sociales, etc.). Des réunions de groupe et des activités hebdomadaires étaient à la base du travail pratique. Trois groupes de filles et trois de garçons se sont réunis chaque semaine durant 18 à 24 mois, sous la supervision de trois intervenants embauchés à cette fin. Les réunions de groupes servaient, entre autres, à aider à la préparation des devoirs et des examens. Plusieurs randonnées de groupes ont été organisées, afin de susciter leur intérêt et leur offrir d'autres stimulations.

En plus des activités de groupe, un suivi individuel et familial était fait. Des projets individuels spécifiques à chaque jeune axés sur leur capacité à prendre leur vie en main ont été discutés et élaborés. La seconde partie du projet consistait à établir des contacts avec les familles en leur rendant visite à domicile, en organisant des soirées pour les parents, et des cercles familiaux permettant de les réunir.

### Résultats

---

L'évaluation externe du projet sur 34 des 43 participants incluait des questionnaires complétés par les jeunes, leurs familles, les intervenants et les membres du réseau. L'impact général a été positif : 83 % avaient amélioré leurs résultats scolaires; le nombre d'absences et la violence avaient diminué, et les objectifs de réussite étaient plus élevés; 69 % des candidats avaient réussi leurs études. Tous les participants avaient augmenté leur degré de contrôle sur leur vie, mais le tiers d'entre eux était toujours confronté à des problèmes. À hauteur de 3,000 euros par an par participant, les coûts de cette intervention ne représentent que 5 % des coûts annuels de l'institutionnalisation d'un jeune. Les leçons tirées de ce projet continuent d'être utilisées dans le cadre d'autres projets et du travail régulier du département de la jeunesse de Helsinki.

### Partenaires

---

Les intervenants; les jeunes et leurs familles; plusieurs organismes publics dont le département de la jeunesse, le département social et les écoles; diverses ONG, comme l'association pour les résidents et une branche locale de la Croix Rouge Finnoise.

### Contact

---

Conseil national pour la prévention de la délinquance (*Rikoksentorjuntaneuvosto*)  
P.O. Box 25 FIN-00023 Gouvernement, Finlande  
Tél. : +358 9 16067860  
Télec. : +358 9 16067865  
Courriel: [hannu.takala@om.fi](mailto:hannu.takala@om.fi)

## **Contexte**

---

Ce projet part d'un constat simple, à savoir l'augmentation très sensible du nombre des mineurs, souvent très jeunes (13/14 ans), impliqués dans des affaires d'abus sexuels comme auteurs. Par ailleurs, les plaquettes d'information existantes sur les actions de prévention de la santé sur la région sont très techniques, en lien avec la lutte contre le SIDA, les moyens de contraceptions, elles n'abordent nullement les questions d'amour et de relations amoureuses. Le projet part donc d'un constat de carence dans l'éducation des jeunes sur les relations amoureuses et la sexualité qui peut favoriser des passages à l'acte. Il y a un désarroi chez les auteurs et leurs parents ainsi qu'une méconnaissance de la loi et des règles sociales qui doivent prévaloir dans toute relation humaine, notamment dans celle d'ordre amoureux.

## **Buts**

---

- Expliquer les règles sociales qui doivent prévaloir dans toutes relations, notamment dans la relation amoureuse entre adolescents et leur expliquer la loi concernant les abus sexuels.
- Prévenir les transgressions.
- Inciter les jeunes à parler avec leur famille et leur entourage des relations amoureuses qu'ils vivent.

## **Description**

---

Toute action visant à prévenir la commission d'infractions à caractère sexuel doit répondre au questionnement des intéressés, tout en suscitant le débat sur des notions telles que le respect de l'autre, la manière d'entrer en relation, ou l'âge de la première expérience sexuelle. Ce travail peut se réaliser par des échanges avec des professionnels de l'éducation dans un cadre suffisamment rassurant pour permettre l'expression de ce questionnement.

Le Centre d'action éducative du territoire de Belfort est à l'initiative de ce projet qui a d'abord démarré à titre expérimental au collège de Rougemont le Château. Depuis ce temps, une convention avec l'éducation nationale a été élaborée afin de donner à l'action un cadre institutionnel durable. Outre le financement par la protection judiciaire de la jeunesse, une subvention a été accordée en 2001, dans le cadre du contrat de ville. Afin de faire connaître cette action auprès des collèges et lycées, le centre d'action éducative leur fait parvenir une plaquette d'information.

Pour réaliser les buts du projet, une conteuse professionnelle dit les contes aux élèves puis leur en explique le sens et un éducateur parle du système judiciaire à l'égard des abus sexuels, au travers d'exemples concrets et vécus pour illustrer la réalité judiciaire, lorsque les codes sociaux (respect mutuel, consentement et abus sexuels) ne sont pas respectés. En plus, un ou deux personnels du centre d'action éducative rencontrent des jeunes collégiens et lycéens au sein de leur établissement afin de leur parler de la relation amoureuse. La présence d'un personnel de santé scolaire est souhaitée lors des interventions afin de pouvoir éventuellement assurer la prise en charge et le suivi de ces jeunes à l'intérieur du collège ou lycée. Elle est organisée deux journées par mois, à raison de deux interventions de deux heures chacune par jour.

Des échanges s'instaurent avec les élèves et orientent le contenu de l'intervention vers un thème particulier. Les réactions des élèves permettent de mesurer leur intérêt pour telle ou telle question et d'introduire les notions de respect mutuel, de consentement puis la question des abus sexuels et de la loi. La notion de consentement constitue le nœud d'articulation de cette action qui se déroule en plusieurs temps et est ici employé dans deux acceptions : au sens commun de valeur humaine et au sens juridique, le défaut de consentement caractérisant l'infraction d'agression sexuelle.

## **Résultats**

---

À ce jour, 2 600 jeunes ont bénéficié de cette action. Plusieurs effets positifs ont été constatés, notamment : demande d'information générale sur la justice des mineurs; confiance de jeunes victimes et de jeunes auteurs; prises de contacts de jeunes qui allaient être mis en examen; et une meilleure coopération entre la protection judiciaire de la jeunesse et l'éducation nationale qui repère différemment le centre d'action éducative. Un travail d'évaluation de l'action est actuellement projeté avec le service social scolaire.

## **Partenaires**

---

Département du territoire de Belfort, Centre d'action éducative du territoire de Belfort, Service public du Ministère de la justice, la Direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse et Inspection Académique.

## **Contact**

---

### **Madame Sotty Liliane**

Éducatrice, centre d'action éducative de Belfort  
5, rue de la République - BP 481  
90016 Belfort  
Tél. : 03 84 90 40 50

## **Contexte**

---

La population résidant dans la ville nouvelle est une des plus jeunes de France et bon nombre de logements sont des logements sociaux. De nombreux problèmes (violences – racket – drogues – absentéisme scolaire) ont été identifiés par les Brigades territoriales locales, le corps enseignant ou la direction de l'établissement. En 1999, la Brigade de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ) de l'Isère propose d'instaurer dans deux collèges du Nord Isère des points de rencontre. Cette démarche a interpellé et séduit les jeunes qui progressivement sont venus vers les gendarmes pour leur poser des questions de tout ordre.

## **Buts**

---

- Effectuer des actions de prévention sur les problèmes tels que les drogues, la violence, la loi la justice, le racket et la maltraitance.
- Montrer le dynamisme de la gendarmerie à s'impliquer dans le dialogue et le contact avec les adolescents.
- Démythifier le gendarme auquel cette population attribue facilement une « étiquette répressive ».
- Développer et pérenniser le travail en partenariat avec l'Éducation Nationale.
- Faire intervenir à terme les brigades territoriales compétentes et étendre ces Points écoutes gendarmerie (PEG) à l'ensemble du département de l'Isère.

## **Description**

---

Le projet de Points écoutes gendarmerie (PEG) consiste à mettre en place une permanence de 12H00 à 14H00 dans les sept collèges des communes de la nouvelle ville d'Isère. Cette action permet d'aller au contact des élèves de ces établissements, qui pour la plupart sont implantés en zone prioritaire. Une salle (bureau de l'infirmière, classe ou centre de documentation et d'information) est mise à disposition des intervenants. Un gendarme de la BPDJ se rend deux fois par trimestre dans un établissement scolaire dont il est référent et la BPDJ maintient cette activité et tient les permanences.

En début d'année scolaire, une réunion est organisée avec les principaux et les conseillers principaux d'éducation des collèges concernés, afin d'expliquer le fonctionnement et le but des PEG. Ces informations sont relayées auprès des élèves. Une grande affiche a été réalisée par la BPDJ, et placée dans un lieu de passage obligé des élèves. Elle reprend succinctement les missions de l'unité

mais surtout le but des PEG et les domaines abordés (qui ne sont pas exhaustifs). En concertation avec les chefs d'établissements, deux dates par trimestre sont fixées et elles sont communiquées aux élèves par l'intermédiaire de cette affiche.

Cette action s'inscrit dans la continuité de celles qui sont effectuées par l'unité tous les jours au sein des différentes classes de ces établissements, mais les PEG se déroulent dans un cercle plus restreint qui favorise la mise en confiance et la parole de l'adolescent et donnent un aperçu favorable du métier de gendarme. En outre, ces PEG sont la continuité logique des interventions de prévention qu'effectue la BPDJ dans les classes : si certains élèves ne désirent pas exposer leurs problèmes devant la classe entière, ils trouvent dans le PEG une écoute particulière « à huis clos ».

## **Résultats**

---

La réussite des ces points écoute gendarmerie reste étroitement liée à l'implication, à la motivation et à l'adhésion des différents personnels gendarmerie et des équipes locales de l'éducation nationale. Il est difficile de dresser un bilan précis ou une évaluation de ces PEG : quantitativement, depuis mars 2000, 164 PEG ont sensibilisé 1553 jeunes soit une moyenne de 9,5 jeunes par PEG. Ces PEG sont connus et reconnus et ils s'inscrivent comme une action nécessaire et demandée par les élèves et les principaux des collèges pensent que les PEG permettent d'apaiser certaines tensions entre élèves et maintiennent « une paix scolaire ». Enfin, certains élèves ont été orientés vers le Centre de Recrutement Gendarmerie.

## **Partenaires**

---

Education nationale.

## **Contact**

---

Direction générale de la gendarmerie nationale  
35, rue Saint-Didier  
75775 PARIS CEDEX 16  
Section prévention de la délinquance-partenariat  
Tél. : 01.56.28.65.91  
Télec. : 01.56.28.65.49  
Courriel : [dg.prevengend@wanadoo.fr](mailto:dg.prevengend@wanadoo.fr)

## Contexte

En Inde, l'accès des femmes aux ressources et leur degré de contrôle des processus décisionnels sont limités. Formant la moitié de la population, elles constituent seulement le tiers des travailleurs salariés, ne reçoivent que 10 % du revenu et ne possèdent que 1 % de la propriété. Leur représentation au sein du gouvernement n'excède pas les 8,4 % et le taux de violences sexuelles est très élevé. Les adolescents du Tamil Nadu, qui représentent près de 30 % de la population, sont aussi confrontés à divers problèmes comme la toxicomanie, la grossesse à l'adolescence, le suicide et la délinquance. Les jeunes originaires de familles défavorisées, notamment des bidonvilles, n'ont pas accès à l'information ni à des services d'aide. Leurs familles étant fréquemment disloquées, les jeunes s'influencent et se soutiennent mutuellement, et leurs représentations sont facilement influencées par les stéréotypes véhiculés par les médias.

## Buts

- Renforcer l'autonomie des femmes et des jeunes et sensibiliser à l'égalité des sexes dans la société.
- Renforcer la capacité de leadership chez les femmes au niveau local et au sein des ONGD.
- Assurer une formation sur l'égalité des sexes et la gouvernance.
- Promouvoir les campagnes pour mettre fin à la violence contre les femmes, les sans castes et les minorités.
- Promouvoir des changements de politique améliorer la situation des femmes.

## Description

EKTA est un centre de formation et de ressources qui travaille avec le personnel des ONG, les femmes pauvres habitant en région rurale, les étudiants des écoles et des collèges. Il propose une gamme de services, dont le développement du leadership, l'entraide, la défense des droits et l'éducation publique. Le centre propose également divers services visant à promouvoir la sécurité dans les régions pauvres, notamment l'éducation publique sur la violence contre les femmes et le *counselling* individuel. Au cours de la phase de renforcement des capacités, le centre a offert une formation axée sur des questions essentielles au développement des femmes comme la santé, l'économie, le droit, les médias et la gouvernance. Cette phase a aussi inclus une formation sur les habiletés de communication, d'assistance, de formulation de projets et de rédaction de rapports, et de connaissance de la dynamique des groupes. Des cercles d'études et de discussion rassemblant femmes et hommes de milieux différents ont permis de réfléchir aux stratégies susceptibles de favoriser l'égalité sociale des sexes.

Progressivement, ces initiatives sont devenues une base pour promouvoir les droits des femmes, notamment par des campagnes sur la violence contre les femmes (campagne à l'occasion de l'adoption de la Loi sur la violence conjugale, 16 jours d'activisme contre la violence sexuelle, et la campagne des rubans blancs). EKTA a également développé des programmes éducatifs pour les étudiants des écoles et des collèges sur des questions qui les concernent, incluant des ateliers sur la violence. Ces programmes sont issus de la campagne '16 jours d'activisme' organisée dans les écoles et les collèges. Le Programme d'éducation à la vie pour les jeunes adolescents est un programme de développement qui vise à l'acquisition des habiletés relationnelles de base. Il s'adresse aux jeunes à risque des bidonvilles la plupart sans soutien familial minimal, qui subissent les effets négatifs de leurs pairs et des médias, et ont un taux de suicide élevé. Le Centre fait aussi l'éducation sur les médias, encourage la réflexion critique et la planification de l'avenir. Le Programme d'éducation collégial sensibilise à la construction sociale des rapports entre les sexes et fait la promotion de l'égalité. Des sessions interactives pour les étudiants des deux sexes sont organisées pour réfléchir sur les défis auxquels ils font face. Ces deux programmes d'éducation encouragent les jeunes à développer leur esprit critique pour qu'ils comprennent mieux leurs rôles et puissent mieux assumer leurs responsabilités familiales.

## Résultats

Depuis la mise en place d'EKTA, le *leadership* des femmes au niveau local et au sein des ONG a été renforcé. Des initiatives de défense des droits et de lobbying pour les changements de politique ont également été lancées, et l'accès à l'information amélioré. EKTA a développé des directives pour les groupes de discussion, des études de cas sur les femmes et le développement, et des outils d'analyse sociale et de genre. Le Centre a également établi des liens avec divers ministères du gouvernement.

## Partenaires

EKTA collabore avec les femmes membres du personnel des ONGD, les femmes pauvres provenant des milieux ruraux et urbains, les étudiants des collèges et des écoles, le personnel des ONGD, les représentants Panchayat élus et les praticiens de groupes d'entraide, les membres de la société civile et d'autres acteurs au sein de la collectivité.

## Contact

**Bimla Chandrasekar, Coordinatrice**

No 6, I Cross Street, Duraiswamy Nagar,  
Bye- Pass Road, Madurai- 625010

Tél. : 91-452-238 1309 / Téléc. : 91-452-238 2454

Courriel : [mdu\\_ekta@sancharnet.in](mailto:mdu_ekta@sancharnet.in)

[www.ektamadurai.org](http://www.ektamadurai.org)

Section 3 :

# OUTILS COMPLÉMENTAIRES

## **Sites Internet**

### **CIPC - Base de connaissances sur la sécurité des collectivités et la prévention de la délinquance**

[http://www.crime-prevention-intl.org/kb\\_intro.php](http://www.crime-prevention-intl.org/kb_intro.php)

Le site Web du Centre International pour la Prévention de la Criminalité inclut une section sur la base de connaissances, notamment sur les politiques, les stratégies, les indicateurs, les bonnes pratiques, la documentation et des outils relatifs à la sécurité des collectivités et à la prévention de la délinquance.

### **UNODC - Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime**

[http://www.unodc.org/unodc/en/crime\\_cicp\\_commission.html](http://www.unodc.org/unodc/en/crime_cicp_commission.html)

Les informations relatives à la Commission des Nations Unies sur la Prévention du Crime et la Justice Pénale peuvent être consultées sur le site Web de l'UNODC.

[http://www.unodc.org/pdf/crime/publications/promoting\\_prevention\\_crime.pdf](http://www.unodc.org/pdf/crime/publications/promoting_prevention_crime.pdf)

Les lignes directrices adoptées par les Nations Unies en 2002 peuvent être consultées dans leurs publications. Elles sont incluses dans leur répertoire intitulé *Promoting the Prevention of Crime - Guidelines and Selected Projects* qui détermine principes de coopération et de l'assistance technique dans le domaine de la prévention de la délinquance, et examine des exemples sélectionnés par l'UNODC et d'autres projets sur la prévention de la délinquance.

### **ONU-HABITAT - Programme des Villes Plus Sûres**

<http://www.unhabitat.org/programmes/safercities/>

Le *Safer Cities programme* de ONU Habitat accorde un soutien aux projets de prévention de la délinquance au niveau local, permet d'en tirer les bons exemples, de développer les outils, d'échanger de l'information, de défendre les droits au niveau international et de promouvoir la formulation de politiques dans ce domaine.

### **Best Practices for Human Settlements**

<http://www.bestpractices.org/>

ONU-Habitat, avec le soutien de la *Together Foundation*, a créé une base de données exhaustive et informative qui contient plus de 1600 exemples de bonnes et de meilleures pratiques soumises par les collectivités à travers le monde.

### **Blueprints for Violence Prevention**

<http://www.colorado.edu/cspv/blueprints/>

Le *Center for the Study and Prevention of Violence* rattaché à l'*University of Colorado* à Boulder, aux États-Unis, a lancé une initiative au niveau national visant à identifier les pratiques efficaces pour la prévention de la violence.

### **Crime Prevention Register**

<http://www.aic.gov.au/research/cvp/register/>

*Australian Institute of Criminology (AIC) Crime Prevention Register* est une source d'information pour les agences au niveau fédéral, gouvernemental, territorial, et municipal en matière de prévention et de justice pénale.

### **Bibliothèque virtuelle de la Stratégie Nationale du Canada pour la Prévention de la Criminalité**

<http://www.prevention.gc.ca/fr/library/index.html>

La bibliothèque virtuelle de la Stratégie Nationale du Canada pour la Prévention de la Criminalité est une collection électronique de publications, d'outils, et de liens relatifs à la délinquance, à la victimation, et à la prévention de la délinquance.

### **Réseau Européen de Prévention de la Criminalité (REPC)**

[http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/eucpn/practices.html](http://europa.eu.int/comm/justice_home/eucpn/practices.html)

Les Bonnes Pratiques du REPC suivent l'approche des 5 I qui cherche à promouvoir la mise en œuvre de programmes qui se basent sur des données probantes, sur une mise en œuvre et une évaluation rigoureuses, et sur des normes permettant des comparaisons interculturelles, nationales et internationales.

### **Forum Européen de Sécurité Urbaine (FESU)**

<http://www.fesu.org/fesu/home.aspx>

Le site du FESU comprend une liste de publications centrées sur les pratiques de prévention de la délinquance au niveau local, la sécurité au sein des écoles, la police, le trafic des femmes, l'usage des drogues, le crime organisé, et d'autres sujets.

### **The Good Practice Projects Database: Early Intervention**

<http://www.aifs.gov.au/sf/database.html>

*Stronger Families Learning Exchange of Australian projects* est une base de données sur les programmes de prévention primaire ou d'intervention précoce issues du travail avec les familles ou les collectivités.

### **Promising Practices on Children, Families and Communities (PPN)**

<http://www.promisingpractices.net/>

Géré par RAND Corporation USA, le site *Promising Practices Network* comprend des programmes éprouvés ou prometteurs dans cinq domaines: santé et sécurité des enfants, préparation des enfants à l'école, la réussite scolaire, les liens familiaux solides, et les familles autonomes.

### **Répertoire des Ressources et des Activités de Femmes et Villes International**

[http://www.femmesetvilles.org/francais/sets\\_fr/set\\_repertoire\\_fr.htm](http://www.femmesetvilles.org/francais/sets_fr/set_repertoire_fr.htm)

Le Répertoire des Activités et des Ressources de Femmes et Villes International inclut des initiatives, politiques et programmes relatifs à la sécurité des femmes.

## **Prix**

### **Australian Crime and Violence Prevention Awards**

<http://www.aic.gov.au/avpa/>

Le prix de l'*Australian Institute of Criminology* vise à récompenser les projets les plus réussis en matière de prévention ou de réduction de la violence en Australie, à encourager les initiatives publiques, et à aider les gouvernements à identifier et à développer des projets d'ordre pratique qui visent à réduire la violence au sein de la collectivité.

### **British Community Safety Awards**

<http://www.crimeconcern.org.uk/>

Le prix est organisé par *Crime Concern* pour récompenser les meilleurs projets ayant trait à la réduction de la délinquance au Royaume Uni.

### **Dubai International Award**

<http://dubai-award.dm.gov.ae/>

Le prix est géré par ONU-Habitat, *Dubai Municipality* et les Nations Unies et vise à attirer l'attention sur les réalisations majeures mises en œuvre en vue de l'amélioration des conditions de vie.

### **European Crime Prevention Awards**

[http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/eucpn/european\\_crime.html](http://europa.eu.int/comm/justice_home/eucpn/european_crime.html)

Le prix est organisé par *European Crime Prevention Network* pour récompenser le meilleur projet européen de prévention de la délinquance.

### **Prix Sécurité des Femmes 2004**

[http://www.femmesetvilles.org/english/sets\\_en/set\\_contest\\_en.htm](http://www.femmesetvilles.org/english/sets_en/set_contest_en.htm)

Le Prix Sécurité des Femmes 2004 est organisé par Femmes et villes international permet de souligner et de récompenser les bonnes pratiques et les politiques municipales relatives à la sécurité des femmes et à renforcer leur sentiment de sécurité.

## **Autres publications sur les bonnes pratiques**

Australian Government Attorney-General's Department (2004). *The National Research Project into Good Practice in Community Crime Prevention*. Barton: [The Author].

[http://www.ncp.gov.au/agd/www/rwpattach.nsf/personal/C7ECC89F6862A05DCA256E6F001A0E7B/\\$FILE/Good+Practice+final+10+Dec+03.pdf](http://www.ncp.gov.au/agd/www/rwpattach.nsf/personal/C7ECC89F6862A05DCA256E6F001A0E7B/$FILE/Good+Practice+final+10+Dec+03.pdf)

Bässmann, J. (Ed.) (2004). *Crime Prevention in Germany: Selected Examples of Projects in the 'Infopool Prevention' Database*. Wiesbaden: Bundeskriminalamt.

[http://www.kriminalpraevention.de/download/Crime\\_Prevention\\_in\\_Germany.pdf](http://www.kriminalpraevention.de/download/Crime_Prevention_in_Germany.pdf)

The CSIR, the Institute for Security Studies and the South African Police Service Division Crime Prevention, Component Social Crime Prevention (2004). *Community Safety Projects: Promising Practices in South Africa*. Pretoria: the South African Police Service.

Centro Canadiense de Estudios y Cooperación Internacional and coll. (2004). *Encuentro Centroamericano sobre Violencia Juvenil 2004. Memoria de Labores*. Guatemala 11 y 12 de Noviembre. Montréal: CECI.  
<http://www.ceci.ca/>

Centro Canadiense de Estudios y Cooperación Internacional and coll. (2004). *Encuentro Centroamericano sobre Violencia Juvenil 2004. Memoria de Labores*. San Salvador 1 y 2 de Diciembre. Montréal: CECI.  
<http://www.ceci.ca/>

Délégation interministérielle à la ville (2004). *Politique de la ville et prévention de la délinquance. Recueil d'actions locales*. France : Les éditions la DIV.

European Crime Prevention Network (2002). *European Crime Prevention Network Conference: Exchange of Good Practice in Crime Prevention between Practitioners in the Member States Concerning: Youth Violence/Ethnic minorities, Domestic Burglary – Including its Causes within the Wider Built Environment, Robberies Motivated by Drug Addiction – Especially in Public Places like the Streets - October 7<sup>th</sup> – 8<sup>th</sup> 2002 in Aalborg, Denmark – Summaries and Project Descriptions*. Volume 2. Brussels: [The Author].  
[http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/eucpn/docs/aalborgReport200212.pdf](http://europa.eu.int/comm/justice_home/eucpn/docs/aalborgReport200212.pdf)

International Centre for the Prevention of Crime (1999). *100 Crime Prevention Programs to Inspire Action Across the World*. Montreal: International Centre for the Prevention of Crime.

Griggs, R. A. (2002). *Preventing Crime and Violence in South African Schools: A Review of Learning and Good Practices from Eight Interventions*. Claremont: Open Society Foundation for South Africa.

Institut des hautes études de la sécurité intérieure (2003). *Bonnes pratiques : Introduction au pragmatisme anglo-saxon. Les cahiers de la sécurité intérieure*, 54.

Jamieson, W. & Hart, L. (2002). *Compendium of Promising Crime Prevention Practices in Canada*. Ottawa: The Caledon Institute of Social Policy. <http://www.caledoninst.org/PDF/553820452.pdf>

National Crime Prevention Council (2002). *150 Tested Strategies to Prevent Crime from Small Cities, Counties and Rural Communities – A Resource for Municipal Agencies and Community Groups*. Washington, DC: [The Author].

Sposato, K. B. & Machado de Almeida, E. (2004). *Sócio-educação no Brasil: Adolescentes em conflito com a lei: experiências de medidas sócio-educativas*. São Paulo: ILANUD Brasil.

Thornton, T.N., Craft, C.A., Dahlberg, L.L., Lynch, B.S. & Baer, K. (2002). *Best Practices of Youth Violence Prevention: A Sourcebook for Community Action*. Atlanta: Centers for Disease Control and Prevention (CDC), National Center for Injury Prevention and Control. <http://www.cdc.gov/ncipc/dvp/bestpractices.htm>

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). (2004). *Promoting the Prevention of Crime – Guidelines and Selected Projects*. [http://www.unodc.org/pdf/crime/publications/promoting\\_prevention\\_crime.pdf](http://www.unodc.org/pdf/crime/publications/promoting_prevention_crime.pdf)

White, R. (1998). *Public Spaces for Young People - A Guide to Creative Projects and Positive Strategies*. Canberra: Commonwealth Attorney-General's Department.  
[http://www.ag.gov.au/agd/www/rwpattach.nsf/viewasattachmentPersonal/\(C99C9C662AE008709B6A1B06BCF8E5CF\)~ncp\\_PublicSafety200802.pdf/\\$file/ncp\\_PublicSafety200802.pdf](http://www.ag.gov.au/agd/www/rwpattach.nsf/viewasattachmentPersonal/(C99C9C662AE008709B6A1B06BCF8E5CF)~ncp_PublicSafety200802.pdf/$file/ncp_PublicSafety200802.pdf)

Whitzman, C., Canuto, M. and Binder S. (2004). *The Women's Safety Awards 2004: A Compendium of Good Practices*. Montréal: Women in Cities International / Femmes et villes international.  
<http://www.femmesetvilles.org/pdf-general/FINALCOMPENDIUMENG.pdf>